

FRANCE FORUM



N° 104
JUILLET-AOUT 1970
2 F 50

L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN DE LENINE A NOS JOURS — L'ECOLE, LE SAVOIR ET LA VIE
— CROISSANCE ECONOMIQUE ET PROGRES HUMAIN — LE VI° PLAN — DEUX PRETRES BASQUES
PARLENT — L'USAGE DES LANGUES EUROPEENNES EN AFRIQUE — SCIENTISME ET ROMANTISME

L'ACTUALITÉ EN MIETTES

● **Quand le Président platonise.** Lors de la dernière conférence de presse du Président de la République, un journaliste demandait au chef de l'Etat si, compte tenu des espérances que l'élection de Nancy avait pu donner à certains, il convenait de considérer comme un test national les prochaines élections municipales. Et enchaînant sur le mot « espérances », et se souvenant qu'il est ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure (promotion 1931) et agrégé des lettres (promotion 1935) — innocente époque où la culture classique n'était pas encore soupçonnée d'exercer une fonction répressive à l'égard de la créativité révolutionnaire — M. Georges Pompidou s'est donné le temps de réfléchir en sortant du trésor de sa mémoire humaniste une citation de Platon: « **Nous avons tous en nous, a-t-il dit, des calculs que nous appelons espérances** ».

Mais il ne suffit pas de citer Platon pour vraiment platoniser. Le texte du « Philèbe » auquel est empruntée (40 a) la citation dit exactement: « **tout homme est plein de multiples espérances... et en chacun de nous ce que nous appelons espérances ce sont des discours (logoï)** ». Platon — qui se souciait peu en ce passage d'opportunités électorales — y explique que nos espérances, c'est-à-dire nos désirs tendus vers le futur, ne sauraient se confondre avec des pulsions biologiques et qu'ils ont une substance d'intelligence et de pensée, bref qu'ils sont raison et discours. Ces « logoï » qui font qu'un désir est humain sont devenus des « calculs » dans l'approximative et minimisante traduction dont a usé l'ex-helléniste devenu chef de l'Etat. Faut-il en conclure que lorsqu'un politique, interrogeant le ciel des idées, emprunte quelque pensée à un philosophe, il la fait, comme aurait dit encore Platon, entrer dans la caverne de l'ici-bas, et ne peut s'en servir qu'en la transformant en calcul ?

● **Les sécurités ébranlées.** Il est encore trop tôt pour faire le départ, dans l'élection de Nancy, entre ce qui tient à des contingences provinciales et à une personnalité insolite et experte en modernités d'une part et d'autre part à ce qui pourrait annoncer une mutation assez profonde de la vie politique française. Toutefois, le succès de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber a jeté l'inquiétude, en dérangeant les situations acquises, dans la plupart des formations politiques.

Le mot de Malraux: « **entre les gaullistes et les communistes, il n'y a rien** »,

n'était pas, on le savait bien, la fulguration d'un génie prophétique, mais plutôt une opinion sécurisante qui prometait à l'U.D.R. et à ses alliés une longue et confortable installation au pouvoir et dans les avenues du pouvoir. Dès lors que ce rien devient quelque chose d'assez important pour battre le gaullisme tout en contenant le communisme, l'avenir de l'U.D.R., parti créé par le pouvoir et pour le pouvoir et qu'on n'imagine pas dans l'opposition, se trouve affecté d'un menaçant point d'interrogation. Le Centre gauche, qui a le droit de trouver dans l'événement lorrain des raisons d'espérer, ne peut pas ne pas se demander si ce qu'il a ou ce qui lui reste de tradition et de doctrine, ne se trouvent pas mis en question par les techniques et les moyens qui viennent, dans la circonstance, d'y prouver leur efficacité. Le parti communiste, de son côté, se trouve contraint d'avouer qu'il n'exerce aucune sorte de séduction en dehors d'un électorat automatiquement fidèle, juste sanction, malgré un langage enfariné, d'une obtuse identité à soi — et il n'est pas jusqu'au P.S.U. qui ne soit invité à faire oraison et à compter ce que lui coûtent ses complaisances pour le gauchisme. L'élection de son secrétaire-général dans les Yvelines, l'automne dernier, s'en trouve éclairée d'un jour cruel: car si les cadres et la jeune bourgeoisie des résidences élyséennes et parlysiennes ont assuré son succès en dépit des méfiances et des réserves de la cité populaire de Beauregard, c'est que M. Michel Rocard, et il y avait prêté fort intelligemment la main, a été pris pour un J.J.S.S.: à peine plus accentué.

En somme la philosophie provisoire de l'élection de Nancy peut tenir en une formule modeste et approximative: parler pour l'immobilité définitive des stratifications actuelles de la politique française n'est pas forcément le parti le plus sûr.

● **Du suspense à Radio-Luxembourg.**

Dès les premières heures de la matinée du 3 juillet, les auditeurs de Radio-Luxembourg ont été mis et tenus en état d'alerte: on annonçait de demi-heure en demi-heure une interview bien entendu exclusive et sensationnelle de M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste français. Et lorsque enfin l'interview était mise en ondes, c'était dans sa partie la plus banale et qui réitérait la récitation des lieux communs de propagande, cependant que le suspense était maintenu et aggravé puisqu'on renvoyait au bulletin suivant le moment le plus attendu de ce pré-

cieux morceau, celui où le Numéro UN du communisme français allait prendre position au nom de son parti, sur la sanction qui vient de frapper Alexandre Dubcek, exclu du parti communiste tchécoslovaque, pour avoir, lors du fugitif printemps de Prague, cru en la liberté et tenté de réaliser ce qu'il croyait. Puisque Georges Marchais invite les partis de gauche à s'unir sur un programme dit de démocratie avancée, l'auditeur innocent pouvait imaginer que toute cette mise en scène le mettait en conditions pour entendre, dans l'état d'esprit qui convient, une parole enfin libre et généreuse expliquant que la démocratie la meilleure étant celle qui est la plus avancée, il était scandaleux qu'un militant communiste soit retranché du service de l'Etat et condamné, en attendant mieux, à l'exil à l'intérieur pour excès de conviction et de pratique démocratiques.

Las: M. Georges Marchais est un homme à principes et qui ne se permet, ascétiquement, aucun écart si infini-simal soit-il par rapport à la doctrine de son parti: et puisque son parti, prenant modèle sur le grand et exemplaire parti communiste de l'U.R.S.S., professe la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres partis, il manquerait à la logique de ce principe s'il se permettait d'honorer la promesse que faisait en son nom Radio-Luxembourg d'une prise de position sur l'affaire Dubcek. Nous étions bien floués, comme dirait Simone de Beauvoir. Toutefois, le digne homme laissait entendre que tant de rigueur était bien éprouvante pour ce qui, après un tel effort de vertu, pouvait lui rester de sensibilité et d'humanité: il croyait à la parole de ce bon M. Husak qui s'est engagé de ne pas recourir à la commodité de procès préfabriqués et, oubliant l'affaire Garaudy, il ajoutait qu'un parti ne résout pas une crise intérieure par des méthodes administratives — euphémisme ouaté pour dire policières et répressives. Nous étions bien émus par cette discrète poussée d'humanisme de la part du représentant d'un parti qui jadis s'est bardé le cœur d'un triplicat idéologique et a gardé stoïquement bouche close lors de la pendaison d'Imre Nagy, le Dubcek hongrois. Et puisque M. Alain Savary est si soucieux de dialogue démocratique avec M. Georges Marchais, on lui conseille de ne pas s'attarder, pour s'y préparer, dans la difficile exégèse des théoriciens marxistes-léninistes; il lui suffira et ce sera moins laborieux et plus éclairant de relire Tartuffe.

FRANCE FORUM

COMITE DE DIRECTION :

Etienne Borne, Henri Bourbon

42, bd de Latour-Maubourg, Paris-7^e

C.C.P. Paris 14.788-84. Tél. INV. 24-05

Prix de vente au numéro 2 F 50

Abonnement : 8 n^o par an 20 F

Abonnement de soutien 30 F

Sommaire

104

ETUDE

L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN DE LENINE A
AUJOURD'HUI, PAR JEAN LALOY 2

PROBLEMES

REFLEXIONS SUR L'USAGE DES LANGUES EURO-
PEENNES EN AFRIQUE,
PAR GEORGES LE BRUN KERIS 12

QUESTIONS D'AUJOURD'HUI

L'ECOLE, LE SAVOIR ET LA VIE,
PAR MAURICE BLIN 17

DOSSIER

CROISSANCE ECONOMIQUE ET PROGRES HUMAIN,
PAR ALEX JACQUEMIN 21

FORUM

ESPAGNE : DEUX PRETRES BASQUES PARLENT 26

QUESTIONS D'AUJOURD'HUI

LE VI^e PLAN OU LA DIFFICULTE DE CHOISIR,
PAR JEAN FLASSANS 29

ETUDE

L'HISTOIRE AUJOURD'HUI,
PAR DOMINIQUE BORNE 32

PROPOS DU TEMPS

SCIENTISME ET ROMANTISME,
PAR ETIENNE BORNE 46

POLEMIQUES ET DIALOGUES

L'ACTUALITE EN MIETTES 1

CINEMA

WOODSTOCK,
PAR CATHERINE LE MENOUX 37

L'AVEU,
PAR JEAN-MARIE DAILLET 39

NOTES DE LECTURE

ANDRE MALRAUX ET LE GAULLISME,
DE JANINE MOSSUZ PAR HENRI BOURBON 41

LES MAJORITES DE REFLUX A LA CHAMBRE DES
DEPUTES, DE XAVIER DELCROS
PAR PIERRE AVRIL 43

SRI AUROBINDO OU L'AVENTURE DE LA CONSCIENCE,
DE SATPREM PAR HENRI MURAT 43

JUILLET-AOUT 1970

L'INTERNATIONAL

DES ORIGINES A

par Jea

I. — L'INTERNATIONALISME COMME FACTEUR DE RUPTURE ET D'ISOLEMENT DU NOUVEL ETAT

Deux ruptures ont marqué l'existence et la pensée de Lénine.

Dans sa jeunesse, lors des premiers choix décisifs, il rompt avec le *monde libéral* et devient adepte du socialisme scientifique. Il trouve dans le marxisme, tel qu'il le comprend, une satisfaction intellectuelle complète, en même temps, croit-il, qu'un guide pour l'action. Jusqu'en 1914, malgré les polémiques et les querelles qu'il ne cesse de mener, Lénine reste membre du mouvement social-démocrate. Il se considère comme un membre meilleur que les autres mais il ne renie pas le mouvement.

A partir du 3 août 1914, Lénine rompt également avec la *social-démocratie*. Constatant la dislocation de l'Internationale il est en effet placé devant un dilemme. Ou bien il accepte les faits : le prolétariat international n'a pu surmonter les divisions nationales, le socialisme est un idéal, non la clé unique d'un avenir nécessaire. Ou bien il maintient que la lutte des classes est l'unique vérité scientifique : dans ce cas, la division du prolétariat international en nations opposées ne peut s'expliquer que par quelque accident, en l'espèce la trahison des chefs sociaux-démocrates. Lui seul, et ceux qui le suivent, sont les vrais socialistes. Le mouvement doit être recréé à partir de zéro. L'étendue de la catastrophe mesure l'étendue du bouleversement futur. De la guerre mondiale naîtra la révolution mondiale.

Lénine, on le sait, s'est prononcé pour le deuxième terme de l'alternative. Sans hésiter, il a proclamé dès l'automne 1914 la nécessité d'une nouvelle Internationale, la création d'un mouvement révolutionnaire mondial, communiste et non plus socialiste, organisé et discipliné, permettant de profiter des événements pour faire éclater enfin la révolution. De la guerre doit naître, non pas la paix, mais la guerre civile. La révolution gagnera de proche en proche, envahira les pays belligérants, s'étendra aux pays coloniaux victimes de l'impérialisme, couvrira le monde entier.

Dans ces trois années décisives, de 1914 à 1917, où Lénine s'enferme dans les idées qui seront celles de la révolution bolchevique, il est l'objet d'une commisération indulgente de la part de tous les militants socialistes européens qui eux, sont au contact des masses. Celles-ci, du fond de leur misère, peuvent à la rigueur s'élever jusqu'à l'idée de paix. Mais la guerre civile, personne n'en veut. Expliquer aux soldats des tranchées que, pour sortir de la guerre, il faut ajouter aux horreurs déjà endurées celles de la guerre civile, c'est une tâche sans espoir.

Lénine n'écoute même pas ces arguments. Son internationalisme n'est pas le fruit d'un contact avec les masses ou d'une analyse objective de la réalité. Il est plutôt l'instrument grâce auquel Lénine préserve au milieu de la tempête les convictions qui sont les siennes.

Sa brochure, *l'Impérialisme stade suprême du capitalisme*, est une étude a posteriori destinée à prouver que les deux camps, l'Entente et la Triplice, se valent, c'est-à-dire ne valent rien. Ses discussions avec Inès Armand en 1916-1917 sur la guerre défensive telle qu'Engels la comprenait en 1891 ont le même caractère (1). Lénine cherche à prouver qu'entre 1891 et 1914 tout a changé. Tout a changé, parce que Lénine ne veut pas accepter la réalité, la puissance du sentiment national qui dément l'internationalisme prolétarien. Accepter le fait national c'est remonter aux idées essentielles du passé, c'est s'allier avec tous ceux que Lénine a combattus depuis quinze ans. Mieux vaut foncer en avant, à la poursuite de l'idée universelle qui, elle, ne déçoit pas.

(1) Voir Bertram d. Wolfe. *Marxism. 100 years in the life of a doctrine. Delta book - 1967 - Chapitre 5, pp. 83-101.*

Un tableau célèbre en Union Soviétique

ME PROLÉTARIEN

AUJOURD'HUI

aloy

L'internationalisme exacerbé de Lénine a certes des origines objectives. Il était difficile après 1905 et 1912 à un socialiste russe de se ranger derrière Nicolas II, sa cour et ses ministres ; c'était plus difficile que pour Jules Guesde d'accepter Poincaré. L'extrémisme de Lénine est dû en partie à l'extrême bêtise du régime politique russe. Mais son origine profonde est ailleurs. Elle est dans le désir de maintenir intact le système d'idées sur lequel Lénine a fondé sa pensée et son action. L'internationalisme de Lénine est un « être de raison » projeté sur le réel. Il n'est pas une idée objective tirée d'une confrontation incessante entre le réel et la doctrine.

On présente toujours Lénine comme un grand réaliste. Il était un maître tacticien. Mais ses idées révolutionnaires sont d'abord le fruit de son aspiration forcenée à une transformation de la société, dont le marxisme est pour lui le garant. Comme l'a dit jus-

une harangue des ouvriers à Kiev.

tement l'écrivain américain, J.V. Daniels, « Lénine est marxiste parce qu'il est révolutionnaire », et non l'inverse.

Plutôt que d'accepter de relativiser les idées héritées de Marx, Lénine, face à des événements qui contredisent ces idées, invente une explication permettant de sauvegarder la théorie révolutionnaire.

Les masses, dit-il en substance, suivent leurs gouvernements nationaux et se battent, au lieu de s'unir contre leurs oppresseurs ? Cela ne veut pas dire que l'internationalisme soit faux. Les masses sont trompées. Par qui ? par les sociaux-démocrates ! Rompons donc avant ceux-ci, les masses comprendront leur erreur ! Elles viendront à nous ! L'internationalisme renaîtra !

Cet internationalisme-là n'unit pas. Il divise. Il divise dans l'espoir d'une réunion. Mais celle-ci est rejetée à plus tard. Ce qui importe c'est d'abord de diviser. Par la déchirure, le mouvement révolutionnaire mondial finira bien par passer.

Parmi toutes les scissions dont Lénine est l'auteur, celle qu'il provoque au nom de l'internationalisme est la plus radicale et la plus durable. Elle est réalisée en trois temps : prise du pouvoir et renvoi de l'assemblée constituante, c'est-à-dire refus de toute coopération en Russie avec des partis d'inspiration social-démocrate ; paix de Brest-Litovsk, c'est-à-dire rupture avec tous les « brigands impérialistes » ; création de la III^e Internationale, c'est-à-dire scission du mouvement socialiste international.

A l'issue de ces trois initiatives, dont Lénine dira plus tard qu'elles sont les trois gains irrévocables de la révolution, le pouvoir bolchevik en Russie est totalement isolé : guerre civile, guerre étrangère, guerre inter-socialiste. Le premier effet de l'internationalisme nouveau est de couper la révolution russe de tout rapport avec le monde extérieur.

En même temps, les responsables de cette révolution attendent avec une impatience fébrile l'extension à l'Europe de leur mouvement. Ils en guettent les moindres signes. Ils comptent sur cette extension pour les sauver.

Les voici pris dans une contradiction : leur mouvement, par sa nature, est universel. Ce n'est pas pour réformer la Russie que Lénine s'est jeté au pouvoir, c'est pour allumer quelque part, comme il le répète sans cesse, l'incendie qui se répandra partout. Ce mouvement universel est campé sur un territoire particulier, sur les provinces russes de l'ancien Empire. Il parle russe, il se défend par une armée dont les soldats sont des paysans russes. Il a à résoudre des problèmes russes : société paysanne vivant encore à l'âge du bois, développement industriel déséquilibré, retard culturel, etc...

Comment ces deux éléments vont-ils se combiner ? L'universel va-t-il, à un moment donné, se détacher du particulier, s'inscrire dans des institutions de caractère

supranational? Va-t-il, au contraire, se résorber dans le particulier, laisser peu à peu la place à l'élément proprement russe? Ce sont les limites extrêmes des possibilités: ou bien un mouvement socialiste, qui fait une place au nouveau régime mais demeure indépendant de lui; ou bien un régime russe qui peu à peu se désintéresse du mouvement et redevient un Etat comme les autres.

Pour que se réalise la première hypothèse, il eût fallu au moins que d'autres révolutions semblables éclatent et que les nouveaux régimes s'associent entre égaux, ou que Lénine reconnût comme socialiste la révolution allemande de 1918.

Pour que se réalise la seconde, il eût fallu que les dirigeants renoncent assez vite à leurs espoirs internationaux et se bornent à tenter de diriger au mieux le pays où ils avaient le pouvoir. Dans les deux cas, il fallait une certaine tolérance: tolérance intersocialiste dans le premier cas, tolérance internationale dans le second. La tolérance n'est pas la vertu caractéristique de Lénine.

Intolérants, installés au pouvoir, les dirigeants bolcheviks ont été portés très vite à une troisième formule. L'Etat particulier qu'ils avaient pris en main, avec ses traditions, ses données propres héritées de l'histoire ou de la géographie, est devenu à leurs yeux l'« Etat-prototype », l'Etat révolutionnaire ayant un caractère unique, ne pouvant s'identifier à aucun autre Etat. Cet Etat unique leur est apparu d'autre part comme ayant une fonction universelle, comme chargé d'animer un mouvement s'étendant à l'ensemble du monde.

Unique et universel, établi sur un territoire particulier mais impatient de ses limites, l'Etat soviétique n'est ni un Etat traditionnel, circonscrit et stable, ni un pur mouvement, un feu embrasant le monde. Comme Trotsky l'avait prédit en 1915, il incarne « la tendance messianique révolutionnaire, qui incite à considérer son propre Etat-nation comme destiné à conduire l'humanité entière au socialisme » (2).

Comme Lénine l'a dit en 1919 au IX^e Congrès du Parti, « pour l'instant, la République soviétique n'existe que dans les limites de l'ancien Empire russe ». Ce n'est pas une république russe qui se dirige avec plus ou moins de hâte vers un socialisme possible, mais une république socialiste unique, universelle et nécessaire, qui est provisoirement contenue dans les limites de la Russie. Le primat de la classe sur la nation, si clairement affirmé dans le Manifeste de 1848 et dans les écrits de Lénine, conduit non à la disparition de l'Etat mais à la création d'un Etat de classe, dont la fonction est d'attirer à soi toutes les révolutions à venir et donc à se substituer peu à peu aux anciennes formes politiques. « Un Etat-monde au milieu d'un monde d'Etats » (3).

L'internationalisme des premières années de la révolution suscite l'hostilité des autres Etats, celle des autres partis socialistes. Loin de rayonner sur l'univers, il se trouve enfermé dans les limites qu'il a créées lui-même et à l'intérieur desquelles il embrigade ses partisans groupés dans un mouvement « monolithique ». Ni purement territorial ni purement universel, il introduit dans les rapports mondiaux un trouble profond, qui n'est pas encore apaisé aujourd'hui.

L'histoire du mouvement déclenché en 1917 peut se

(2) Voir Isaac Deutscher. *The prophet armed* - Londres 1954, p. 238.

(3) Voir J.Y. Calvez. *Droit international et souveraineté en U.R.S.S.* Paris, 1953 - p. 51.

diviser en deux grandes périodes, elles-mêmes divisées en deux phases.

Dans une première période qui va de 1917 à 1939-45, l'Etat soviétique est seul contre tous. La tension entre nation et classe, entre diversité et unité est reportée à la périphérie. La citadelle du socialisme est plongée dans l'environnement capitaliste. Dans cette première période, on distingue une phase d'expansion ou de débordement révolutionnaire, qui se clôt sur un échec, et une phase de stabilité relative et de coexistence qui se termine par la catastrophe de 1939.

La fin de la guerre voit s'ouvrir une nouvelle période. La marche en avant, interrompue dès 1921 reprend. Elle conduit à la formation d'un camp socialiste comprenant plusieurs Etats souverains. C'est un phénomène entièrement nouveau. Il modifie tous les problèmes. La contradiction entre nation et classe qui, en 1918, avait été reportée à la périphérie, s'introduit dans le système socialiste lui-même.

Il en résulte des crises qui amènent Staline à rétablir, par la terreur, une unité apparente. Mais les problèmes continuent à se poser. Et Staline, comme sans doute Lénine, meurt désabusé et déçu.

Après sa mort, les nouveaux dirigeants cherchent à limiter les crises tant internes qu'externes. Ils tentent de redéfinir l'idée de coexistence, sans sacrifier l'idée du caractère unique de leur Etat et du mouvement qu'ils dirigent. Cette deuxième phase ne prend pas fin avec la chute de Khrouchtchev, mais cette chute marque une césure importante.

A l'heure actuelle, le mouvement communiste est en voie de fragmentation mais non d'effondrement. La nécessité de repenser tous les problèmes s'impose mais se heurte à une réaction instinctive de défense. Tout est en suspens. Entre le retour à la tradition nationale et le maintien de l'idée universelle, le P.C. de l'U.R.S.S. hésite. Le compromis de Lénine et de Staline, celui de l'Etat révolutionnaire, n'est plus applicable quand les Etats révolutionnaires sont plusieurs. Par quoi le remplacer? Ce problème est à l'arrière-plan de toutes les difficultés actuelles: crise sino-soviétique, crise des démocraties populaires, problème des rapports de l'U.R.S.S. avec les Etats du tiers-monde. Il se retrouve aussi dans les crises internationales: Viet-Nam, Cuba, Amérique Latine, Proche-Orient, Allemagne, Europe, etc.

Il ne sera pas facile à résoudre.

II. LES TENTATIVES DE DEBORDEMENT REVOLUTIONNAIRE

Trotsky pensait qu'après quelques semaines le ministère des Affaires étrangères, dont il était chargé en novembre 1917, n'aurait plus rien à faire. La révolution établirait un nouvel ordre du monde.

L'attente de cette révolution est, dans les premiers mois, le principal souci des dirigeants bolcheviks. On mesure ainsi la différence entre les hommes de 1917 et ceux de 1789. Les premiers se considèrent moins comme russes que comme socialistes, citoyens d'une cité future. Les seconds étaient désireux d'améliorer les institutions de la France. Si, de plus, ces nouvelles institutions se répandaient, c'était parfait. Mais le but primordial n'était pas de mettre bas l'univers environnant. Les premiers sont restés prisonniers de leur mouvement mondial, les seconds, après leur défaite, ont vu leur mouvement national se répandre indépendamment d'eux dans un grand nombre de pays. Il y a là un intéressant thème de réflexions.

Lénine et Trotsky ne se bornent pas à attendre. Ils s'efforcent d'agir. Dès l'origine ils agissent par deux voies. L'une, celle du parti, qui sera celle du Komintern, transcende les frontières et les Etats. L'autre, celle de l'Etat, est obligée de tenir compte des Etats et des frontières, mais elle n'en tient compte que jusqu'à un certain point. Les deux voies sont distinctes, mais non séparées. La première n'est pas purement révolutionnaire. Zinoviev crie très fort, mais Radek tient compte des intérêts d'Etat. La seconde n'est pas purement nationale : Tchitchérine défend l'Etat nouveau mais contribue aussi à l'action du parti. On est obligé, pour l'analyse, de les distinguer, mais il ne faut pas oublier qu'elles sont plutôt deux bras que deux lignes, et qu'en tout cas elles sont au service d'une autorité unique, celle du parti qui dirige à la fois l'Etat et la Révolution.

Dans la première période, celle de la « marche forcée vers le socialisme » qui va, en Russie, de novembre 1917 à la fin 1920, de l'armistice de Brest-Litovsk à l'armistice de Riga, Lénine tente d'agir directement pour fomentier la révolution. Il se sert des partis communistes qui se fondent, et met ses espoirs dans celui d'Allemagne.

Dès que la chute de Guillaume II rouvre les perspectives révolutionnaires, Lénine envoie Radek à Berlin. La fondation de la III^e Internationale en mars 1919 est dans la même ligne. Il faut créer un moyen d'action pour contrôler les forces révolutionnaires qui vont bientôt renverser l'édifice de la démocratie parlementaire. En fait, l'Internationale ne contrôle pas grand-chose. Radek rentrera d'Allemagne, convaincu que la révolution mondiale est un mythe. Bela Kun ne tient que trois mois. L'année 1919 voit non le triomphe de la révolution en Europe, mais celui des bolcheviks en Russie.

En 1920, Lénine se remet à l'ouvrage. D'une part, au II^e Congrès de l'Internationale, il établit un contrôle étroit sur les partis étrangers, assimile leurs crises et leurs expériences à celles du parti bolchevik, intervient dans leurs débats internes, rend la scission du mouvement ouvrier définitive. D'autre part, avec la guerre de Pologne, dont il n'est pas responsable mais qu'il utilise à ses fins, il tente une nouvelle méthode, celle de la révolution par le moyen de l'armée rouge. Cette tentative, dont Lénine s'est grisé pendant l'été 1920, échoue elle aussi, comme Trotsky (et Staline) l'avaient prévu. Le gouvernement communiste polonais constitué derrière les lignes rouges s'éclipse et Lénine négocie avec Pilsudski.

A partir de cette date, l'expansion révolutionnaire va entrer dans une nouvelle phase. Au lieu de se faire directement, soit par les partis et leurs coups d'Etat, soit par la force armée, elle va se faire indirectement : les moyens directs continueront à être employés, quoique de moins en moins ; le moyen principal sera celui de l'Etat soviétique, agissant tantôt comme un Etat traditionnel qui tend à se renforcer (Statut des Détroits — traités de commerce, etc...) tantôt comme Etat révolutionnaire qui cherche à miner ou ébranler tout ce qui n'est pas lui-même (groupement des Etats parias contre les Etats victorieux, politique à l'égard du Kouo-Min-Tang, etc...). L'année 1922 où Lénine prêche au Komintern la prudence, l'étude et la sagesse, où il pratique à la fois la politique de Gênes (discussions sur des intérêts) et celle de Rapallo (division des « impérialistes »), est typique de la transition vers une politique qui demeure internationaliste dans son inspiration mais qui accepte l'idée de pause, c'est-à-dire l'exis-

*Trotsky à Petrograd en Octobre 17 :
l'espoir d'une révolution à l'échelle du monde*

tence simultanée d'Etats « impérialistes » et d'un Etat qui ne l'est pas.

Cette évolution a été précipitée par les événements internes, la crise entre le parti bolchevik et les masses qui aboutit à la Nep. Elle est précipitée aussi par les expériences faites en Orient. Après quelques hésitations, Lénine s'est convaincu que les régimes nationalistes du Proche-Orient étaient de meilleurs alliés pour la Russie révolutionnaire que des partis communistes inexistantes. La Turquie, la Perse, l'Afghanistan, dès lors que ces pays sont anti-anglais, ont un rôle « objectif » dans la révolution anti-impérialiste, quel que soit leur gouvernement.

Cette conception qui prend forme dès 1920 tend à distinguer entre les Etats de « l'environnement » ceux qui sont moins impérialistes que d'autres. La lutte des classes se développe non seulement entre les classes à l'intérieur des frontières, mais entre les Etats, les uns exploitant les autres. C'est revenir, dans des conditions nouvelles, aux distinctions de Marx et d'Engels entre Etats progressistes et Etats réactionnaires (4).

A l'action par les partis se superpose une action par l'Etat, dont le but est de créer autour de l'Etat-

(4) Voir S.F. Bloom - The world of nations - New York, 1941.

prototype une sorte de ligue des « have-not » ; celle-ci à la fois divise le monde extérieur et renforce la citadelle du socialisme. Il n'est pas difficile, étant donné les forces comparées des partis nationaux et de l'Etat soviétique, de deviner quelle ligne va devenir prépondérante.

Dans les deux dernières années de son activité, Lénine qui a défini le statu quo comme un « changement permanent », s'enchantait des perspectives qu'ouvre à son génie tactique le jeu international mis au service de la révolution mondiale. Non seulement il voit l'Allemagne « contrainte » de s'allier à la R.S.P.S.R., mais il se réjouit à l'idée d'un bloc en Allemagne entre les Cent-noir (les futurs nazis) et le prolétariat (5). Il est, dans cette direction, influencé sans doute par Radek.

Ainsi, au moment de la mort de Lénine, en 1923-1924, la révolution n'a gagné aucun territoire autre que ceux de l'ancien Empire, le mouvement révolutionnaire marque le pas, mais l'idée universelle est conservée comme foyer d'inspiration pour l'Etat nouveau. A l'extrême horizon, Lénine rêve d'entraîner un jour dans son mouvement l'Inde et la Chine. Mais ces vastes perspectives sont moins un espoir qu'une fiche de consolation. Lénine avait fait une révolution internationale et socialiste dans son principe. Il se retrouvait chef d'un Etat dont la réalité était éloignée du socialisme et qui ne couvrait même pas le territoire de l'ancien Empire. L'internationalisme est en quelque sorte son alibi. Un jour, la marche en avant reprendra. D'ici-là, il faut tenir.

III. UN « ETAT-MONDE » CONTRE UN « MONDE D'ETATS »

Staline n'est que trop porté à accentuer cette ligne. Dès janvier 1918, au cours des débats de Pétrograd sur la paix de Brest, il a mis en doute les possibilités révolutionnaires en Europe. Comme Lénine, il pense que la question essentielle dans la révolution est celle du « pouvoir », mais il conçoit celui-ci d'une façon encore plus étroite que son maître. Pour Staline, le pouvoir c'est le pouvoir de contraindre. Lénine a cherché à doser la persuasion et la coercition, même s'il a plus souvent employé la seconde que la première.

Staline suit la ligne fixée par Lénine, mais plus soucieux d'ordre que d'idées, il la simplifie et l'alourdit.

A partir de 1925, année où est proclamée la doctrine de la coexistence, l'internationalisme apparaît sous les traits suivants.

Le mouvement communiste mondial est une sorte de prolongement du parti communiste soviétique. Loin d'apporter à celui-ci les échos du monde extérieur, il relaie vers le monde extérieur les consignes émanant du Bureau politique russe (et reflétant ses divergences). La Troisième Internationale cessé peu à peu de jouer un rôle propre, elle applique dans la vie des partis des directives qui s'inspirent des détours de la politique du gouvernement soviétique.

A l'extérieur, cette politique est calquée sur celle que Lénine a pratiquée à la fin de sa vie : maintien de la division entre les nations impérialistes grâce à l'entente avec la République de Weimar ; tentatives pour une percée national-révolutionnaire en Chine ; hostilité radicale à l'égard de la social-démocratie.

L'Union soviétique n'est pas un Etat comme les autres.

La « coexistence » renforce le « socialisme » mais doit affaiblir le « capitalisme ». Le statu quo n'est acceptable que s'il renforce les bons et affaiblit les méchants.

Les résultats sont connus : échec en Allemagne, échec en Chine ; succès contre la social-démocratie qui s'affaiblit, mais c'est au bénéfice du fascisme. Lorsqu'en 1934, Staline est obligé de corriger son orientation, il tente de se rapprocher de l'ennemi le moins dangereux, la France, l'Angleterre, les Etats-Unis. Il tente aussi de se rapprocher des sociaux-démocrates par la politique des « fronts ». Mais il échoue aussi en 1938-39. Finalement, il se trouvera seul face aux « Cent-noirs » et se croira perdu.

Un résumé si bref de l'action extérieure de Staline n'a pour but que de montrer ceci : au cours de ces expériences dramatiques, de ces retournements et de ces gageures, l'opinion internationale presque unanime a pensé que Staline avait dépouillé tout esprit révolutionnaire et était devenu, comme on l'a dit, « conservateur de la révolution ». Une minorité peu nombreuse mais influente continuait, au contraire, à le représenter comme désireux de bouleverser l'univers. Il est probable que ces deux écoles étaient dans l'erreur. Staline avait domestiqué et parfois anéanti le mouvement révolutionnaire. Il se délectait de diriger, lui, le pauvre Koba, un immense pays. Mais il ne renonçait pas à l'idée universelle. Certes, il ne pensait pas en termes de « révolution mondiale ». Il pensait en termes de mouvement communiste, contrôlé et donc ralenti, mais néanmoins de mouvement au service du parti et de l'Etat soviétiques, dont « l'existence même révolutionne le monde entier ». Il était moins expansionniste que ne le croyaient les pessimistes, car il n'était pas pressé et ne voulait pas prendre de risques. Il était moins national que ne le pensaient les optimistes, parce qu'il ne renonçait pas à l'idée d'une vocation universelle pour l'Etat qu'il dirigeait.

C'est à cette idée que se réduisait l'internationalisme de Staline. Pourquoi y restait-il fidèle ? Aurait-il eu la partie plus facile s'il avait pensé sa politique en termes purement nationaux ? Il est difficile de répondre à ces questions.

L'une des raisons du maintien de l'idée que l'Etat soviétique est un Etat voué à une mission unique est donnée par la lettre à Ivanov. En mars 1938, Ivanov, un communiste obscur est exclu de sa cellule pour avoir déclaré que l'environnement capitaliste était toujours dangereux. Il en appelle à Staline qui le réhabilite. « Vous avez raison, camarade Ivanov, l'environnement capitaliste nous menace toujours. » Comment renoncer à l'idée de cette menace alors que les purges sont présentées comme une défense contre les résurgences du capitalisme ? Comment justifier la menace autrement que par le caractère unique de la société nouvelle qui se heurte à l'hostilité universelle ?

Pour Lénine, l'internationalisme était, au moins dans les débuts, un espoir. Pour Staline, il est devenu la justification du pouvoir. Sans mission universelle fondée sur l'idée de la lutte des classes, il n'y a pas de justification pour le parti unique et son pouvoir absolu en Russie. Staline s'accroche donc à cette idée. Mais il n'est pas un prophète, désireux d'embraser le monde. Il lui suffirait de quelques succès, montrant que sa méthode est la bonne. Celui qui les lui donnera sera récompensé.

On aperçoit ainsi les limites de la coexistence à l'époque stalinienne : elle permet toutes sortes d'évolutions internationales, même les plus hardies. Mais elle

(5) Voir Lénine. Discours au VIII^e congrès des Soviets, 21 décembre 1920. Œuvres - 5^e édition (en russe), tome 42, pp. 104 et 106.

ne va jamais jusqu'au point où l'Etat soviétique serait menacé de perdre son caractère original. C'est, au niveau des Etats, la même difficulté que, au niveau des partis, la politique des fronts : jamais le Parti communiste ne doit y perdre son caractère propre.

On voit aussi à quel point dans les années finales de cette première période, où l'U.R.S.S. est seule face au monde extérieur, Staline a pu dans son action se croire fidèle à Lénine. Il s'est rapproché de Hitler. Lénine n'avait-il pas traité avec Ludendorff et Hindenburg ? Il a annexé les pays baltes en y créant des gouvernements procommunistes. Lénine n'en avait-il pas fait autant en 1919 ? Il a, pendant la guerre, créé un Comité national polonais à Lublin. Lénine n'avait-il pas créé en 1920 un Comité du même genre où siégeait entre autres Dzerjinski ? Il s'est méfié de Churchill et de Roosevelt. Lénine, tout en négociant avec le jeune Bullitt au printemps 1919, ne considérait-il pas Wilson avec la plus vive méfiance ? Il a élargi, en 1939-41, les frontières de l'U.R.S.S. Le 2^e Congrès du Komintern n'avait-il pas parlé de la R.S.F.S.R. comme d'un Etat dont « les frontières s'élargissent quand la pression adverse se relâche » ?

Staline n'a pas innové. Il a durci et rétréci les idées héritées de Lénine. A la fin de la guerre, l'internationalisme prolétarien, auquel il est fidèle à sa manière, est de plus en plus étriqué, de plus en plus enfermé à l'intérieur de l'U.R.S.S. et, à l'intérieur de celle-ci, à l'intérieur du parti communiste. L'idée universelle est devenue le privilège d'un Etat particulier. L'incendie révolutionnaire est devenu un feu sacré dont Staline est le gardien jaloux.

Comme l'a dit Dimitrov à Djilas en 1944, « la force principale de diffusion du communisme dans le monde est aujourd'hui l'Union soviétique et non plus le mouvement communiste en tant que tel ; toutes les forces doivent donc se grouper autour du gouvernement de l'Union soviétique. »

La dissolution du Komintern en 1943 était un acte formel, décidé sans doute depuis longtemps. Elle ne marquait pas la fin de l'internationalisme mais son incorporation à l'Etat soviétique auquel il infusait en quelque sorte un caractère radioactif.

Cela créait certes des difficultés et des problèmes. Mais ceux-ci étaient contenus dans certaines limites, pour autant que la diversité, qui est le caractère propre de ce qui est international, ne s'introduisait pas dans cet internationalisme. Tant que l'Etat soviétique était le seul Etat socialiste, il pouvait sans risques majeurs se prétendre international dans sa vocation. Cela ne regardait que lui. Qu'allait-il se passer si, les événements aidant, le problème de la diversité s'introduisait dans le camp socialiste lui-même ? L'idée internationaliste depuis 1917 avait servi surtout à mettre les partis nationaux au service de l'Etat révolutionnaire unique. Comment allait-elle résister au contact avec le réel ?

IV. INTERNATIONALISME ET NATIONS SOCIALISTES

A partir de 1945 s'ouvre pour le gouvernement et le parti soviétiques une phase nouvelle. En quatre ans les frontières du « camp socialiste » s'étendent à la moitié de l'Europe et à une importante partie de l'Asie. Comme le dira Molotov en février 1955, les frontières du camp socialiste s'étendent des « rives du Pacifique, presque jusqu'aux rives de l'Atlantique ».

*Staline lors du 12^e anniversaire de la Révolution d'Octobre :
un durcissement et un rétrécissement du léninisme*

Avec le monde extérieur, des problèmes difficiles se posent : il est armé de la bombe atomique et, loin de se diviser, il s'unit. Mais cela n'oblige pas Staline à modifier sa conception générale. A l'intérieur de l'U.R.S.S., une vigoureuse reprise en mains remet de l'ordre dans une société ébranlée et fragmentée par la guerre. A l'extérieur, la discipline complète des partis communistes permet de maintenir intacte la doctrine internationaliste élaborée avant et pendant la guerre.

Les questions difficiles se posent avec les nouveaux Etats qui gravitent autour de l'U.R.S.S.

On ne connaît pas bien les raisons pour lesquelles Staline a choisi de maintenir aux frontières de l'U.R.S.S. des Etats nominalement indépendants. On sait que dès 1920 il avait envisagé un statut spécial dans la fédération soviétique pour la Pologne et l'Allemagne communistes. Lénine avait refusé cette suggestion (6).

(6) Voir G. von Rauch. Geschichte des bolchewistischen Russlands - Köln - 1957, p. 202.

On sait aussi que la politique inaugurée en 1934-35, celle du patriotisme dont les communistes dans les fronts doivent prendre la tête, a survécu aux années 1939-41. Dès 1943, le jeune Wolfgang Leonhardt, au fond de l'U.R.S.S., est entraîné à former des groupements de front national en Allemagne « libérée ».

On sait enfin que Staline aimait progresser « à l'abri du canon ennemi ». Il ne voulait pas provoquer inutilement ses alliés. D'où ses remontrances à Tito et à Djilas qui, dans leur précipitation, apparaissent en 1943 comme une anticipation de Castro.

Pour toutes ces raisons réunies, l'avance soviétique qui se traduit dans la réalité par l'arrivée au pouvoir de communistes staliniens entièrement disciplinés se fait au nom de la « voie nationale vers le socialisme » et sous le vocable de la « démocratie populaire ».

Dans deux cas, on le sait, cette voie nationale prend une certaine réalité. Tito ne demande qu'à être fidèle à l'U.R.S.S. mais désire qu'on tiennne compte des intérêts de son pays, dont il est meilleur juge. Mao n'écoute pas les conseils qui lui sont donnés et établit son pouvoir sur la Chine, sans devoir grand-chose à Moscou.

Très vite, les crises éclatent. Avec Tito, dès 1945. Avec Dimitrov, en 1947. La tendance à l'autonomie nationale apparaît, encouragée par Tito, en Pologne, en Bulgarie, même en Allemagne de l'Est. L'année 1948 est celle de la crise yougoslave, de la première crise tchèque, des premières mesures contre les partisans de la voie nationale. L'année 1949 est celle du triomphe de Mao et des premiers procès. Partout Staline réagit avec vigueur. Il élimine Tito, faute d'avoir pu l'abattre. Il contrôle tous les P.C. des Etats satellites. Il négocie des mois entiers avec Mao pour établir un accord entre les deux grands Etats communistes. Même au moment de sa plus grande puissance, Staline n'a pu, avec le gouvernement communiste de Chine, rétablir l'unité complète.

Dès avant sa mort, le problème de l'internationalisme se trouve reposé sous une forme quasiment insoluble. Quel est le critère de l'internationalisme ?

Est-ce la fidélité à l'U.R.S.S. ? Dans ce cas le socialisme c'est l'hégémonie de la Russie soviétique.

Est-ce la fidélité au mouvement socialiste ? Mais qu'est-ce qu'un mouvement comportant plusieurs Etats sinon l'acceptation d'une certaine diversité ? Dans ce cas, l'U.R.S.S. serait obligée d'accepter qu'il existe plusieurs aspects nationaux du même socialisme. S'il existe des « voies diverses vers le socialisme », comme le prétend Tito, comme le montre l'expérience de Mao, où passe la limite entre l'impérialisme et le socialisme ? De quel côté est Nehru ? De quel côté Erlander, ou même Attlee ? Où s'arrêtera-t-on ?

D'un coup, c'est tout l'édifice construit depuis 1917 qui menace de s'écrouler. L'U.R.S.S. serait-elle un Etat parmi d'autres ? Révolutionnaire certes, mais moins que certains, plus que d'autres ? Son socialisme ne serait-il plus la seule issue à la crise du XX^e siècle ? Mais que devient alors le parti unique, la structure même du régime ?

On voit la portée des questions soulevées par les événements de 1945 à 1953. On comprend pourquoi, dès 1946, Jdanov a dû sévir en U.R.S.S. Si l'internationalisme cesse d'être le privilège d'un seul pays et d'un seul parti, ne va-t-on pas vers un relativisme général qui dissoudra toute la puissance accumulée depuis trente ans ?

Staline a réussi, par le prestige et la terreur, à sauve-

garder la façade. Mais il n'a pas trouvé la réponse à la question posée. Il est mort, nous dit sa fille, désabusé, dégoûté, en proie à la folie de la persécution.

Il laissait à ses héritiers un lourd héritage.

V. LA DOCTRINE DES VOIES DIVERSES

Les débats qui ont agité les dirigeants soviétiques de 1953 à 1956 portent sur toutes sortes de questions. Celle des « voies diverses » n'est pas la moins importante.

La question, comme sous Staline, est celle des rapports avec Tito et avec Mao. Les uns (on peut penser à Malenkov) favorisent un rapprochement progressif et pragmatique avec la Yougoslavie, une adaptation prudente du programme d'aide à la Chine et donc une révision aussi peu déchirante que possible. Les autres (on peut citer Molotov) acceptent un rapprochement avec l'Etat yougoslave mais mettent en garde contre une réconciliation entre les partis. Ils veulent changer le moins possible. D'autres enfin (et ici perçoit Khrouchtchev) veulent frapper un grand coup, accepter le principe des « voies diverses », dans l'espoir que cette concession rétablira l'autorité de l'U.R.S.S., autrement dit que la Yougoslavie réintégrera le « camp socialiste » et que la Chine, liée par une aide économique accrue y jouera un rôle de brillant second.

Les débats du plénum du Comité central de juillet 1955 montrent bien l'importance du cas yougoslave. Ira-t-on jusqu'à reconnaître comme « légitime » la voie yougoslave ? Dans ce cas, comment maintenir l'unité du « camp » ? Se bornera-t-on à tolérer cette voie comme un phénomène provisoire ? Dans ce cas, comment ramener Tito dans la famille ? Et, si on ne le ramène pas, comment lancer la grande politique vers les partis socialistes et les pays sous-développés ?

La doctrine fixée au 20^e Congrès en février 1956 est née d'un compromis. Oui, il existe des « voies diverses », mais ces voies ne doivent s'écarter du modèle soviétique que dans certaines limites, celles du « socialisme scientifique ». La révolution peut être pacifique, si l'adversaire renonce à se battre. Les « conditions nationales » peuvent colorer telle ou telle expérience, non la faire dévier de la direction que la révolution soviétique a tracée. On peut coopérer avec les sociaux-démocrates, non pour s'entendre avec eux, mais pour les guider. Pour prendre une image, la « ligne générale » n'est plus une ligne mince suivie par quelques initiés que les troupes suivent aveuglément, mais une bande assez large à l'intérieur de laquelle la cohorte du socialisme avance, les uns plus à gauche, les autres plus à droite, en gardant la discipline et surtout la direction.

La doctrine du 20^e Congrès est une tentative pour tenir compte de la diversité du réel sans sacrifier le primat de l'U.R.S.S. Comme tous les compromis, elle ne résout certaines difficultés qu'en suscitant de nouveaux conflits.

Ceux-ci apparaissent dès 1956, à propos du problème de Staline et conduisent aux crises de l'automne. L'expérience polonaise montre qu'une certaine diversité est admise. L'expérience hongroise montre la limite à ne pas franchir.

Mais le problème de fond est posé par la Chine à partir de 1957. Dans quelle mesure un tournant comme celui de février 1956, pris par le seul parti de l'U.R.S.S., peut-il s'imposer à tous les partis ? Pourquoi les problèmes intérieurs d'un parti devraient-ils se répercuter sur la vie de tous les partis ? Cette question posée par Mao dès l'origine ne permet qu'une réponse. Cette

réponse, les Soviétiques ne veulent pas la donner. S'ils admettent, selon le bon sens, que chaque parti est maître chez soi et que seul un accord des partis (c'est-à-dire la règle de l'unanimité) permet un changement d'orientation, ils sont non plus les dirigeants mais les prisonniers du mouvement, c'est-à-dire en l'espèce de la Chine. A partir de 1956 la question de l'internationalisme, c'est-à-dire en fait celle du primat de l'U.R.S.S., est dans une impasse.

Profitant de cette impasse, les partis, même ceux qui ne sont pas au pouvoir, comme le parti italien, commencent à manifester leur indépendance. Les crises se succèdent : avec l'Albanie en 1959, avec la Chine à partir de 1959, avec la Roumanie à partir de 1962, avec Cuba en 1962, avec le P.C. italien en 1964, avec la Tchécoslovaquie en 1968.

Le remède, celui d'une conférence internationale, ne peut être appliqué, puisque sa convocation suppose une unanimité qui n'existe pas.

L'internationalisme prolétarien, tel qu'il avait été conçu par Lénine et Staline, semble avoir vécu. L'idée léniniste de l'harmonie préétablie entre les organisations ouvrières de tous les pays est démentie par les événements (7).

Le moment est-il venu d'une grande mutation ? Verrait-on les partis communistes se reconnaître comme les adeptes d'un certain type de socialisme, sans nier qu'il puisse en exister d'autres entièrement différents ? Verrait-on, autrement dit, une certaine unité naître peu à peu de l'acceptation d'une diversité fondamentale, alors que depuis plus de vingt ans, on voit au contraire l'affirmation d'une unité absolue se heurter à une diversité croissante ? Le rapport entre ces deux termes, qui est d'une façon générale le secret de la paix, pourra-t-il être inversé ? Au lieu de partir du postulat de l'unité pour tomber dans les rebellions, partira-t-on du fait de la diversité pour aller par degrés vers un peu plus d'unité ou d'unités ? Comme on le voit, ces questions débordent largement le mouvement communiste et se posent, pour l'ensemble du monde, puisque de la réponse qui leur sera donnée, dépend en grande partie le type de paix qui pourra peu à peu s'établir.

VI. SITUATION ACTUELLE ET PERSPECTIVES

La réponse dépend de deux autres questions.

Tout d'abord, est-on sûr que la dislocation est un processus irréversible ? N'existe-t-il pas face aux forces centrifuges un ensemble de forces travaillant consciemment pour la cohésion ?

Quel est, d'autre part, l'aboutissement possible du processus de décontraction actuellement en cours ? N'y a-t-il de choix qu'entre le monolithe socialiste et la prolifération des souverainetés ? Existe-t-il d'autres hypothèses ?

Il est clair que les successeurs de Khrouchtchev se sont donnés pour mission d'enrayer la décomposition du système. Ils ont fait bonne mine à mauvais jeu. Ils ont toléré les incartades roumaines, accepté les rebuffades de Cuba, supporté des communistes finlandais, italiens ou français des critiques considérées jadis comme inadmissibles. Ils ont tenté d'amadouer le monstre chinois. Mais ils ont été débordés en Tchécoslovaquie.

(7) Il existe évidemment beaucoup d'autres causes au conflit soviéto-chinois et à la crise qui en résulte. Nous ne pouvons les examiner ici.

Tito, dès 1945, réclame l'autonomie nationale au sein du mouvement communiste

Indépendamment de cette attitude plus objective, plus « scientifique » comme ils disent, les nouveaux dirigeants profitent d'un courant sous-jacent, celui de la solidarité de fait entre la plupart des groupes au pouvoir. Chacun sait bien que s'il va trop loin dans ses accès d'indépendance, il risque de scier la branche sur laquelle il est assis et d'être obligé de céder le pouvoir à des rivaux plus remuants ou moins compromis. Il y a, à l'intérieur de chaque parti, un mécanisme régulateur dont les responsables connaissent exactement le manie- ment. Le fait qu'ils disposent d'un peu plus de liberté d'appréciation leur permet d'adapter ce mécanisme délicat aux fluctuations de l'opinion ou au choc des événements. Dans cette mesure, le système communiste en s'assouplissant est devenu, d'une certaine façon, plus résistant.

Parmi les ingrédients qui composent l'élixir dont est fait le communisme (8), l'internationalisme continue à jouer, d'autre part, un rôle majeur. Si vraiment il apparaissait que ces cinquante années se terminent par une rupture totale de l'unité, les régimes auraient le plus grand mal à résister. C'est pourquoi ils réchauffent tous avec tant de soin le mythe de l'impérialisme qui reste un de leurs meilleurs ciments.

Sur un plan plus concret, les gouvernements communistes actuels ne tolèrent pas de manifestations politiques qui puissent les gêner. Ils contrôlent les mouvements de l'opinion. Le plus frondeur d'entre eux, le parti roumain, n'est pas le moins rigoureux à l'intérieur.

Enfin, le parti communiste de l'U.R.S.S., même s'il fait patte de velours, ne laisse pas ignorer qu'il a des griffes, comme on l'a vu à Prague... Non seulement il

(8) Nous reprenons ici une phrase de Chateaubriand dans les Mémoires d'Outre-Tombe et concernant Louis XVIII : « Il est à craindre que la religion ne fût pour le Roi Très-Christien qu'un élixir propre à l'amalgame des drogues de quoi se compose la royauté. » (Livre XXV - chapitre 4.)

est puissant et indispensable à tous ses alliés, mais sur le plan des principes, il s'efforce de maintenir les règles fixées depuis cinquante ans.

« Dans les circonstances actuelles, déclarent les thèses publiées le 25 juin 1967, à l'occasion du Jubilé d'Octobre, la question d'une juste conjonction entre les tâches nationales et internationales de la grande armée des communistes est une question d'importance essentielle. On ne peut s'acquitter de ses obligations internationales en dehors de la lutte pour la solution des tâches nationales, en dehors du contact avec les intérêts essentiels

Avec Mao, se crée un messianisme rival de celui de l'U.R.S.S.

des masses travailleuses de chaque pays. En même temps, une réalisation satisfaisante des tâches nationales est impossible sans une participation active de chaque détachement du mouvement communiste à la solution des problèmes communs. La fidélité à l'internationalisme prolétarien est l'une des leçons essentielles de la voie suivie en un demi siècle par le mouvement communiste depuis Octobre 1917... » (9)

On ne peut donc s'attendre ni à une évolution irréversible vers la dislocation du camp, ni à une évolution sans crises. Le plus probable est que l'on assistera à de nouveaux soubresauts dont on ne peut encore prévoir la nature mais qui peuvent entraîner bien des complications de toute nature.

La réponse à la deuxième question est donnée en partie par l'évolution actuelle du camp communiste. Ce à quoi on assiste est moins un retour pur et simple à l'égoïsme national (bien qu'on puisse en citer des exemples nombreux) qu'une série de tentatives de regroupement. Mao invective non pas au nom de la Chine éternelle mais au nom d'une conception chinoise du communisme mondial. Castro ne se subordonne ni à Pékin ni à Moscou mais critique les communistes latino-américains qui ne le suivent pas. Tito cherche à conserver des liens privilégiés avec Le Caire et New-Delhi. Chacun, autrement dit, tend à former autour de lui un regroupement. Mao tend de plus en plus à créer un messianisme rival de celui de l'U.R.S.S. Le nationalisme est une force puissante que Mao exploite mais il l'exploite au bénéfice d'une cause plus large.

Ainsi, pour l'instant, le mouvement communiste tend plus vers une fragmentation en messianismes rivaux ou en groupements autonomes, que vers le retour pur et simple à la tradition nationale du XIX^e siècle.

Est-ce un « signe des temps », comme on dit en France ? Est-ce un palier provisoire sur une descente inéluctable ? On ne peut le dire.

On peut, par contre, s'interroger un instant avant de conclure, sur ce que seraient des Etats communistes nationaux. A prendre les deux exemples les plus importants, Chine ou Russie, on éprouve à l'idée de ces énormes ensembles animés d'une volonté nationale puissante, tendant à « dire une parole nouvelle au monde », comme le voulait Dostoïevski, ou à « imposer le respect aux barbares d'Occident », un certain effroi. Des Etats communistes nationaux, ou national-communistes, donneraient peut-être lieu à des troubles plus grands encore que ceux qu'ils ont provoqués comme porteurs d'une idée, discutable peut-être, mais en tout cas répondant à certains critères rationnels.

Nous voici revenus à notre point de départ.

Entre l'expansion révolutionnaire pure, forme suprême de l'internationalisme prolétarien, et l'acceptation pure et simple des autres Etats, entre le primat de la classe et celui de la nation, l'expérience des cinquante dernières années montre que beaucoup de formes intermédiaires sont possibles.

(9) Le cinquantenaire de la grande révolution socialiste d'Octobre. Thèses du Comité Central du Parti communiste de l'Union Soviétique. « Pravda » - 25 juin 1967.

Celle qu'avait prise le mouvement léniniste après 1917, l'Etat révolutionnaire à vocation messianique, se heurte aujourd'hui à des messianismes rivaux. Il en résulte un grand trouble. Plusieurs messianismes ruinent par leur existence même l'idée messianique. Mais cette ruine n'est pas un processus simple. Bien des épisodes inattendus sont possibles. On connaît encore fort mal les rapports qui s'établissent entre une idée politique de caractère universel et les forces politiques qui prétendent l'incarner.

Les idées politiques se propagent-elles par le moyen de mouvements qui s'en réservent le monopole et sont conduits ainsi, quoi qu'ils en aient, à tenter de les imposer aux autres? Ne trouvent-elles pas un terrain plus favorable dans la libre confrontation? Le propre des idées étant la libre circulation, ne gagnent-elles pas à sortir de la gangue des partis et des Etats? Une politique fondée en raison ne suppose-t-elle pas des institutions inter ou supranationales évitant aussi bien la pétrification des Etats en entités souveraines absolues que celle des mouvements en pseudo-églises ou anti-églises fanatiques?

Autant de questions qui justifieraient sans doute recherches et développements.

Remarquons simplement qu'une réflexion sur l'internationalisme prolétarien conduit presque inévitablement à une réflexion sur l'internationalisme en général.

Tous ceux qui souhaitent que les grands phénomènes en cours à l'Est se déroulent de façon moins pesante que jusqu'ici devraient s'interroger sur l'évolution concomitante du monde non-communiste. Si celui-ci pouvait s'orienter peu à peu vers des institutions internationales, d'abord régionales mais à vocation plus vaste, assurant un équilibre plus stable que jusqu'à présent entre l'unité souhaitable et la diversité nécessaire, il est probable que ce mouvement aurait de profonds effets à la longue non seulement à l'Ouest mais aussi à l'Est.

Le problème n'est pas de revenir à l'époque de Théodore Roosevelt ou de Raymond Poincaré. Il n'est pas non plus de se limiter à l'alternative Lénine ou Wilson. Les sociétés humaines pourraient-elles aller plus loin, dépasser l'égoïsme de Poincaré, le juridisme de Wilson, le fanatisme de Lénine. Elles pourraient s'orienter vers une *organisation des rapports internationaux*. Celle-ci serait fondée sur le réel: les nations; elle n'ignorerait pas le but: la fin des rivalités traditionnelles ou idéologiques, la compréhension mutuelle, fondée au minimum sur la conscience du péril commun que constitue la guerre totale, au maximum sur l'idée d'une famille humaine au-dessus des nations et des idéologies.

Nous sommes encore très éloignés du but. L'expérience du passé, celle en particulier de l'internationalisme prolétarien, dans ses manifestations les plus récentes, peut permettre de prendre conscience d'une vérité simple mais difficile à mettre en pratique: l'internationalisme, s'il veut devenir le bien de tous, ne peut être le privilège de personne.

Jean LALOY ■

Jean Laloy est l'auteur d'un ouvrage sur « Le socialisme de Lénine », publié chez Desclée de Brouwer; ce livre n'est pas une biographie mais un essai de philosophie de l'histoire qui confronte la révolution telle qu'elle a été pensée par Lénine et la révolution telle que Lénine l'a établie dans la réalité russe et l'Etat soviétique.

Castro voudrait ne se subordonner ni à Pékin ni à Moscou

Lénine a voulu jeter l'incendie sur la terre, non seulement dans les esprits, mais dans les Etats. Il n'y est pas parvenu. Peut-être est-il mort de son échec... D'autres essaient de rallumer l'incendie. Seront-ils plus justifiés que Lénine lui-même?...

Lénine croyait apporter le salut sur cette terre. Qu'a-t-il fait? En réalité, Lénine, et à travers lui le marxisme, témoignent pour autre chose. Ils témoignent que dans l'ordre politique, les sociétés sortent de l'âge instinctif et entrent, peu à peu, au prix de crises énormes, dans celui de la raison. Ce qui fait la valeur de Marx, et explique en partie son succès, c'est qu'il semble ouvrir aux esprits un horizon universel raisonnable. Les hommes croient apercevoir le sens de leur vie sur la terre...

Lénine a pensé que l'homme pouvait se sauver sur la terre, dans l'histoire et par l'histoire... Mais les sociétés historiques ne résolvent pas le problème de l'homme. Ces sociétés ne sont pas l'absolu. Le destin des êtres humains demeure mystérieux...

Le socialisme de Lénine.

Sur l'usage des langues européennes en Afrique

par Georges Le Brun Keris

JE SUIS SURPRIS du simplisme avec lequel on traite, trop souvent, du problème posé en Afrique par l'emploi relativement généralisé de langues européennes, notamment quand on parle, comme en ce moment, d'une organisation politique francophone. Notre vocabulaire même témoigne de ce simplisme, quand nous usons sans nuances des expressions d'Afrique francophone ou d'Afrique anglophone. Sur ce plan, nous, Français, faisons montre d'une bonne conscience sans faille. Aucun cartériste ne conteste la nécessité de « l'assistance culturelle ». Que dire, le cartériste le plus aveugle en est parfois enthousiaste, et ce seul fait mériterait peut-être notre attention, car le cartérisme n'est qu'un colonialisme inversé. Il se recrute dans les rangs de ceux qui, naguère, parlaient avec le plus d'emphase de « l'Empire ». De fait, nous éprouvons tous une certaine satisfaction — et elle n'est pas en soi malsaine ou illégitime, loin de là — à l'idée que se répande la culture française. Nous éprouvons le sentiment, qui n'est pas faux, de dispenser un don, et des meilleurs. Nous pensons, sans nuance ni hésitation, que nous « élevons » cette part de l'humanité à laquelle nous apprenons notre langue. Bien des faits paraissent nous justifier, et d'abord la qualité des écrivains africains d'expression française. Un Senghor ne compte-t-il pas au nombre de nos meilleurs poètes ? Quel Français né dans l'Hexagone manie-t-il mieux notre syntaxe qu'un Scheik Hamidou Kane, qu'un Oyono, qu'un Dadié ?... Arrêtons-nous dans un palmarès qu'il faudrait beaucoup plus long.

★★

Pourtant, nous devrions ressentir un début d'inquiétude. Notre autosatisfaction nous masque des signes inquiétants. La qualité de la littérature africano-française amorçe, depuis l'indépendance, un déclin. Je sais bien que gouverner une République distrait de composer des poèmes. Je sais bien qu'Oyono est ambassadeur et Scheik Hamidou, homme politique. L'explication ne suffit peut-être pas. Les revues littéraires des Africains francophones baissent de qualité. La relève ne semble pas parfaitement s'effectuer.

N'est-ce pas que se manifeste, à la faveur des indépendances, une coupure entre les masses et cette élite qui parle français ? Celle-ci, comme une plante coupée, faute de puiser son suc dans la terre s'étiolerait. Les termes d'anglophone et de francophone sont, en effet, équivoques. Ils ne signifient pas que la majorité des Africains parlent ou même entendent les langages européens. Le swahili ou le haussa sont certainement

connus par plus d'hommes d'Afrique que le français ou l'anglais. En outre, cette minorité qui parle français ou anglais ne s'accroît que peu. Les Etats africains engloutissent une part énorme de leur budget à dispenser un enseignement moderne qui comporte ces langues. Les résultats sont décevants. Le Mali — ce n'est qu'un exemple — consacre 18 % de son budget pour scolariser 11 % de ses enfants : 75 % à Bamako et 3 % seulement en brousse. Retenons ces chiffres car ils traduisent un des principaux aspects du problème linguistique en Afrique.

★★

Afin d'éviter toute équivoque, j'indique qu'il ne peut, à mon sens, être de l'intérêt des Africains qu'ils renoncent à l'usage véhiculaire et même principal du français et de l'anglais. Certes, on peut tout exprimer dans les langues africaines. Senghor l'affirme (1) et Marcel Griaule, avec son autorité d'ethnologue, l'avait écrit avant lui (2). Même les abstractions les plus savantes peuvent être exprimées par leur truchement. Mais si certains groupes compacts, nous venons de le dire, parlent le swahili ou le haussa, dans l'ensemble l'émiettement est la règle (3) et français et anglais sont nécessaires pour que de province à province, voire de village à village, on communique. D'après Milley (4) on dénombrait 700 langues en Afrique Noire et pour la seule Côte d'Ivoire (500.000 km²) 65. Au Nigéria, dans le petit district d'Ogaja, on parle 13 langues principales. Evidemment, on pourrait inventer un langage vernaculaire. A quoi bon ? D'abord, il n'ouvrirait aucune porte sur le reste du monde. Ensuite, comme le fait remarquer M. Allassane Ndaw (5), le temps qu'on le constitue et qu'on le répande représenterait une terrible prise de retard dans l'évolution africaine. Sous peine de stagnation, il faut aux Africains ce moyen d'insertion dans le monde moderne : parler un langage européen. Les langues africaines sont d'ailleurs menacées de l'intérieur, si je puis dire, car elles sont liées à la tribu dont elles constituent une des structures. Si le fait tribal se présente comme un élément de complexité

(1) Léopold Senghor, les lois de la culture négro-africaine, dans « Présence Africaine », Congrès Noir, p. 58.

(2) Marcel Griaule, le problème de la culture noire dans l'Originalité de Cultures, UNESCO, p. 376.

(3) Pierre Alexandre — Linguistique africaine dans Latitudes, numéro spécial 1963, p. 17.

(4) J. Milley, l'Organisation sociale de l'Afrique Noire, p. 169.

(5) Cité par Vincent Montell, l'Islam noir, p. 238.

dans l'évolution du Continent Noir, s'il reste une des clefs de l'Afrique même la plus moderne, il régresse d'un mouvement irréversible. Les langues africaines avec eux (6).

★★

L'expansion des langues européennes en Afrique n'en pose pas moins un grave problème social. Je serais tenté de dire qu'elle en est LE problème social, tout au moins qu'elle se trouve en son plein cœur. Le clivage entre ce qu'il est bien difficile de ne pas appeler, quoique cette locution déplaît aux Africains, les « classes sociales » est établi par la connaissance ou l'ignorance d'une langue occidentale. Cette coupure dégénère en une plaie douloureuse. Tandis que le demi-occidentalisé se trouve soumis à de constants efforts de traduction au détriment de la précision de pensée (il lui faut souvent connaître quatre langues de structures divergentes), le paysan qui ne sait que son dialecte natal est privé de tout espoir de promotion sociale. Seule la catégorie — infime — qui parle avec pureté le français ou l'anglais peut aspirer aux postes supérieurs. Ainsi se constitue-t-elle en minorité presque étrangère, très souvent à rebours (circonstance aggravante) des hiérarchies sociales traditionnelles. Le Chef se méfiait de l'école. Il avait peur qu'elle envoûte ses fils. Il y a envoyé les enfants de ses « esclaves de case », et ce sont à présent ceux-ci qui gouvernent. C'est dire l'amertume des fils de chef, trop souvent imbus d'une supériorité sociale compliquée parfois d'un sentiment de supériorité raciale, mais condamnée à la stagnation des campagnes ou à la misère des faubourgs. S'il existe un ferment de révolte en Afrique, il réside en eux. L'affaire du Biafra en témoigne.

Cette introduction des langues européennes apporte une perturbation d'autant plus grave — encore plus grave et intime — que l'Afrique est un pays où la parole joue un rôle plus grand qu'ailleurs (« Nous sommes les hommes du Verbe », chante Senghor) et que, en apparence contradictoirement, la parole n'est en Afrique qu'un moyen d'échanges parmi d'autres.

L'Africain use de la parole (nous sommes parfois tentés de penser qu'il en abuse, lorsque l'occidentalisé, fidèle quand même à des besoins de rythme et à des structures verbales propres aux langues du terroir, multiplie les pléonasmes et se délecte dans la redondance). Mais quand l'Africain traditionnel use de la parole, ce n'est pas tout à fait selon le même mode que nous. On est en présence d'un autre appareil de logique linguistique. En effet, les langues africaines sont d'une richesse substantive qui a surpris tous les ethnologues. Le cheval ne porte pas le même nom suivant qu'il marche, qu'il trotte, qu'il est à l'écurie. Le substantif, innombrable, contient l'expression non seulement de l'objet mais de son action. Si bien que l'Africain nomme les idées plutôt qu'il ne les exprime. Il ne les décompose pas pour y atteindre, mais il les dit. En outre, comme tout ce qui relève de la philosophie traditionnelle, la parole vise à l'efficacité métaphysique. Autre différence fondamentale avec nos langues : les langues africaines sont « tonales », sans doute pas au même point ni de la même manière que le chinois, mais presque toujours (elles sont si nombreuses qu'on n'ose jamais rien affirmer), elles obéissent beaucoup plus que les nôtres à un rythme. La substitution ou la coexistence

(6) Griaule a fort bien montré le lien entre le système linguistique et le système tribal dans leur double complexité (Marcel Griaule, le Problème de la Culture Noire, dans l'Originalité des cultures, publication UNESCO, p. 376).

des langues risquent donc d'entraîner des traumatismes psychologiques.

★★

J'ai dit qu'à mon sens la contradiction n'était qu'apparente entre la place considérable tenue en Afrique par la parole (mais, retenons-le, par une parole qui est rythme) et le fait qu'elle doit subir la concurrence d'autres moyens d'expression, issus comme elle du rythme. Ces autres moyens d'expression ont aussi pour mission de consigner la parole, à la façon dont nous nous servons de l'écriture. Ceci éclaire le mot si psychologiquement révélateur des jeunes Camerounais nommant le tableau noir « la planche par laquelle on communique avec les morts », car une telle communication est l'apanage du tam-tam... Dans leur esprit, l'écriture était donc consignation et communication de même nature. Ainsi se trouve illustré le parallélisme des moyens d'expression. De même l'art africain, selon William Fagg (7), n'est pas un répertoire de formes, mais vaut par son contenu : la pensée qu'il inclut et traduit. Ainsi, le masque qui est avant tout l'expression d'une idée, agit et anime dans la mesure même où il ne « ressemble » pas. Ne s'apparenterait-il pas à l'idéogramme ? C'est enfin, selon Griaule (8), tout un symbolisme cosmique que consigne la pensée nègre, « non par d'innombrables signes éphémères, mais tout le matériel mobile et fixe... la voûte céleste, les rites, les techniques ». Paroles démultipliées, en somme...

Et sans doute est-ce un aspect de l'âme africaine que l'intensité de son besoin de s'exprimer, mais de s'exprimer d'une façon qui soit en quelque sorte tangible. Le toucher vient doubler l'ouïe. Une phrase de Bernard Dadié, quand je l'ai lue pour la première fois, m'a surpris : « le sentiment (en Afrique) ne saurait être fait de simple regard » (9). Le mot est vrai, car aucun sentiment ne prend vraiment consistance que dans le rythme qui l'exprime. D'où l'obsession rythmique ; d'où, pour parler comme Senghor : « le despotisme du rythme ». L'enfant bercé, ou plutôt « dansé », sur le dos des pileuses de mil garde toute sa vie cette obsession. Elle a donné forme à son esprit et peut-être à son âme. Dans cette obsession rythmique, le tambour — j'en ai déjà parlé — devient moyen d'expression privilégié, ce tam-tam dont tout Africain entend le langage vraiment vernaculaire, et qui n'est point, comme les Européens seraient portés à le croire, une sorte de morse mais narration musicale des sentiments et des idées par le truchement des variations tonales. Le rire aussi est langage en Afrique, ce rire qui a fait écrire tant de bêtises sur ces « grands enfants joyeux ». Ake Loba (10) a fort bien décrit le pouvoir expressif du rire. Il peut signifier, suivant sa nuance et sa tonalité, aussi bien la tristesse, la pudeur que la joie ou l'amitié. Je souhaite qu'un ethnologue, qui soit à la fois psychologue et musicien, procède à l'étude du rire africain. Vient enfin le moyen d'expression peut-être le plus spontané : la danse. Elie Faure (11), en une de ses intuitions qui font de lui un précurseur, a bien compris le rôle de la danse : « la danse, cette architecture, cet équilibre mouvant des masses symétriques qui exprime une discipline rythmique comme la messe exprime

(7) Fagg — Sculptures africaines, volume I, p. 10 ; voir aussi Claude Charpentier, Réflexion sur les arts africains dans Latitudes, 1963, p. 38.

(8) Marcel Griaule — Aspects de la Culture noire, Cahiers Internationaux de Sociologie, volume XIII, 1952, p. 9.

(9) Bernard Dadié, Un nègre à Paris, p. 29.

(10) Ake Loba, Kocombo l'étudiant noir, p. 41.

(11) Elie Faure, D'autres terres en vue, p. 36.

ailleurs une discipline morale, la danse qui revient dans tous les actes de la vie publique comme un rappel divin à la solidarité nécessaire par quoi durent les sociétés joue tour à tour ou simultanément chez eux (les Africains) le rôle de la musique, voire de la fanfare militaire, de la prière périodique, de la communion, des cérémonies processionnelles chez les autres peuples». L'Européen parle et traduit sa parole en écrits, l'Africain s'exprime en rythmes parmi lesquels la parole. Le problème des langues est donc vraiment le problème de la coexistence de deux mondes.

C'est redire que le rapprochement des cultures, leur juxtaposition sur un même sol, exprimée en un problème de coexistence linguistique, ne permettent pas les jugements simplistes auxquels on se livre en Europe. La synthèse n'est pas encore opérée entre une tradition à respecter et une évolution inévitable, — et le pire serait que subsistassent côte à côte deux Afrique qui, du fait des idiomes, demeureraient l'une à l'autre étrangères : un double dessèchement au lieu d'une

(12) Je songe à l'appel pathétique lancé par M. André Malraux, lors du Festival des arts nègres : « Prenez entre vos mains tout ce qui fut l'Afrique. Mais prenez-le en sachant que vous êtes dans la métamorphose ».

métamorphose (12). Mais ce problème est-il particulier à l'Afrique? Je ne le pense pas. J'oserais appeler « l'âme de notre temps » la rencontre exaltante et douloureuse des cultures dans un univers rétréci. Seulement la colonisation puis la décolonisation, ces « chirurgies sociales », ont produit en Afrique un effet de grossissement. La conciliation y apparaît plus nécessaire entre des impératifs plus contradictoires qu'ailleurs. Ces chirurgies : une rencontre brusque dans une cohabitation plus intime. Mais c'est tout l'univers qui se rassemble et toutes les civilisations qui péniblement s'osmosent. Peut-être aussi sommes-nous plus sensibles aux drames de l'Afrique Noire parce que plus intimement nous l'aimons, parce qu'également nous avons, plus que de tout autre continent, besoin d'elle. Nous aspirons à ce qu'elle nous apporte cette vitalité qu'elle traduit dans sa danse. En Afrique on sent vraiment vibrer en l'homme le grand rire cosmique. Quand nous dessèchent les villes et leur raison, elle est l'ardente effusion de la terre charnellement unie à l'homme. Effet de grossissement? Plus brutal le heurt des cultures est, par cette brutalité même, plus proche qu'ailleurs de la synthèse et l'Afrique Noire apparaît, dans la souffrance d'un enfantement, comme à l'équinoxe de printemps d'un monde devenu plus un.

Georges LE BRUN KERIS ■

Georges Le Brun Keris

notre ami

GEORGES LE BRUN KERIS est né le 22 février 1910 à Paris. Il est mort le 27 avril 1970 des suites d'un accident de voiture survenu à Garoua, sur cette terre d'Afrique qu'il aimait d'un amour de prédilection.

Docteur en droit, diplômé de l'École des Sciences Politiques, Georges Le Brun Kéris avait milité dans les mouvements de jeunesse catholique et avait assumé des responsabilités importantes à la Commission des Etudes et au Comité Général de l'A.C.J.F. Sous l'occupa-

tion, ses convictions de chrétien et de démocrate le conduisirent à participer à l'action de la Résistance. Et tout naturellement il aida ainsi à préparer la naissance, à la Libération, de ce qui devait devenir le Mouvement Républicain Populaire. Sa vocation internationale s'affirma vite au sein de ce parti où il fut chargé des questions de politique étrangère et des relations avec l'outre-mer. Il se révéla aussi très vite journaliste de talent. Après avoir collaboré aux *Cahiers de notre Jeunesse*, il donna à *L'Aube*, à *Forces Nouvelles*, à

Terre Humaine des articles où l'on remarquait déjà sa clairvoyance, son intelligence des problèmes jointe à une rare sensibilité, sa connaissance de la psychologie des peuples.

De 1947 à 1958, Georges Le Brun Kéris fut à l'Assemblée de l'Union française l'un des membres dont l'influence s'exerça de la manière la plus constructive. Son souci d'écouter et de comprendre, son attitude d'ouverture à autrui lui assura rapidement l'amitié et la confiance des jeunes élites africaines et des futurs dirigeants de l'Afrique indépendante. Membre du Comité National du M.R.P. et de 1951 à 1959 Secrétaire général adjoint du M.R.P., Georges Le Brun Kéris a été l'un des inspirateurs de la politique d'évolution qui conduisit pacifiquement les pays d'Afrique francophone à l'indépendance et qui permit de substituer, sans heurts graves, aux rapports coloniaux de subordination des rapports d'aide et de coopération. Dans son ouvrage *Mort des Colonies*, publié en 1953, il présentait une analyse pénétrante du phénomène colonial et pressentait les solutions d'avenir, à partir d'une réflexion dépassant l'ordre économique pour atteindre les échanges de culture et les contacts de civilisation. *Mort des Colonies* est le livre d'un esprit lucide, conscient des profonds changements qu'appelle la juste promotion des peuples du Tiers Monde. En 1954, notre ami déclarait au Congrès des Jeunes d'Afrique et de France réunis à Rennes : « Un statut de la coopération africaine est entièrement à inventer. Il faut à l'Afrique une coopération ethnologiquement adaptée. »

Il exprimait l'urgente nécessité de pratiquer une politique d'aide ajustée aux besoins réels des pays et répondant aux caractéristiques propres à chacun, dans le respect de leur liberté.

En ce qui concerne les pays du Maghreb, Georges Le Brun Kéris a toujours préconisé des orientations libérales et humaines afin d'éviter les drames douloureux et les ruptures violentes.

Président de la Commission d'Outre-Mer du Mouvement Européen pendant plusieurs années, il s'attacha à montrer que la construction de l'Europe Unie ne prend son véritable et son plein sens qu'en contribuant au développement économique et social du Tiers Monde.

Après la disparition de l'Assemblée de l'Union française en 1958, Georges Le Brun Kéris conserva le contact avec les réalités et les hommes de l'Afrique nouvelle grâce aux multiples voyages professionnels qu'il effectuait au titre de ses fonctions au Syndicat Général de l'Industrie Cotonnière. Il ne cessa jamais de s'intéresser à l'évolution de l'Afrique et du Maghreb et de lutter contre les risques d'un « cartiérisme » qui aurait détourné la France et les Français de leurs responsabilités et de leur solidarité à l'égard des populations d'outre-mer, ses articles, ses reportages, ses chroniques à *France-Forum* et à *La Croix* en témoignent, ainsi que sa participation en qualité d'expert aux travaux de la Section de Coopération Technique du Conseil Economique et Social.

L'horizon de Georges Le Brun Kéris ne se limitait pas

à l'Afrique et au Maghreb, il s'étendait au Tiers Monde dans son ensemble et à tous les aspects de l'organisation des relations internationales. Il fit partie de la délégation française à l'O.N.U.; il avait suivi la Conférence de San Francisco en 1945, celle de Moscou en 1947; il avait participé à la Conférence des Nations Unies au Caire en 1966, puis à la Conférence de l'O.N.U.D.I. à Athènes et à celle de la C.N.U.C.E.D. à la Nouvelle-Delhi en 1968.

Les rapports du monde occidental avec le monde communiste le préoccupaient particulièrement. Dans son essai intitulé *Sur la dérive de Moscou* (1960), l'U.R.S.S. est étudiée comme le « signe efficace de la Grâce marxiste ». Le marxisme a transformé la Russie, mais la Russie, à son tour, a élaboré le marxisme, lui prêtant en particulier certains aspects de son dynamisme expansionniste. Ainsi élaboré, ce marxisme trouve des correspondances et un terrain d'ensemencement dans la psychologie collective d'un certain nombre de pays qui, entre le monde soviétique et l'Occident, sont aujourd'hui un enjeu : monde musulman, subcontinent indien, Afrique Noire. C'est le problème du Tiers Monde et de sa conquête éventuelle, mais non pas étudiée en termes de politique ou de balance des forces, voire en termes économiques, mais en termes de psychologie des peuples. Et Georges Le Brun Kéris conclut son livre en observant qu'une des clefs de cette aventure où se trouve engagé le sort du monde, réside dans l'avenir des relations entre la Russie et la Chine, relations qu'il étudie toujours sous l'angle de l'histoire et de la psychologie de ces pays.

A *France-Forum* la disparition de Georges Le Brun Kéris est d'autant plus douloureusement ressentie que notre ami était l'un des fondateurs de la Revue et un collaborateur d'une fidélité exemplaire. Il est peu de numéros de *France-Forum* qui ne contiennent une étude de Georges Le Brun Kéris sur un pays et un problème du Tiers Monde, ou une fervente chronique de peinture. C'est dans un style merveilleusement inspiré qu'il aurait parlé de Matisse dont un choix d'œuvres admirables est actuellement exposé dans les nouvelles salles du Grand Palais. Il avait prévu de donner à *France-Forum* la suite de sa très belle méditation sur le Parthénon, *Grèce, encore plus mienne que l'Afrique...*, et nous espérons qu'il sera possible de retrouver quelques passages de ce poème en chantier.

Georges Le Brun Kéris n'était pas seulement un essayiste, un chroniqueur, un analyste politique, il était avant tout un poète, amoureux de la vie et de la beauté sous toutes ses formes. Par-delà son intelligence, son humour et son immense culture, ce qui rendait Georges Le Brun Kéris si attachant, c'était cette jeunesse et cette tendresse du regard qu'il posait sur les êtres et les choses, c'était l'intensité de sa vie intérieure.

Dans le monde dur qui est le nôtre, ses amis ne sauraient oublier les multiples témoignages qu'il donnait de sa délicatesse et de sa générosité.

Henri BOURBON et Jacques MALLET ■

OUVRAGES DE GEORGES LE BRUN KERIS

POEMES

- Ode triomphale pour Notre-Dame de Chartres. (1939 - Besançon - Imprimerie Jacques et Demotrand).
- Iphigénie. (1938-1939 - Imprimerie Laboureur et Cie ; Issouaun).
- Offertoire pour la Mer. (1968 - Collection « Les Poètes des Landes » - Imprimerie Gerbert - Aurillac).

ESSAIS

- *Mort des Colonies*. (1953 - Collection « Le poids du jour ». Le Centurion).
- *Sur la dérive de Moscou*. (1960 - Editions Fleurus).
- *Afrique, quel sera ton visage ?* (1963 - Editions Fleurus).

Un exemple pour notre action dans le Tiers-Monde

Toute sa vie a été empreinte de cette générosité qui l'inclinait vers le service des autres et l'approfondissement des problèmes humains. Tout jeune encore, il se donne avec ardeur à l'action catholique au sein de l'A.C.J.F. ; plus tard, il accomplit des missions particulières au service de la Résistance ; puis, il est l'un des inspirateurs et des dirigeants du M.R.P. dans lequel il voyait le moyen de servir son idéal chrétien en contribuant à l'avènement d'une société plus juste et plus humaine.

Mais c'est en accédant à l'Assemblée de l'Union Française qu'il trouve sa vocation véritable et définitive. Par son action au sein de cette Assemblée, prolongée plus tard par les innombrables missions outre-mer que lui confie le Syndicat général de l'Industrie cotonnière, Georges Le Brun Kéris a été l'un des hommes de notre pays qui connaissaient et comprenaient le mieux l'Afrique francophone.

Conseiller de l'Union Française, il avait compris que son rôle n'était pas tellement de conseiller, mais, avant toute chose, d'écouter, pour mieux connaître les richesses de l'âme africaine, ses aspirations, sa culture ; de pratiquer un dialogue véritable, apportant un enrichissement réciproque dans le maintien des différences de race et de traditions ; d'aboutir ainsi à une conception authentiquement humaine

du développement du Tiers Monde, qui est de permettre à chaque pays de redécouvrir son dynamisme propre et originel. Son ouvrage *« Mort des Colonies »*, qui date de 1953, montre qu'il fut, à cet égard, un précurseur.

On comprend comment il devint, en peu d'années, l'ami et le confident des principaux responsables de ces pays, et tout particulièrement de leurs chefs d'Etat.

Mais ses ouvrages, et ses articles, manifestent que sa vision des problèmes du monde actuel s'étendait bien au-delà de cette spécialité africaine qu'il avait acquise, et que, sur toutes les grandes questions d'ordre politique, économique ou social de notre époque il avait des jugements sûrs, toujours appuyés sur une profonde connaissance de l'homme, et auxquels il savait donner une force de conviction remarquable.

Georges aimait tant la vie ! Il l'aimait passionnément, joyeusement, parfois avec exubérance : une fleur, un coucher de soleil, un paysage, tout ce qui traduit la beauté, était pour lui occasion d'émerveillement, d'enthousiasme, de louange envers le Créateur ; son amour de la vie était, au fond, l'amour de Dieu.

S. GUIBERT.

(*Professions et Entreprises*).

L'intelligence servie par le cœur

Pour ceux qui ont assumé leurs premières responsabilités de jeunes vers 1936, les noms de quelques jeunes aînés restent gravés dans la mémoire. C'est, en effet, grâce à eux qu'une génération a pu accueillir le déferlement d'une volonté de renouveau sur le plan social et international, tout en maintenant une fidélité sans faille aux valeurs spirituelles de notre héritage national. Georges Le Brun Kéris était au premier rang de ceux-là.

Doué d'une intelligence lucide, pénétrante, il avait la profonde connaissance de l'homme que donne une authentique culture. Alliant d'incontestables dons de poète à la pratique d'un humour aisément incisif, il avait le jugement sûr. De même que l'ironie de son regard était tempérée par une bonté sans éclipse, il modérait parfois l'expression de sa pensée, de peur d'atteindre la personne qui méritait le respect, même s'il la jugeait dans l'erreur.

Dès 1933, tout jeune encore, il faisait un remarquable discours au Congrès de l'A.C.J.F. à Lyon. Le thème était la conception de la paix. Il optait franchement pour les thèses de la sécurité collective alors fort contestées. Son rapport, faisant écho à celui d'André Colin, consommait la rupture avec l'enseignement rétrograde des milieux encore très nombreux où l'on confondait un nationalisme d'autrefois avec l'attachement chrétien aux valeurs de la patrie...

L'unité spirituelle profonde de sa vie a permis qu'en tous domaines — aussi bien avec ses amis que dans sa vie publique ou encore dans ses activités professionnelles — il donnât le même exemple de sécurité intellectuelle et de

disponibilité cordiale. En toutes circonstances, depuis les réunions intimes où il affirmait nettement ses convictions religieuses mais souriait à tout excès verbal jusqu'aux interventions publiques qu'ont pu lui demander ses mandats (et notamment celui de Conseiller de l'Union française et de secrétaire général de la Commission de l'Agriculture), il avait un art consommé qui concilie à la fois l'unité de conscience d'un homme engagé dans les différents secteurs de la vie et la nécessaire distinction des plans, ne voulant à aucun prix prôner l'unité réclamée par les uns au détriment d'une légitime diversité nécessaire aux autres.

Certains ont peut-être pu trouver qu'engagé dans les affrontements de la vie, Georges Le Brun Kéris n'était pas suffisamment un combattant. C'est possible, mais tel n'était pas son charisme.

Constamment préoccupé de l'homme et de son destin éternel, il voulait à tout prix se dégager de ce qui aurait pu le mettre en collusion avec les propagandes faciles. Terminant une étude remarquable, parue il y a dix ans sur le communisme, dans un ouvrage intitulé *A la dérive de Moscou*, il disait que l'on ne vaincrait pas le communisme par des propagandes puérides ou des ironies sur le paradis soviétique : « Seul un idéal spirituel renouvelé conjugué avec un nouvel espoir temporel peut sauver le monde. » Et au terme d'une méditation sur le Parthénon qu'a publiée *France-Forum* voici quelques mois, il concluait : « Certitude qu'entre moi-même et mon passé, l'amour a tendu la miséricorde ! »

Rémy MONTAGNE (*La Croix*).

L'école, le savoir et la vie

par Maurice Blin

« **A**PPRENDRE ? Certainement, mais vivre d'abord et apprendre par la vie et dans la vie. » La formule est de John Dewey, psychologue et pédagogue américain du début du siècle. Il aura fallu plus de cinquante ans pour que cette vérité, qui semble d'évidence, prenne allure de révolution.

UN CHANGEMENT DE DIMENSION

A chaque tournant de l'histoire européenne, à la Renaissance, à la fin de l'Ancien Régime, aujourd'hui même, de Montaigne à Rousseau, à nos étudiants et lycéens contestataires, on s'est inquiété du décalage dramatique entre les vérités enseignées, héritées du passé, et les problèmes naissant au fil des temps nouveaux. Laborieusement, dans l'inquiétude et la fièvre, des solutions finissent par surgir. Mais il faut un long temps pour qu'elles deviennent objet d'enseignement : la jeunesse, enjeu impuissant de ce combat d'idées, cherche alors, hors de l'école, un aliment à la mesure de son appétit. Et l'on sait qu'un estomac vide est prêt à toutes les ivresses.

A ce drame qui n'est pas nouveau, s'en ajoute un autre, propre cette fois à notre époque : l'enseignement change de dimension. Dès lors, ses moyens ne peuvent plus être les mêmes. Un système conçu en France pour encadrer 10.000 étudiants ne peut pas en accueillir soixante fois plus. Que dire de la lutte contre l'anal-

phabétisme de milliards d'hommes ? Naître à la vie, c'est, en fait, pour beaucoup d'entre eux, naître à la mort sous forme de guerres, cataclysmes naturels, malnutrition. Seule la naissance au savoir leur permettrait de surmonter les bouleversements démographiques, économiques ou politiques qui les emportent. Cette seconde naissance est désormais plus importante que la première.

Dans son livre *Les machines à enseigner*, Bernard Planque décrit l'enjeu de cette bataille en termes excellents : « Six cents millions d'analphabètes, qui seront bientôt un milliard. Seize millions de professeurs, qui devraient être soixante-dix millions en l'an 2000 pour permettre à l'humanité de ne pas prendre du retard sur elle-même. Explosion scolaire, course à l'éducation partout dans le monde et à tous les niveaux sociaux. Boulimie des industries, du commerce, des services à la recherche de techniciens et de cadres expérimentés, de savants et de chercheurs aussi. Misère matérielle et morale de tous ceux que leur faible niveau d'instruction, leur inaptitude au recyclage, vont rejeter en marge de la société. Apparition du chômage technologique. »

Cet immense problème a deux faces.

— D'abord, donner une formulation nouvelle aux valeurs de toujours, et c'est déjà un immense travail. Il suppose que les sciences humaines connaissent une phase de créativité aussi intense que leurs devancières physiques, chimiques, biologiques au cours des cinquante dernières années : c'est le secret inviolable de la patience et du génie.

— Ensuite, inventer de nouvelles formes de diffusion des connaissances. Elles seront nécessairement aussi différentes des modes traditionnels d'enseignement que l'est aujourd'hui la chaîne de production d'automobiles du garage d'autrefois où Louis Renault trafiqua amoureusement, seul ou presque, son premier modèle.

Or ces techniques, notre époque les a déjà trouvées et elle ne paraît pas s'en apercevoir. C'est d'ailleurs un fait frappant que ce divorce entre l'homme contemporain et ses inventions. Tantôt, celles-ci retardent sur ses besoins urgents : la purification de l'air ou de l'eau, la circulation dans les villes. Tantôt, c'est l'inverse : la machine devance l'homme, c'est-à-dire son utilisation. C'est le cas en informatique où le hardware a précédé le software. En matière d'enseignement, c'est le décalage entre les appareils de reproduction de l'image et du son et le pauvre parti qu'on en tire.

Avec ces appareils dont les sons nous apportent à domicile, à l'école et à volonté, toutes les rumeurs du monde, dont les écrans palpitent à son rythme fût-il le plus lointain ou le plus secret, un nouveau pouvoir vient de surgir entre nos mains. Un jour, la silhouette et la voix de deux hommes sur la Lune, présents en chaque foyer par la télévision, font de l'aventure spatiale celle de la planète entière. Un autre, c'est le film d'observation qui nous rend la vie des bêtes dites si légèrement sauvages, plus proche et plus familière qu'elle ne le fut jamais à nos ancêtres paysans. Une autre fois encore, la sonde radioscopique livre à l'œil humain l'obscur alchimie du corps vivant.

De leur côté, les machines à enseigner qui, grâce à un programme préalablement enregistré, engagent avec l'élève le jeu patient et gradué des questions et réponses, semblent être demain les seuls instruments capables d'apaiser la faim d'éducation et de savoir de nos enfants. Les divers matériels américains, japonais, européens, sont appelés à suppléer ou seconder les maîtres auprès des millions d'adultes à recycler, d'enfants à alphabétiser ou simplement à instruire. Sait-on, à ce sujet, qu'en France même, selon les statistiques de l'armée établies lors de l'incorporation des jeunes recrues, en 1966, 22 % seulement d'entre elles dépassaient le niveau du certificat d'études primaires, 3 % étaient diplômées de l'enseignement supérieur et 5 % restaient analphabètes complets ?

UN MALENTENDU

Dans le même temps, notre système traditionnel d'éducation n'est plus qu'un « outil désadapté ». Institution artisanale sans service de recherche, notre enseignement repose encore sur la relation sacro-sainte du maître à l'élève, héritée en droite ligne des Grecs. Maintenu contre vent et marée, elle aboutit au maintien d'une conception aristocratique de l'enseignement ; elle privilégie les meilleurs aux dépens de ceux « qui ne suivent pas ».

L'intervention de ce qu'on appelle encore très malheureusement, et faute de mieux, une « machine » à enseigner, entre le maître et l'élève, apparaît à beaucoup de maîtres et de parents de bonne foi comme un sacrilège : toute notre culture, fille d'Athènes, est pétrie de la conviction que le dialogue direct entre le maître et le disciple, le médecin et son malade, le prêtre et son pénitent, pour ne prendre que ces trois exemples, a une valeur absolue, irremplaçable. Substituer ici la machine à l'homme, c'est renier Socrate.

En fait, il s'agit d'un malentendu. L'ordinateur ne pense ni ne choisit. Il constitue la traduction physique d'un stockage de données intellectuelles préalablement établi par l'homme, puis d'un programme de recherche à travers ces données ; l'une et l'autre demandant un intense effort d'analyse. De même, ce n'est pas la machine qui enseigne. C'est encore l'homme, c'est-à-dire l'auteur ou les auteurs d'un ensemble programmé de notions délicat à mettre au point et qui requiert un sens aigu de la pédagogie. Ne confondons pas l'information, qui reste en tout état de cause réalité spirituelle, et son support. Le génie de Mozart est-il compromis parce qu'un disque tiré à 100.000 exemplaires met sa musique à la portée de tous ? Ce serait plutôt l'inverse. La machine diffuse une connaissance humaine. Elle ne la remplace pas (1).

L'audiovisuel ou l'informatique ne sont que des auxiliaires de l'enseignant.

On peut même aller plus loin et dire que, loin de nuire au dialogue des esprits, la machine à enseigner lui restitue une part de la fraîcheur originelle qu'elle a perdue.

Deux traits ont fait, en effet, de la maïeutique de Socrate un modèle pour toute la pédagogie occidentale.

Socrate n'enseignait pas, il dialoguait. La vérité qu'il voulait communiquer au disciple, il attendait, par un jeu subtil et patient de questions et de réponses, qu'elle surgisse en quelque sorte d'elle-même et de lui-même. Cela supposait, entre les deux partenaires, une relation d'égalité et même d'intimité à mille lieues de ce caporalisme de l'esprit par lequel les scolastiques du Moyen Age, ou certains « patrons » d'aujourd'hui, imposent à leurs élèves « leur vérité ». Comment la reçoivent-ils ? La reçoivent-ils seulement ? La question est sans réponse car le contrôle, au-delà de trente enfants, est impossible. Or l'enseignement programmé sur la machine, lui aussi, suggère, questionne, attend la bonne réponse. Il se fait découvrir, souhaiter, rechercher par l'enfant. Il ne progresse qu'à coup sûr, le passage à une difficulté nouvelle étant impossible tant que la précédente n'a pas été vaincue. Au lieu d'un maître, l'enfant découvre un serviteur. Il devient le maître d'un savoir qu'à la lettre, il « se » donne.

Ce n'est pas tout. Chez Socrate, le moraliste abhorrait la morale, c'est-à-dire l'endoctrinement de principes. Partant de la vie quotidienne, des incidents qui émailaient la vie politique d'Athènes, des fables populaires, des petits métiers, il remontait lentement jusqu'aux idées pures de vérité, justice, bonheur. Il vivait sa morale et la morale vivait avec lui. Or, l'enseignement programmé — quand il est bien fait — prend lui aussi l'enfant par la main, en appelle à l'expérience qu'il a déjà du monde. Le principe ne lui est pas livré dans son abstraction désolante. Il se dégage lentement des êtres, des choses qui l'entourent. Il n'écrase pas l'enfant de son poids, il récompense son effort. En cela, il s'apparente à un jeu, mais à un jeu exigeant puisque la tricherie y est impossible. Peut-on en dire autant de l'enseignement commun d'aujourd'hui ?

(1) Autre exemple : l'effacement de la lettre au profit du téléphone comme moyen de communication à distance a pu apparaître, un temps, comme un recul culturel. Mais en réalité, c'est le mode d'expression qui a changé : d'individuel et solitaire, il est devenu communicatif. Et l'on découvre chez l'adolescent d'aujourd'hui un goût pour exposer les idées, présenter un rapport, mener une discussion, qui constitue un incontestable progrès sur le passé.

L'AUTOMOBILE, NOUVELLE « ESPECE » ECONOMIQUE

Deux types d'enseignement sont aujourd'hui deux échecs reconnus : les mathématiques et l'économie.

A titre d'exemple, partons de l'ignorance où le jeune Français est encore du phénomène qui domine aujourd'hui toute sa vie : l'économie.

Le fait économique présente la même ambiguïté que son frère mathématique. Les chiffres et la relation, qui sont le cœur même des choses, sont aussi ce qui lui parle le moins à l'esprit à cause de leur abstraction. De même, la réalité économique, expression de besoins vitaux, de désirs à satisfaire, d'échanges à assurer, concerne ce qu'il y a de plus concret dans l'homme. Et cependant, formulée dans les manuels, elle devient lois, équations ou termes incolores : marchés, stocks, monnaies, flux investissements !...

Au demeurant comme le démontre un récent rapport sur la formation économique paru dans la revue *Patronat*, on a pensé longtemps que l'économie qui traitait de réalités vivantes, de problèmes parfois brûlants, ne pouvait ni prétendre au statut de science ni, par conséquent, être enseignée trop tôt à l'enfant. Et puis, sa matière même est mouvante, la certitude n'y est jamais totale. Au lieu d'éclairer les esprits, elle risquait donc de les troubler.

On voit d'emblée le paradoxe : l'enseignement de l'économie souffrirait de deux tares contradictoires, l'abstraction et la passion, la rigueur et l'incertitude.

Il semble bien cependant que ces maux dont on accable la science-clé de notre temps tiennent non pas du tout à elle-même mais tout simplement à la façon dont on l'enseigne (2).

Deux tentatives récentes en la matière le prouvent. Dans son livre, *Premiers pas en économie*, Jean-Marie Albertini a réalisé une initiation économique en méthode semi-programmée qui est un modèle du genre. En neuf étapes, l'enfant découvre, au sens propre, les étapes de la vie économique : la famille, le travail (du père), l'entreprise, la consommation (du ménage), l'investissement collectif (l'impôt), l'épargne (individuelle), les équilibres (entre produire et consommer), le marché, la conduite de la machine économique. Pas une seule fois, il n'est question de principes ou d'abstraction. De courtes phrases racontent la vie de tous les jours : le sens en est d'emblée évident à l'enfant. Leurs mots-clés sont laissés en blanc : c'est lui qui les invente. Il en a besoin et envie parce qu'ils décrivent une réalité qu'il vit et qu'il a le sentiment, grâce à eux, de découvrir et de maîtriser. Pour en avoir fait l'expérience auprès de trois enfants de onze à quinze ans, nous pouvons dire qu'ils ont pris à cette exploration un plaisir fort proche de celui qu'ils trouvent, en vacances, à inventorier certaines richesses de la nature.

C'est d'ailleurs sur le mode d'un dialogue avec le monde vivant qu'un autre auteur, O. de Courtivron, a réalisé une initiation à l'économie dans son livre *Et*

(2) L'auteur du rapport cité ci-dessus écrit : « Certains économistes ont (donné) dans leurs enseignements une place prépondérante à la théorie économique pure, déduite du raisonnement plutôt qu'induite de l'observation. Dégagé des contingences de l'actuel, débarrassé des complexités du réel, un tel enseignement permettrait certes d'atteindre une cohérence et une permanence agréables à l'esprit mais laisse particulièrement insatisfait cette partie du public, sans cesse croissante, qui est plus soucieuse de comprendre le monde dans lequel elle vit que de recevoir des démonstrations de logique formelle. »

l'homme créa l'auto. Fruit d'expériences menées auprès d'enfants de la sixième aux classes terminales, c'est l'histoire « naturelle » d'une espèce nouvelle devenue aussi familière à l'homme que le fut autrefois le cheval. On y découvre son anatomie (les innombrables matériaux dont elle est faite), sa nourriture (le monde du pétrole), les services qu'elle rend (échanges, loisirs), l'influence qu'elle exerce sur les autres espèces économiques (son poids dans la production), les aléas qui marquent sa vie (accidents, assurances), ses mœurs (transhumances des week-end et des vacances), le symbole qu'elle est devenue (liberté, puissance, rang social). Cette entomologie vaut celle de Fabre penché, au siècle dernier, sur ses insectes. Elle parle aux sens, à l'esprit, au cœur de l'enfant.

QUI VEUT FAIRE L'ANGE...

Ces deux ouvrages rendent familière et amicale la réalité économique. Ils font toucher du doigt le ridicule d'une assertion au terme de laquelle la science de la production des richesses serait vouée aux seuls chiffres ou, à l'inverse, à la passion.

Ou plutôt, il est bien vrai que l'une est fille de l'autre. Pascal, encore lui, disait déjà : « Qui veut faire l'ange, fait la bête ». On en a eu la démonstration mouvementée lorsqu'en mai 1968, les étudiants ont soudain déclaré la guerre aux abstractions dont ils étaient gavés. Ils ont pourfendu des spectres nés de leur ignorance, fille elle-même d'une caricature d'enseignement. Car il est beaucoup trop tard, à vingt ans, pour découvrir brutalement, sans préparation, une matière aussi riche que l'économie. Cette continence devait amener l'explosion. Ces orphelins du savoir se sont révoltés contre leur mère, l'Université, qui, inférieure en cela à la femelle animale si soucieuse d'enseigner ses petits, ne leur a pas, quand il le fallait, appris à vivre en leur révélant les pièges et les lois de leur environnement.

Quant à l'incertitude dont est, certes, affectée la science économique, bien loin de nuire à son enseignement, il nous semble qu'elle lui confère, au contraire, un surplus d'intérêt. Cet univers d'échanges, d'inventions, de relations mercantiles ou sociales, est en mouvement permanent ? Tant mieux. Quoi de plus vivant que l'histoire économique, monétaire, financière de l'Occident depuis 1945 ? C'est une jungle extraordinaire où les nations industrielles, espèces en concurrence mais aussi en dépendance étroite, subissent — pour combien de temps ? — la domination de la plus puissante d'entre elles, l'américaine, et voient monter du fond de l'Asie une nouvelle race, la japonaise ! Tout cela bouge, s'affronte, se lie dans un élan formidable qui vaut bien les intrigues de cour ou les amours des rois d'hier. Nulle part, à condition de rendre à ces événements leur vrai visage, l'imagination, le goût du jeu, l'appétit du nouveau propres à la jeunesse ne devraient trouver plus beau terrain où s'exercer.

Il ne faut plus attendre pour faire entrer la vie à l'école. Si nous ne lui en ouvrons pas la porte, elle balaiera tout l'édifice. Déjà, la rue, la télévision, l'illustré, la concurrence dangereusement.

Cela est grave. Nous ne partageons pas, en effet, l'enthousiasme de Marshall Mac Luhan, le mage canadien de l'âge électronique, qui salue comme une libération définitive cet effacement de l'école devant la vie.

Une évidence séculaire risque de mettre vite à bas cette illusion. Car, aujourd'hui plus qu'hier, vivre, cela s'apprend. Le flot d'informations qui, par les multiples canaux extra-scolaires, assaillent la jeunesse, ne lui est

pas dispensé en général pour l'instruire mais pour la séduire. Il l'appelle au rêve plus qu'à la réflexion. Il la traite en consommateur, dont il attend son profit, beaucoup plus qu'en enfant, c'est-à-dire en être dont il chercherait véritablement le bien. Est-ce une raison pour abandonner aux « marchands de sommeil » ce merveilleux moyen de connaître et d'apprendre que la technique moderne a mis au monde ?

Tout au contraire. L'adulte ne réussira à faire son choix dans cette marée envahissante où se mêlent le meilleur et le pire que s'il devient très tôt un familier de l'image et du son. Et c'est ici que la présence du maître, loin de s'éteindre, risque d'être plus indispensable que jamais. Rousseau pouvait encore, voici deux siècles, rêver d'une éducation où les leçons de la nature se substitueraient à un enseignement sclérosé et oppressif. Mais la nature, au XVIII^e siècle, était encore toute proche de l'homme : il n'y avait pas loin de Versailles à Trianon. Aujourd'hui, la grande rumeur urbaine couvre le chant du monde et a depuis longtemps tué le silence du ciel et des eaux. Seul l'homme peut guider l'homme dans ce dédale humain. Du reste, remarquons-le en passant, Rousseau lui-même gardait un précepteur à Emile. En cela, la montée des techniques modernes d'enseignement, loin de menacer la fonction irremplaçable du maître, lui donne une nouvelle dimension.

JOUER POUR APPRENDRE

Aussi longtemps que l'homme fut immergé dans son milieu naturel comme c'était le cas dans les sociétés dites primitives, son maître à vivre et à agir était l'environnement. C'est sur le terrain, aux côtés de l'aîné ou du père, qu'il apprenait à chasser, à cultiver la terre, à adorer les dieux. Puis, par un formidable effort de civilisation, il réussit à construire un monde socialisé, urbanisé, dominé par ses règles religieuses ou civiles d'une extrême rigueur. Il leur devait respect et obéissance parce qu'il en recevait tout. D'où l'accent mis sur le savoir, clé de la vie, détenue soit par les rois, maîtres de la cité, soit par les gardiens du temple, les prêtres, et une conception « serve » pourrait-on dire, de l'enseignement.

Or, le monde moderne exaspère jusqu'au déchirement cette contradiction :

— Socialisé, urbanisé, dominé par des objets sortis des mains de l'homme, c'est-à-dire régis par des lois que celui-ci a lui-même fixées, il impose à l'enfant un apprentissage d'une lenteur et d'une durée jamais connues. L'élève, l'étudiant n'en finissent pas d'apprendre les lois de la physique, de la chimie, de la biologie, de l'économie, bientôt de la sociologie, de la psychologie et peut-être un jour — qui sait ? — de la politique. D'où l'état de dépendance où il se trouve enfermé bien au-delà des limites de sa maturité organique et affective ;

— Mais, en même temps, la montée des moyens de communication, l'invasion de l'image par la publicité,

la télévision, mettent à sa porte les richesses fabuleuses de la planète et d'un univers jusque-là inconnu : l'infini spatial, l'infiniment petit, la profondeur des mers ou de la terre. Ces merveilles sont par lui touchées, vues, senties. Elles multiplient, en le dilatant à une dimension qui l'éblouit, l'environnement naturel des origines.

Pris, à ce contact, d'un appétit presque physique d'aventure et de rêve, il n'en éprouve que plus durement la contrainte que lui fait subir la vie des cités, faite de règlements, d'encombrement et de gêne. Cette contradiction est si forte qu'on le voit tenter de reconstituer, dans l'artifice, cette fameuse « ambiance » que dispensent la musique continue, la fascination de l'écran, les rencontres en bandes et, à la limite, le paradis désespéré de la drogue.

On peut imaginer qu'une initiation vivante, imagée, par le jeu et l'engagement de tout l'être qu'il suscite, à la vie de la cité, jetterait un pont entre ces deux mondes. Jeux de conduite automobile, jeux d'entreprises, jeux politiques d'élection ou de gestion, jeux d'équipes pour l'étude d'une question ou enquête sur le terrain. Les Etats-Unis et la Suède sont déjà engagés très loin dans cette voie. Elle contredit à toute une tradition de l'enseignement français. Elle exige des maîtres qu'elle a façonnés une conversion profonde, c'est-à-dire beaucoup d'humilité devant l'avenir.

Les enseignants français sont-ils prêts à suivre les pionniers, les Dieuzeide, les Cormary, les Albertini qui, au Service R.T.S. de la télévision, dans les classes expérimentales ou dans leurs livres, montrent la voie ? Peuvent-ils se refuser à une mutation semblable en tout point à celle que la révolution de l'ordinateur impose aux cadres de l'industrie ou du commerce ?

De la même façon, la formation continue des adultes n'a aucune chance de se développer tant qu'elle se présentera comme un simple enseignement. Peut-on demander à un homme ou à une femme adultes, c'est-à-dire chargés de responsabilités, supportant dans leur vie professionnelle le poids d'autorités diverses, abreuvés d'interdits ou d'obligations dans le courant des jours, de se soumettre docilement à un maître supplémentaire, souvent plus jeune qu'eux et qui leur donnera, avec des complexes, le dégoût d'apprendre ? La formation continue, médication courageuse et parfois douloureuse, ne sera supportée qu'à une condition : qu'elle soit un dialogue de l'adulte avec un monde nouveau, riche, imprévu, non la soumission à un homme et à des règles. Elle doit être un apprentissage, une découverte, bref un jeu et non pas une école.

Un enseignement où l'image et l'action accompagneront sans cesse la réflexion est sans doute la seule voie où pourront se rejoindre, demain, la soumission aux lois qu'imposent une civilisation où l'homme est partout et la présence physique d'un univers qui jette, jour après jour, au visage de nos enfants, sa brassée de merveilles.

Maurice BLIN ■

BIBLIOGRAPHIE

- *Machines à enseigner*, par Bernard PLANQUE (Casterman éd.).
- *Vers l'enseignement programmé*, par René DECOTE (Gauthier-Villars, éd.).
- *Premiers pas en économie*, par Jean-Marie ALBERTINI (Les éditions ouvrières).
- *Réflexions sur une formation économique*, revue Patronat (janvier 1970).
- *Et l'homme créa l'auto*, par O. de COURTIVRON (Cercle du livre économique).
- *Dans l'enseignement, une mutation irréversible*, par Françoise LEVALLARD, « l'Usine Nouvelle » (septembre 1969).
- *Le bouton du mandarin, ouvrage collectif* (Casterman éditeur).

DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE AU PROGRÈS HUMAIN

par Alex Jacquemin

L'étude ci-après est un rapport présenté par M. Alex Jacquemin, professeur à l'Université de Louvain, au Colloque Europe 1980, organisé en Mars 1970, à Bruxelles par le Centre d'Etudes Politiques, Economiques et Sociales de Belgique, que dirigent MM. R. Houben, Sénateur, et G. Geens.

L'EXPANSION, à mesure qu'elle résout des problèmes, en crée d'autres. L'accélération de la croissance élève le niveau de vie général, fait monter le flot des investissements, ouvre des horizons aux nouvelles générations. Mais elle est source de distorsions graves (1). C'est pourquoi, une synthèse des principaux aspects de la croissance peut provoquer une utile réflexion politique.

I. — ORIGINES ET PERSPECTIVES DE LA CROISSANCE

Les perspectives de croissance de nos économies européennes sont entachées d'incertitude. Néanmoins, certaines projections indiquent que, pour la période 1970-1980, il faut s'attendre à un taux moyen annuel de croissance du P.N.B. à prix constant, de l'ordre de 6,5 % pour l'Italie, 5,9 % pour la France, 4,5 % pour l'Allemagne, 4,3 % pour les Pays-Bas et... 3,9 % pour la Belgique (2). Le taux moyen pour la C.E.E. serait de 5,3 %. Un premier aspect à souligner est que ce taux est supérieur à celui qui attend les Etats-Unis (environ 4,1 %). Un second aspect est que, malgré la diversité des taux, il y a une tendance à un resserrement de l'éventail des taux de croissance des pays de la Communauté. Ces perspectives sont-elles encourageantes ? Les seuls chiffres n'apportent pas la réponse et il importe de s'interroger sur les principaux facteurs qui contribuent à l'expansion économique.

Traditionnellement, trois facteurs inséparables sont mentionnés : l'accumulation du capital, l'accroissement de la main-d'œuvre qualifiée et le progrès technique (3).

Ainsi, pour déterminer, dans un taux de croissance annuel donné, le pourcentage qui est attribuable à ces

(1) Belgique 1970, Documents-CEPESS, Bruxelles, 1964, nos 5-6, p. 78.

(2) La croissance et la production dans les pays de l'O.C.D.E. (1960-1980). Comité de Politique économique de l'O.C.D.E. Certains se hasardent dans les prévisions à plus long terme et prévoient notamment que le taux de croissance annuel moyen du P.N.B. belge à prix constant, pour la période 1965-2000 oscillera entre 3,2 et 4,1 %. Voir Pouliart, W., Choix pour l'an 2000, DULBEA, Bruxelles, 1969, p. 146.

(3) En termes techniques, la fonction de production de type Cobb-Douglas pour le P.N. s'écrit : $PNB = A T^a C^{1-a}$ où T est le facteur travail, C le facteur capital et A l'ensemble des autres facteurs. Il en résulte que

$\frac{dPN}{PN} = a \frac{dT}{T} + (1-a) \frac{dC}{C}$, c'est-à-dire que le taux de croissance de la production est fonction des taux de croissance des différents facteurs.

facteurs, il suffit théoriquement d'évaluer l'indice annuel de la production, l'indice annuel de la main-d'œuvre (en tenant compte notamment de la population active, de la durée moyenne du travail, de la productivité par heure de travail), l'indice annuel du capital. Il subsistera un certain résidu, une fraction indéterminée, qui est globalement qualifié de « progrès technique » (4).

Cette méthode a été appliquée par E. Denison pour établir une comparaison internationale des taux de croissance en Europe occidentale et aux Etats-Unis (5).

Concernant la Belgique, le taux de croissance du revenu national pour 1950-55, a été estimé à 3,03 et pour 1955-62, à 3,16. Ce pays, comme les Etats-Unis, est parmi ceux à faible taux de croissance. Pour la période 1950-62, 25 % du taux atteint est attribué au facteur travail, 14 % au capital et 61 % à « l'amélioration de la productivité » (6). Dans ce dernier élément, l'amélioration dans l'allocation des ressources liée à la contraction du secteur agricole, et la multiplication des économies de grande dimension jouent un rôle important. Citons enfin « le progrès dans les connaissances » qui contribue pour environ 25 % de la croissance.

Une comparaison plus générale entre les Etats-Unis et les Six de la C.E.E. auxquels s'ajoute la Grande-Bretagne, permet à E. Denison de formuler les conclusions suivantes (7).

1. Après l'Allemagne, ce sont les Etats-Unis qui ont connu l'accroissement d'emploi le plus rapide entre 1950 et 1962. La meilleure éducation des travailleurs, source d'une productivité accrue, a été la plus forte aux Etats-Unis (contribution de 0,5 % au taux de croissance) qui sont suivis par la Belgique et l'Italie (0,4 %), la France et la Grande-Bretagne (0,3 %), la Hollande (0,2 %) et l'Allemagne (0,1 %). Au total, l'accroissement quantitatif et qualitatif dans le facteur travail a davantage contribué (1,1 %) à la croissance américaine que dans les autres pays.
2. Les diverses formes du capital ont globalement contribué pour 0,8 % tant à la croissance américaine qu'europpéenne. La contribution est relativement plus forte en Allemagne et en Hollande, qu'en Belgique et en Grande-Bretagne.
3. Si la croissance ne dépendait que des augmentations

(4) Soit, dans la fonction, le terme résiduel —

(5) Denison, E. et Poullier, J.P., Why Growth Rates Differ, The Brookings Institution, Washington, 1967.

(6) C'est-à-dire la production par unité de facteur employé.

(7) Voir aussi Denison, E., « Source of Postwar Growth in Nine Western Countries », American Economic Review, mai 1967, no 2.

des facteurs de production traditionnels (8), les taux de croissance, entre 1950 et 1962, auraient été les suivants : 2,8 pour l'Allemagne, 2 pour les Etats-Unis, 1,9 pour la Hollande, 1,7 pour l'Italie, 1,2 pour la France et la Belgique, 1,1 pour la Grande-Bretagne. Très heureusement, d'autres phénomènes ont joué. Le premier est la réallocation des ressources, des secteurs peu productifs vers les secteurs plus productifs. Il y a notamment eu contraction du secteur agricole (de 30 à 47 % de l'emploi en Europe), contraction du secteur des petits indépendants (non agricoles) et réduction des barrières au commerce international. Les contributions combinées des trois aspects aux taux de croissance sont respectivement de 0,1 pour la Grande-Bretagne, 0,3 pour les U.S.A., 0,5 pour la Belgique, 0,6 pour la Hollande, 1 pour la France et l'Allemagne, 1,4 pour l'Italie.

4. Après déduction de l'apport de ces divers facteurs, il subsiste encore un résidu. Ce résidu est considéré comme pouvant être imputé à la croissance des connaissances en général. Or, celui-ci n'est pas supérieur dans le cas européen comparé au cas américain (environ 0,75 de part et d'autre) ; il n'y aurait donc pas de « rattrapage » européen en ce domaine.

Aussi, alors que la croissance américaine, quoique plus lente, serait due avant tout à un aspect qualitatif qu'est le progrès des connaissances et de l'éducation, la croissance européenne plus rapide serait avant tout imputable à une réallocation des ressources entre secteurs et activités.

Comme le souligne l'auteur : « Quoique la plupart des pays européens ont réalisé des taux de croissance supérieurs à celui des Etats-Unis, ce n'est pas parce qu'ils ont fait davantage pour croître... mais seulement parce qu'ils opéraient dans un environnement différent. »

A long terme, cela signifierait que *les causes de la croissance américaine, parce que plus fondamentales, seraient appelées à se maintenir, alors que les causes en Europe tendraient à disparaître, une fois les ajustements réalisés.*

Notre conclusion politique est dès lors claire ; si nous souhaitons combler l'écart entre les niveaux de vie américain et européen, il faut agir au plus tôt sur les facteurs qualitatifs de la croissance, c'est-à-dire l'éducation, la recherche scientifique et technologique. Mais ces facteurs sont encore mal identifiés et leurs mécanismes profonds mal connus ; il en résulte l'intérêt des études théoriques et empiriques qui cherchent à appréhender la nature de ces phénomènes.

II. — DISPARITES DE LA CROISSANCE

La croissance n'est pas un gonflement progressif des diverses activités qui conserveraient leur importance relative. *Une économie ne peut grandir sans se déformer* (9). Il y a en effet destruction des éléments vieillis et création d'éléments neufs, déclin de certaines branches et épanouissement de nouveaux secteurs, modification des goûts du consommateur, migration des ruraux vers les villes, transferts incessants des travailleurs, allant d'activités moins productives vers les activités plus productives, d'un état de faible qualification à des états de qualification supérieure.

Ainsi, entre 1958 et 1967, les tendances sectorielles suivantes se sont manifestées en Europe :

— déclin relatif de l'agriculture dans tous les pays ;

(8) ... et si les pays travaillent à rendements constants !

(9) ... contrairement au fameux modèle de J. von Neuman.

— augmentation de la part de l'industrie au Luxembourg, en Italie et (faiblement) en Belgique ; diminution en Allemagne et stabilisation en France et aux Pays-Bas (10) ;

— rapprochement tendanciel des structures économiques des Six, au niveau des trois grands secteurs « qui marquent néanmoins encore des écarts assez nets, dont les plus importants sont la part encore élevée de l'agriculture en Italie, la part importante des services en Belgique » (11).

Selon la plupart des précisions, il est estimé que :

— le secteur primaire sera réduit à un très faible niveau d'activité ;

— les secteurs industriels auront tendance à stabiliser leur importance relative dans l'activité économique, tandis que joueront des substitutions à l'intérieur du secteur : à côté du progrès de la chimie, de l'énergie, de la construction, il y aura régression de la sidérurgie, de l'alimentation... ;

— les secteurs tertiaires seront en progrès incontestables, portant surtout sur les services bancaires et financiers, les assurances, le tourisme, la distribution...

Si l'optique des dépenses est adoptée, il apparaît également que la structure s'est modifiée entre 1958 et 1967. La formation brute de capital fixe a connu une progression dans tous les pays du Marché commun, sauf aux Pays-Bas et en Italie ; les points forts sont le secteur du bâtiment et des travaux publics. La consommation publique s'est accrue partout en termes relatifs, sauf en France et au Luxembourg. La consommation privée par contre s'est réduite en termes relatifs dans tous les pays. Parmi les composants, citons la diminution relative des dépenses alimentaires et d'habillement, l'augmentation relative des dépenses pour combustibles et éclairages, pour transports et communication, pour soins personnels.

Enfin les exportations, tant intra qu'extra-communautaires, ont connu une importante expansion.

Les prévisions confirment l'augmentation relative des dépenses privées dans les domaines de l'hygiène et de la santé, des transports et communications, de la culture et des loisirs ; par contre, la consommation privée diminuera dans les secteurs de l'alimentation (12), de l'habillement et se stabilisera dans le secteur de la construction. La contrepartie sera une expansion de la part des dépenses publiques dans la production nationale, surtout dans l'enseignement et la culture, l'organisation des transports, l'urbanisme, la lutte contre la pollution (13).

Semblables évolutions ne sont pas toutes irréversibles et posent la question de leur acceptation. Il est notam-

(10) Cf. Comptes nationaux 1958-1967, Bureau de statistiques des Communautés européennes, 1968, partie I.

(11) Voir Maillat, P. et alii, L'économie de la C.E.E., Strey, 1968, p. 372.

(12) En Belgique, les dépenses privées, en pourcent du revenu national, connaîtraient l'évolution suivante :

Année	Nourriture	Habillement	Logement	Soins de santé	Transp. et communitat.	Culture et loisirs
1965	31,2	9,7	29	7,1	9	8,4
1985	21,6	9	26,6	10,8	12,6	12,4

(13) Voir notamment, Réflexions pour 1985, la Documentation française, 1964, et Choix pour l'an 2000, op. cit.

ment essentiel de prendre conscience des tensions sociales et psychologiques qu'elles engendrent. Il en est ainsi de la répartition entre consommation privée et consommation collective, celle-ci étant liée à la pression fiscale, de la cohérence entre consommation privée et équipements collectifs qu'elle implique, de l'allocation entre la consommation présente et la consommation future.

III. — CROISSANCE ET CONFLITS D'OBJECTIFS

Parmi les objectifs poursuivis par les pays industrialisés, se rangent : le plein emploi, la stabilité des prix, une équitable distribution des revenus, une croissance soutenue et un équilibre de la balance des paiements.

Or, entre ces objectifs, des conflits surgissent. C'est au pouvoir démocratique d'établir la hiérarchie et la pondération que souhaite la collectivité.

Ainsi, il paraît à première vue qu'une croissance économique rapide est favorable à la distribution des revenus car il est plus aisé de partager un surplus que des ressources déjà existantes, c'est-à-dire de donner davantage, sans revenir sur la situation de chacun (14). Pourtant, il existe de sérieuses difficultés.

Selon ce qu'on pourrait appeler une « nouvelle loi d'airain », les fruits de la croissance tendront spontanément à se répartir de façon très inégale, renforçant la position des groupes sociaux les plus favorisés et élargissant l'éventail des revenus. Dans la mesure où les catégories socio-professionnelles et les régions les moins avantagées seront de plus en plus minorisées, elles risquent en outre d'avoir un poids politique de plus en plus faible. « Ni les vieux, ni les handicapés, ni l'enfance moralement abandonnée n'organiseront des grèves ou de grandes manifestations » (15).

Le conflit spontané entre la stabilité des prix et la croissance est tout aussi réel. En présence d'une demande globale en expansion, il paraît à première vue plus aisé de maintenir la stabilité des prix dans le cas d'une offre grandissant à un même rythme. Mais le problème surgit lorsque la croissance maximum est recherchée ; une politique qui assure la pleine utilisation de l'équipement productif pour maintenir un taux élevé de croissance devra sacrifier à la stabilité des prix. En général, une croissance importante et soutenue est accompagnée d'une hausse des prix qui débouche sur l'inflation.

Soulignons aussi le conflit entre croissance et plein emploi. A nouveau, il est certain qu'à travers les débouchés que crée une économie en expansion, l'emploi a des chances d'être assuré. Mais par contre, l'incessante réallocation des ressources entre professions et entre régions requise par une économie dynamique est source de diverses formes de chômage, technologique, structurel, frictionnel, et d'une insécurité de l'emploi. C'est le dilemme bien connu entre la sécurité et l'efficacité.

Enfin, l'équilibre de la balance des paiements risque d'être d'autant plus précaire que la dépendance est accrue vis-à-vis des fournitures et des débouchés étrangers.

En conclusion, il est clair qu'un *taux de croissance élevé peut coïncider avec de graves inégalités dans la distribution des revenus et entre les régions, avec un important chômage, une inflation persistante, un déséquilibre dans les relations internationales*. Ce ne sera que

(14) En termes techniques, l'économie en croissance n'est pas un « jeu à somme nulle », car chaque partenaire peut obtenir davantage sans devoir le soustraire à autrui.

(15) Belgique 1970, op. cit., p. 80.

Face aux contraintes de la croissance, préserver la qualité de la vie...

par un ensemble cohérent de politiques que la convergence des divers objectifs a une chance d'être réalisée.

IV. — COUTS SOCIAUX DE LA CROISSANCE

L'homme de demain sera confronté à deux types de changements :

- les « tendances lourdes » qui s'expriment par des différences de degré vis-à-vis de la situation existante : expansion démographique, développement de la motorisation et de l'urbanisation (16), rareté croissante des espaces verts, de l'eau douce et de l'air non pollué...
- les « faits porteurs d'avenir » qui ne s'expriment pas par des différences car il s'agit d'innovations non comparables à ce qui existe : nouveaux types de techniques, de produits et de consommations, nouvelles attitudes sociologiques (17).

S'il est malaisé de rencontrer dès aujourd'hui les problèmes que posera la seconde catégorie d'événe-

(16) Pour H. Kahn, les trois quarts des Américains de l'an 2000 vivront dans des zones urbanisées dont trois pôles rassembleront la moitié de la population : Boswash (aire Boston-Washington avec 1/4 de la population), Chippitts (aire Chicago-Pittsburgh avec 1/8 de la population), Sansan (aire de la côte Pacifique, de Santa Barbara à San Diego, avec 1/6 de la population) ; H. Kahn et A. Wiener, *The Year 2000*, New York, 1967.

(17) Voir *Réflexions pour 1985*, op. cit.

ments, le premier type requiert notre intervention. A travers ces tendances, surgit en effet l'écart possible entre une croissance rapide et un réel progrès humain.

J.K. Galbraith illustre la question lorsqu'il écrit : « La famille qui sort faire un tour dans sa voiture rutilante, climatisée, à direction assistée et à changement de vitesse automatique, traverse des villes mal pavées, rendues sordides par des débris, des maisons délabrées, des panneaux d'affichage et des poteaux pour des fils que l'on aurait dû faire passer sous terre depuis longtemps. Elle se rend à la campagne où l'art publicitaire a rendu le paysage en grande partie invisible. Les produits qui sont l'objet de cette publicité ont une priorité absolue dans le système des valeurs. Par conséquent, les considérations d'ordre esthétique passent au second plan... Notre famille pique-nique ensuite avec des provisions luxueusement empaquetées, apportées dans une glacière portative, et s'installe au bord d'une rivière aux eaux souillées. Elle termine la soirée dans un parc qui représente un danger public pour la santé et la morale. Allongés sur des matelas pneumatiques, sous leur tente de nylon, dans la puanteur des ordures en décomposition, les uns et les autres songeront peut-être vaguement, avant de sombrer dans le sommeil, au caractère étrangement inégal des bienfaits qui leur sont accordés » (18).

Dans la même ligne de réflexion, E. Mishan, un économiste britannique, s'interroge : « Tous nos leaders politiques ont visé les Etats-Unis et tous semblent avoir retenu les mauvaises choses. Ils ont été impressionnés par l'organisation efficace de l'industrie, la productivité élevée, l'étendue de l'automation, par l'avion, les deux yachts, les trois voitures et les quatre télévisions d'une famille. La sauvagerie grandissante du milieu suburbain, la quasi-paralysie du trafic, le mélange d'agitation folle et de désolation dans les villes, un sentiment de désespoir spirituel à peine atténué par le rythme trépidant de l'existence, de tels phénomènes qui ne sont pas immédiatement qualifiables et qui n'ont pas d'impact discernable sur les réserves d'or, ne sont évidemment pas considérés comme étant à l'ordre du jour » (19). L'auteur conclut par ce paradoxe : « La conclusion générale de l'étude est que la poursuite continue de la croissance économique par les sociétés occidentales a plus de chance au total de réduire, et non d'augmenter, le bien-être social » (20).

Sous le ton excessif, transparait l'angoisse devant l'écart entre l'expansion du P.N. et l'évolution réelle des conditions de vie. Or, la croissance n'est évidemment pas une fin en soi. Pour apprécier la valeur de la croissance, il faut en examiner soigneusement les fruits. Il faut notamment tenir compte de la qualité des coûts provoqués, comme de la totalité des bénéfices apportés.

Mais une analyse coûts-bénéfices des effets de la croissance est bien malaisée. Elle devrait notamment inclure ce que les économistes appellent les « effets externes » : les altérations du milieu au sens large, la congestion grandissante des centres urbains, la dégradation de la faune et de la flore (21), la pollution de l'air et de l'eau, un environnement de plus en plus dominé par l'impératif industriel, l'influence corrosive

(18) Galbraith, J.K., *L'ère de l'opulence*, Calman-Lévy, 1961, p. 237.

(19) Mishan, E., *The Costs of Economic Growth*, London, 1967, p. 7.

(20) *Op. cit.*, p. 171.

(21) *Aux Etats-Unis, on estime que la forêt, il y a 400 ans, couvrait 170 millions d'hectares. Il en reste 8 millions. Il y avait 1.100 variétés d'arbres, il en reste 262 !*

de la publicité, les incohérences entre productions privées et productions publiques (automobiles sans autoroute ni parking, habitat sans infrastructure...), tous ces phénomènes devraient être comptabilisés.

Par malheur, une économie de marché ne se préoccupe que des demandes positives et solvables. Le mécanisme des prix n'exprime donc pas la totalité des choix des individus. Ainsi, lorsqu'il n'y a pas de traduction monétaire d'un intérêt ou d'un besoin en prix de marché, le système économique s'abstiendra de l'enregistrer comme une demande. Des valeurs comme la beauté du site ou la propreté d'une agglomération ne sont pas spontanément respectées. Le marché ne connaît pas davantage de procédure pour empêcher la production de biens moralement nuisibles. Dès cet instant, une intervention institutionnelle est souhaitable.

V. — MAITRISER LA CROISSANCE

Malgré le scepticisme de certains à l'égard des vertus de la croissance, il existe aujourd'hui un déterminisme social tel, que cet objectif s'impose à toute collectivité.

Au niveau des Etats, la nécessité d'employer une main-d'œuvre que gonfle l'essor démographique suppose une expansion de la demande globale. En outre, des aspirations et des besoins (éducation, loisir, santé) ne sont pas encore aujourd'hui satisfaits ; une croissance générale paraît apte à mieux y répondre qu'une redistribution des revenus. Ensuite, à mesure que la société s'enrichit, elle engendre de nouveaux besoins qu'amplifie et que multiplie l'action des producteurs privés. Enfin, la concurrence internationale entre nations empêche qu'un pays puisse prendre du retard sur le développement des autres, sans mettre en cause son rôle économique, et donc son rôle politique (22).

Un ultime motif, qui devrait sans doute être déterminant, est le « scandale du sous-développement ». Non seulement, l'écart entre pays pauvres et pays riches est énorme, mais il grandit. La redistribution mondiale des fruits de la croissance justifierait sans doute moralement la poursuite de notre expansion.

Par malheur, la réalité est exactement inverse. De même que la croissance, en l'absence d'une politique nationale des revenus, tendrait à élargir les disparités nationales, ainsi, en l'absence d'une redistribution mondiale significative, tend-elle à provoquer des inégalités grandissantes entre nations. Il serait dès lors malhonnête d'essayer de justifier la poursuite de cet objectif, comme étant le moyen de répondre aux besoins du tiers monde. Les raisons précédentes, avec tout ce qu'elles comportent d'égoïsme, sont les véritables moteurs. Nous voulons croître, non pour alimenter les pays pauvres, mais pour arriver à écouler une production excédentaire et de plus en plus détachée des nécessités vitales.

Qu'on s'en réjouisse ou non, la « volonté de croissance » est ainsi ancrée dans la société : il est à tout le moins essentiel que cette volonté soit éclairée.

Une réflexion politique sur l'avenir éloigné pourrait fournir trois types d'enseignement (23).

(22) *Soulignons aussi que dans une perspective de longue période, le progrès technique est autant le résultat que la cause de la croissance. Renoncer à la croissance aboutirait à l'incapacité d'améliorer les techniques et la qualité de la main-d'œuvre qui sont liées au volume des quantités produites. Cette idée a été formalisée dans les modèles récents de progrès technique induit (learning by doing).*

(23) Stoleru L., *L'équilibre et la croissance économique*, Dunod, 1969, p. 535.

- L'identification de situations futures *non désirables*, ce qui amène à définir les mesures de prévention propres à les éviter ou à en diminuer l'acuité. Exemples : surpopulation, encombrements...
- L'identification d'évolutions *irréversibles* (par opposition au cas précédent où l'évolution est jugée réversible) qui font naître des problèmes d'adaptation. Exemple : la survie de 90 % de la population jusqu'à 90 ans.
- L'identification d'objectifs *désirables* dont la réalisation éventuelle serait étalée sur une longue période. Exemple : l'égalisation des chances de promotion sociale parmi les jeunes de toutes classes (24).

Cette réflexion permettrait en outre de constater qu'il n'y a pas une politique de croissance mais un nouvel éclairage de toutes les politiques, dans une perspective de croissance.

1. — Ainsi la croissance repose sur les politiques monétaires et financières traditionnelles ; il importe, pour favoriser l'expansion, d'assurer une liquidité suffisante de l'économie et de mettre en œuvre les structures financières nécessaires pour le développement à long terme ; il est aussi requis d'assurer une structure de l'impôt et une politique de dépenses publiques qui maintiennent l'équilibre entre le secteur privé et le besoin en équipements collectifs : des impôts trop élevés freinent l'esprit d'entreprise et annihilent la propension à épargner ; dans la mesure où les imperfections des pouvoirs publics sont supérieures aux imperfections du marché, une méfiance vis-à-vis des objectifs publics est souvent fondée.

Parmi les moyens d'y remédier, se situent la décentralisation et le rapprochement de la recette par rapport à l'objet auquel elle sera affectée.

La croissance est aussi liée à la politique des revenus. Si l'on veut répartir de façon « égalitaire » les revenus engendrés par la croissance, on remet en cause certaines possibilités de la croissance elle-même. « Le choix n'est pas de savoir si, pour un taux de croissance national de 5 %, on corrige ou non les inégalités de salaire, mais de savoir si on accepte la croissance du taux de 5 % telle qu'elle est, avec ses injustices, ou si on lui préfère une croissance « équitable », mais très probablement moins rapide » (25).

Elle sera moins rapide car une politique des revenus risque de fausser les variables « profit », « prix » et « salaire » dont les niveaux relatifs sont des indicateurs de sélection et des incitations aux adaptations dans le sens d'une plus grande productivité. La politique des revenus a donc le rôle délicat de réaliser un compromis entre l'équitable et l'efficace.

Elle a aussi un rôle global, en ce sens qu'elle doit empêcher que la hausse des revenus ne soit prolongée au-delà de ce qui est permis par la productivité. Elle est donc un moyen de lutter contre l'inflation.

La politique sociale est aussi déterminante pour la croissance dans la mesure où elle est appelée à établir la durée future du travail et du loisir, les classes d'âges au travail, la répartition entre salaire direct et indirect...

2. — La croissance est également fonction de l'action sur les facteurs qui la conditionnent. Si l'accumulation du capital est une condition nécessaire de l'expansion, elle risque d'aboutir à des investissements de moins en

moins rentables : la productivité marginale du capital sera décroissante.

Ce qui permet au contraire de maintenir le rythme de la croissance, c'est la modification *qualitative* des facteurs d'expansion : « une technologie plus avancée, un équipement plus moderne, un travail plus qualifié permettent d'accéder à des taux de croissance supérieurs à ce qu'on aurait imaginé il y a un quart de siècle » (26).

Il en résulte que la recherche scientifique et technique devient le ferment par excellence de la croissance. Les pouvoirs publics ont dès lors la tâche de la promouvoir en y consacrant une fraction importante du produit national. Pour être efficace, cet effort doit se situer au niveau européen. Les industries nucléaires, aérospatiales ou d'ordinateurs requièrent le plus souvent des crédits ou des commandes de nature publique que seule une concertation européenne pourra offrir.

Elargissant la politique de recherche, une politique de développement du « capital humain » doit se poursuivre à travers les dépenses d'éducation et de formation professionnelle.

3. — Le rôle des pouvoirs publics est encore plus exigeant que ne l'indiquent les réflexions précédentes.

Confrontée aux coûts sociaux de la croissance, la société doit en effet protéger ses richesses immatérielles.

Ainsi, une politique européenne d'aménagement du territoire est indispensable. La constitution des grands équipements de loisirs, tels les parcs publics, les réserves naturelles, les stations touristiques, implique une politique de réserves foncières et d'acquisition de sites au profit de la collectivité (27). Le souci esthétique est loin d'être rencontré dans le secteur public et les équipements collectifs. Il faudrait notamment veiller à ce que, dans les travaux publics ou les aménagements urbains, une fraction de la dépense soit affectée à cet aspect esthétique (28).

Que dire aussi de la politique des transports, du logement, des loisirs, de la culture...

L'interdépendance générale des multiples facettes de l'évolution souligne finalement la nécessité de constituer, auprès ou parmi les instances responsables, nationales et européennes, des « groupes de prospective » capables d'éclairer le futur de notre société et d'assurer une certaine coordination entre les stratégies de court et de long terme. Semblables « groupes de prospective » devraient se retrouver au-delà des divergences idéologiques des partis, afin de définir ensemble les grandes options de l'avenir.

L'appréhension d'un futur éloigné, par les représentants de toute la collectivité, est en effet indispensable pour orienter la croissance dans les voies désirées et pour préserver la société d'une évolution déséquilibrée.

Les droits que revendiqueront les hommes de 1980 seront sans doute moins des droits au travail ou à la sécurité sociale, que le droit à la beauté, le droit à la vérité, le droit à la vie privée, le droit à la paix. Dans la mesure où l'Europe répondra positivement à ces exigences, elle sera, non pas l'Amérique d'aujourd'hui, mais une Communauté plus désirable parce que plus humaine.

Alex JACQUEMIN ■

(24) Soulignons l'ambiguïté des mots « désirable » et « non désirable » : l'échelle de valeurs de nos descendants ne sera sans doute pas la même que la nôtre et infléchir l'évolution vers un certain type de société est donc présomptueux !

(25) Stoleru, L., op. cit., p. 563.

(26) Masse, P., L'expansion, chance de notre temps, La Nef, n° 15, 1963.

(27) Réflexions pour 1985, op. cit., p. 61.

(28) Réflexions pour 1985, op. cit., p. 88, qui évoque la législation allemande.

ESPAGNE :

Deux prêtres basques parlent

Le 2 juin dernier, neuf prêtres basques étaient incarcérés à la prison de Zamora. Quel délit avaient-ils commis ? Ils avaient l'an dernier, au cours de plusieurs sermons, affirmé leur solidarité avec les cinq prêtres qui, pour protester contre les mauvais traitements infligés aux prisonniers politiques, s'étaient enfermés dans l'évêché de Bilbao et avaient fait la grève de la faim ; acte de « subversion » qui, à l'époque, avait été sanctionné par 10 et 12 ans de prison. Dans le cas présent, les neuf accusés ont refusé de comparaître devant un tribunal militaire, soutenant que seul un tribunal ecclésiastique pouvait les juger ; de ce fait, ils ont été condamnés d'office, sans jugement, à des peines de plusieurs mois de prison. Et il faut ajouter que, depuis 1936, il est peu de familles basques qui n'aient vu l'un des siens arrêté et condamné par les autorités franquistes.

C'est sur cette toile de fond que s'inscrit l'entretien que France-Forum a obtenu de deux prêtres basques espagnols, réfugiés en France depuis plus d'un an. Ils ont trente ans et ils poursuivent actuellement des études de sociologie. Pour des raisons bien compréhensibles de sécurité, ces prêtres ont préféré conserver l'anonymat.

La situation actuelle en Espagne, et plus particulièrement la situation de l'Eglise dans ce pays, confèrent aux propos tenus, dont nous laissons à leurs auteurs l'entière responsabilité, un caractère sans doute excessif. Mais nous avons pensé qu'il était indispensable de verser ce document au dossier, et de la crise de l'Eglise, et du problème espagnol proprement dit.

Q. — *Il y a un peu plus d'un an, vous aviez tous deux la charge d'une paroisse en Biskaïe. Précisons tout de suite que cette province constitue l'un des principaux foyers de lutte contre le régime franquiste, et que 35 de vos compagnons, 35 prêtres basques, sont actuellement sous les verrous. A priori, on peut se méprendre sur le sens de votre démarche, et considérer votre attitude comme une sorte d'abandon...*

R. — *Ecoutez, nous n'avons pas le droit d'être naïfs. Nous savons que ceux qui sont en prison sont écrasés, nous savons qu'ils ont été torturés et qu'il est très difficile de résister, lorsque l'on vous arrache les ongles ou que l'on vous place le cou, des heures durant, à quelques millimètres de la lame d'une scie électrique en marche. Nous savons d'autre part que les autorités prennent prétexte du moindre sermon pour nous arrêter, qu'il suffit de dénoncer la situation de nos compagnons incarcérés pour être accusé de crime contre l'Etat. Alors, nous avons préféré partir et poursuivre la lutte à l'étranger. L'un de nous deux a quitté l'Espagne clandestinement ; on avait perquisitionné chez lui ; la loi exige alors que, dans les cinq jours suivants, l'intéressé se présente devant le juge militaire, ce qui signifie automatiquement arrestation, jugement, prison. Dans ce court laps de temps, il a eu le courage de tout abandonner, paroisse, famille et amis. Quant à moi, après les événements de mai 1968, j'ai demandé à mon évêque l'autorisation d'aller étudier la théologie en France, ce qui m'a été légalement accordé.*

Q. — *Si vous deviez retourner en Espagne, quelles conséquences pourriez-vous craindre pour vous-mêmes ?*

R. — *Il n'en est pas question. Nous n'avons plus ni l'un ni l'autre la possibilité de revenir dans notre pays.*

L'un, parce que, dès l'instant où il y a eu convocation de la justice militaire, il peut à tout moment, même dans 50 ans, être jugé et condamné, s'il remet les pieds en Espagne. Quant à moi, j'ai eu l'occasion de voir les dossiers d'accusation de mes camarades arrêtés ; mon nom y figure, avec demande de jugement. Nous ne sommes malheureusement pas les seuls dans ce cas ; pour ne vous citer qu'un seul chiffre, dans le seul été 1969, 300 Basques se sont comme nous volontairement exilés, parce qu'ils étaient poursuivis par la police.

Q. — *De quoi êtes-vous exactement coupables aux yeux des autorités espagnoles ?*

R. — *En fait, tous ceux qui sont en prison, prêtres et ouvriers, comme nous-mêmes, avons commis le même crime : nous appartenons tous au Mouvement Libérateur du Pays Basque. Et c'est parce que nous avons refusé de taire la vérité, c'est parce que nous avons prononcé certains sermons, diffusé certains écrits et tracts, organisé des réunions de travail clandestines, que nous sommes tous coupables d'atteinte aux institutions, de propagande illégale et d'association illicite. Bien entendu, au moment du jugement, tous ces délits s'additionnent.*

Q. — *Vous venez à l'instant de mentionner le Mouvement Libérateur du Pays Basque espagnol. Qu'est-il exactement, pour mobiliser si durement les forces du régime franquiste ?*

R. — *Il faut savoir que le Pays Basque occupe une position toute particulière au sein de l'Espagne ; la volonté d'autonomie y est pratiquement une tradition.*

Pour le comprendre, un retour en arrière s'impose, un retour aux années de la guerre civile. En effet, dans les derniers mois du mouvement républicain de 1936, nous avons obtenu, comme les Catalans d'ailleurs, un gouvernement pratiquement autonome, doté notamment d'une force militaire propre et d'une représentation directe au Parlement de la République. Et puis, Franco a été nommé chef de l'Etat, et il a tout de suite fort bien compris la situation ; pour détruire tout sursaut d'indépendance chez nous, il s'est d'abord attaqué à notre langue ; les écoles basques ont été fermées ; la presse de langue basque a été éliminée ; la radio, la télévision, le cinéma ont été monopolisés ; une seule langue, la langue espagnole est officiellement reconnue. Dans l'administration, tout le personnel est recruté par le gouvernement de Madrid. Dans les usines, un seul syndicat, l'officiel, est reconnu et le moindre désordre est sévèrement réprimé. Bref, tout a été mis en œuvre pour détruire ce qui donne à notre vie sociale sa véritable personnalité, la culture et la langue basques.

Q. — *Est-ce que cet acharnement ne masque pas plutôt des préoccupations d'ordre économique, la volonté de tenir les rênes d'une des provinces les plus riches et les plus industrialisées d'Espagne.*

R. — C'est possible. Mais c'est à notre avis une erreur d'analyse. Car, d'une part, les capitalistes du Pays Basque apportent ouvertement leur aide économique à un régime qui défend leurs intérêts. D'autre part ce n'est pas la richesse de notre province qui constitue le fondement et l'arme numéro un de notre volonté d'indépendance. Cette arme, ce sont à la fois notre culture, notre histoire, nos coutumes ; et ce que nous voulons, c'est garder notre personnalité au sein de l'Espagne ; nous ne sommes pas forcément séparatistes ; nous nous considérons même comme espagnols, mais nous disons que le Pays Basque doit rester une nation parmi les nationalités espagnoles.

Q. — *Quels ont été les moyens mis en œuvre pour vous faire entendre ? ou plutôt comment se sont organisées, au Pays Basque, les forces d'opposition ?*

R. — Les débuts ont été difficiles, confus, en raison des divisions et du manque de stratégie commune. Ce n'est vraiment qu'en 1959 qu'un mouvement politique, l'ETA (Euskadi ta Askatasuna : Euskadi et Liberté) s'est dégagé, pour prendre la tête du combat et se fixer comme but primordial la libération culturelle du Pays Basque. La tactique de Franco a d'ailleurs changé à cette époque ; d'un côté, pour donner le change, on fait beaucoup de promesses au peuple basque ; on lâche un peu de lest, notamment en ce qui concerne la liberté de presse et la liberté religieuse. Mais de l'autre, on renforce la répression et les tortures.

Q. — *Quel est le rôle, quelle est la position du clergé basque dans cet affrontement ?*

R. — On peut dire que traditionnellement, et surtout depuis 1936, la position du clergé basque a été toujours « gauchisante » au sein de l'Eglise espagnole. Nous savons bien que, théoriquement, nous n'avons pas le droit de juger nos supérieurs. Mais l'Eglise en Espagne, ou plutôt la hiérarchie ecclésiastique, continue, à nos yeux, d'apporter un appui très important à l'ordre et aux autorités ; elle accepte l'ordre social établi ; elle

va même plus loin ; par son pouvoir moral sur les consciences, elle envahit toute la vie espagnole ; or, dans la mesure où l'ordre social n'est que la stratification d'injustices, nous, nous le refusons. Encore, s'il s'agissait d'un régime non chrétien... Mais la violation constante des droits de l'homme à laquelle nous assistons, se traduit, quand elle est le fait d'un régime officiellement catholique, appuyé par la majorité de la hiérarchie, par une perte de prestige de l'Eglise et par le scandale.

Q. — *Vous dites que la hiérarchie ecclésiastique se fait complice des pratiques du régime franquiste. Pourtant, je peux vous citer plusieurs occasions où elle a réagi ; en 1968, par exemple, trois évêques basques, Mgr Artola, Mgr Urteaga, Mgr Larranaga y Lasa, avaient envoyé une lettre ouverte aux gouverneurs civil et militaire de Guipuzcoa, pour condamner les mauvais traitements infligés aux prisonniers politiques. Récemment, l'évêque de Santander s'est élevé publiquement contre l'incarcération des 9 prêtres arrêtés le 2 juin dernier. Le pape Paul VI lui-même a prononcé un discours dans lequel il parlait du Biafra, du Vietnam et de l'Espagne, faisant diplomatiquement allusion à la situation du peuple basque.*

R. — C'est vrai. Mais il ne s'agit que d'une allusion, et ce que nous déplorons, c'est que le Vatican n'ait pas pris une position plus claire, plus ferme. En outre, si quelques évêques ont réagi ouvertement, combien n'ont ni eu ce courage, ni cette honnêteté. Pourtant, dès le début, tous les évêques du Pays Basque ont été informés de ce qui se passait dans les commissariats et dans les prisons. Ils ont reçu des témoignages signés par les victimes ; des prêtres et des laïcs ont fait la grève de la faim pour attirer leur attention. Mais en vain. Les évêques de Biskaïe et de San Sebastien ont refusé de se rendre à l'invitation des prisonniers qui leur demandaient de venir constater à la prison les marques laissées par la torture ; et, il y a environ six mois, les évêques de San Sebastien et de Bilbao ont publié une pastorale dans laquelle ils mettaient pratiquement en doute la véracité des témoignages reçus.

Q. — *Quelle est la teneur de ces témoignages ? En plus clair, quel est le mécanisme répressif du franquisme, actuellement ?*

R. — En fait, pour chaque cas, le processus est à peu près identique. Il y a d'abord filature : le régime dispose à cet effet d'une part d'un corps spécial, la Brigade d'investigation sociale, réparti dans les villes et les villages, et dont l'activité véritable est camouflée sous quelque fonction publique ou administrative, d'autre part de véritables mouchards, grassement appointés par le ministère de l'Intérieur, et qui, dans chaque localité, se chargent d'informer et de dénoncer. Nous-mêmes pouvons vous affirmer que, dans les mois qui ont précédé notre exil, nous n'avons cessé d'être « filés ». Ensuite, il y a l'arrestation et le commissariat de police ; c'est là que la police use de son arme suprême, la torture systématique ; elle lui a permis d'obtenir des noms, des renseignements, et d'emprisonner des centaines de Basques. En principe, la garde à vue est limitée à 72 heures ; mais si l'on n'obtient aucun aveu, on utilise un stratagème ; au bout de 72 heures, on relâche le prévenu dans la rue, pour l'arrêter à nouveau aussitôt après, et ainsi de suite. Quant aux tortures,

elles sont ignobles. Tout ce que nous pouvons dire, c'est qu'en la matière, le sergent Lopez, l'un des tortionnaires les plus tristement célèbres de la Brigade civile de San Sebastien, a fait « ses classes » en Allemagne dans un récent passé, et que beaucoup de nos camarades sont physiquement et moralement marqués à vie ; certains sont même devenus fous. Puis vient le jugement, et qui dit jugement, dit automatiquement condamnation. La procédure va vite, qu'elle soit « sommaire » ou « très sommaire », la plupart des jugements se fondant sur des aveux obtenus par la torture. La procédure sommaire relève des Tribunaux d'Ordre public, elle autorise la présence d'un défenseur librement choisi, mais que ne couvre aucune immunité. La seconde n'admet que des défenseurs militaires, soumis à la discipline de l'Armée, et ne disposant que de quatre heures pour étudier le dossier de leur client ; elle relève, elle, de la récente loi du terrorisme et du banditisme qui, depuis août 1968, assimile tout délit de propagande illégale ou d'association illicite à la rébellion. Pour donner un exemple de la dureté de ces tribunaux, disons qu'entre mai et octobre 1969, le seul tribunal militaire de Burgos a distribué 500 années de prison, soit une moyenne de 17 ans et 7 mois par accusé.

Q. — *Et la famille du condamné, subit-elle des pressions, des vexations, des privations ?*

R. — Sur le plan moral, elle reste souvent dans l'ignorance du sort du condamné. Si l'on vient aux nouvelles, les policiers affirment qu'il a changé de prison, ajoutant parfois cyniquement qu'il est en excellente santé, avec radio et chauffage dans sa cellule. Sur le plan matériel, nous connaissons des frères ou des sœurs de nos camarades qui n'ont jamais pu obtenir leur permis de conduire ou leur passeport. Enfin, nous savons que certains commerçants, parents de prisonniers, ont été menacés de ruine.

Q. — *Mais dans quelle mesure vous, prêtres, pouvez-vous participer au mouvement libérateur, sans l'alliance des mouvements politiques et syndicaux ?*

R. — Il est naturel qu'écrasés par les forces franquistes, nous regardions vers le socialisme, et c'est vrai que nous luttons de front avec les travailleurs, éventuellement même avec les communistes, pour une société plus juste. Notre participation se situe à plusieurs niveaux. Sur le plan culturel, on peut dire que les couvents et les séminaires ont été pendant longtemps le seul refuge de la langue basque et qu'ils abritent la plupart des revues de langue basque. Sur le plan de l'action, dès 1960, l'ensemble du clergé des quatre diocèses du Pays Basque, soit 339 prêtres, s'était mis d'accord pour se solidariser avec tous les opprimés, prêtres et laïcs. Malheureusement, cette unité s'est brisée, mais ceux qui ont décidé de poursuivre la lutte, et ils sont nombreux, ont mis sur pied un programme ; ce que nous voulons, c'est bâtir un christianisme dynamique, une Eglise qui soit force de progrès, non plus à partir de données théologiques, mais à partir de la réalité sociologique du Pays Basque ; dans ce but, il faut à notre avis créer une Eglise totalement communautaire, non hiérarchisée, où toute décision serait prise en commun. Certes, nous restons prêtres dans la communauté, mais nous sommes également des citoyens militants, et nous considérons notre engagement politique, notre volonté de prendre en main les commandes de la Cité comme un accomplissement légitime de notre personnalité.

Q. — *Cette volonté réformatrice est-elle, selon vous, dans l'Enseignement de Dieu ?*

R. — Nous ne voyons pas d'incompatibilité entre Celui-ci et celle-là. Pour plusieurs raisons ; c'est d'abord dans l'Évangile que nous puisons cette volonté de combattre l'oppression et d'aider les hommes ; si nous restons enfermés sur nous-mêmes, les fidèles nous tourneront le dos ; l'Église n'a pas le droit de pécher par omission, elle doit être présente, agissante. D'autre part, si nous luttons pour l'avènement d'une société socialiste, ce n'est pas pour n'importe quel socialisme ; il faut qu'avec tous les autres, travailleurs, paysans, intellectuels, nous cherchions une forme de socialisation qui n'écrase pas la personne humaine, qui ne lie pas socialisme et matérialisme. Enfin, il ne faut pas oublier que l'Église n'est pas seulement un pouvoir spirituel ; c'est aussi, à nos yeux et à travers notre expérience, un pouvoir politique et économique.

Q. — *Vous vous êtes donc fixé un double but ; d'une part vous voulez rénover l'Église, y instaurer une communauté fraternelle ; d'autre part, vous voulez vous engager dans des tâches temporelles pour créer une société plus juste, mais fondée sur les valeurs de la culture basque. Pour le moment, il faut bien l'avouer, vous êtes impitoyablement écrasés. Est-ce à dire qu'avec la disparition de Franco, vos espoirs pourraient devenir un jour réalité ?*

R. — Nous sommes persuadés qu'au-delà de Franco, les mêmes méthodes, le même système se perpétueront. Bien sûr, il y a chez nous des minorités qui bougent ; mais ce ne sont que des minorités ; et le peuple, dans son ensemble, n'est pas prêt ; il ne comprend pas bien l'enjeu ; il faut dire aussi que chez nous le niveau économique n'est guère élevé, et que le développement intellectuel est à sa mesure. Tout ce que nous pouvons faire dans l'immédiat, c'est continuer la lutte, réfléchir, informer et préserver notre culture.

Q. — *Ce qui est frappant, c'est, semble-t-il, l'absence de liaison et de solidarité entre le Mouvement Libérateur du Pays Basque et les organisations politiques et syndicales des autres provinces ? Car enfin, vous n'êtes pas les seuls à subir la répression franquiste ; à Madrid, à Barcelone, à Santiago, à Valence, à Oviedo, des Espagnols subissent un sort identique à celui des prisonniers basques. Pourquoi ce manque de cohésion ?*

R. — Mais nous l'avons déjà dit : la situation du Pays Basque est très particulière. On peut mesurer la force de la répression au nombre d'arrestations et à la lourdeur des peines infligées ; or, dans les autres provinces, elles sont beaucoup moins nombreuses, et les organisations d'opposition sont beaucoup plus divisées que chez nous. Bien sûr, il n'existe actuellement aucune stratégie d'ensemble ; en 1946, une tentative avait été faite dans ce sens ; toute l'opposition des peuples d'Espagne au gouvernement franquiste avait signé le pacte dit de « l'alliance nationale des forces démocratiques » ; ce pacte est resté lettre morte ; il y a trop d'individualités qui se heurtent, trop peu de volonté d'action commune. Il faut pourtant reconnaître un fait positif : le noyau d'Espagnols qui se refusent à rester passifs devant la dictature franquiste ne cesse de s'élargir ; les très nombreuses lettres d'intellectuels ou de professeurs en témoignent. Et c'est bien dans une meilleure information, en Espagne et à l'étranger, de ce qui se passe réellement dans les prisons espagnoles, que se situe dans un premier temps notre espoir.

LE VI^e PLAN

ou la difficulté de choisir

par Jean Flassans

L'ETE est propice à une réflexion dégagée de l'emprise du quotidien. Le débat sur le VI^e Plan a particulièrement besoin de cet exercice de décantation. Les quelques observations qui suivent ne visent à rien d'autre qu'à contribuer à rétablir des perspectives passablement brouillées par les discussions, voire la contestation, qu'ont soulevées les options discutées au Conseil Economique et votées par le Parlement en juin dernier.

Peut-on tenter un premier bilan ? Quels sont les problèmes en suspens les plus importants pour la seconde phase de préparation du VI^e Plan ?

Où en sommes-nous ? La question n'est pas inutile tant du point de vue du calendrier que (et surtout) de celui des problèmes de fond.

Du simple point de vue du calendrier, la préparation du VI^e Plan en est à la moitié de la course, le Sénat ayant voté le projet de loi le 26 juin. Le Gouvernement s'apprête à en tirer des directives qui seront remises au Commissaire général au Plan à la fin de juillet avec l'indication des enveloppes financières que chaque commission responsable d'une « fonction collective » (éducation, santé, action sociale...) pourra « consommer » sous forme de programmes d'équipement ou d'action. Les 26 Commissions de Modernisation reprendront leurs travaux en septembre — parallèlement aux instances régionales — pour les terminer en mars 1971, date à laquelle le Plan proprement dit entamera le circuit des consultations publiques, Conseil Economique et Social d'abord, Assemblée nationale et Sénat ensuite.

Proposer un bilan en ce qui concerne le fond est beaucoup plus difficile. Cette constatation n'est pas étonnante compte tenu de l'extrême confusion des idées, des intérêts et des passions qui animent notre société. Elle serait inquiétante si elle devait être faite à nouveau lors de la présentation du Plan proprement dit. On tentera ici, avec l'inévitable subjectivité d'un tel exercice, de dresser le tableau de l'actif et du passif. Si à l'actif peuvent figurer l'essentiel des intentions affichées ou perceptibles, l'ensemble des moyens proposés s'inscrit malheureusement au passif.

DES OBJECTIFS AMBITIEUX

On peut saisir les intentions à deux niveaux : celui des « ambitions nationales », et celui de la conception de la planification proposée par le rapport du Gouvernement.

Les ambitions sont au nombre de trois.

D'abord, la compétitivité grâce à l'intensification du développement industriel. Ensuite la solidarité elle-même précisée par les « sous-options » suivantes : développer l'égalité des chances, essentiellement par l'enseignement et la formation proportionnelle, réduire les clivages sociaux, améliorer la situation des plus défavorisés (vieux, handicapés physiques et mentaux, travailleurs immigrés), aider les victimes des mutations structurelles, par la conversion professionnelle essentiellement ; mieux répartir les charges de solidarité, c'est-à-dire

« créer une société plus juste où chacun supporte en fonction de ses possibilités les coûts des transformations ». La troisième orientation est celle de l'amélioration du cadre de l'existence et vise tant les aspects quotidiens de l'existence (durée du travail, longueur des trajets urbains) que l'environnement naturel, la lutte contre les pollutions et la politique des loisirs. Les orientations s'appuient — ce qui est une innovation par rapport aux plans précédents — sur un diagnostic peu complaisant quant à l'état de notre économie, à celui des relations sociales dans notre pays, et aux « nuisances » de toutes sortes de la croissance économique (aggravation des disparités et des inégalités, pollutions et autres manifestations d'anti-progrès, etc.).

On voit bien ce que ces orientations ont de positif : c'est la première fois que la solidarité figure explicitement comme option d'un plan dans toute son ampleur, et le déroulement des débats a d'ailleurs clairement montré que cette option n'allait pas de soi. C'est aussi la première fois que la préoccupation de la « qualité de l'existence » quotidienne se manifeste avec autant d'ampleur.

Ce rappel paraît ramener à de justes proportions le débat dont certaines organisations ont fait un moment leur cheval de bataille, sur le sacrifice des aspects qualitatifs de la croissance à ses aspects quantitatifs marqués par la priorité donnée au développement industriel. Ce n'est pas au niveau des grandes orientations que l'on peut démontrer cette affirmation : la priorité au développement industriel est bien affirmée, mais elle découle de choix fondamentaux pour l'ouverture des frontières et la réalisation de la Communauté Européenne. Sauf à conquérir nos voisins ou à refermer nos frontières sur un socialisme national, on ne voit pas très bien comment il est possible d'envisager un type de croissance dont un des objectifs fondamentaux ne serait pas la compétitivité de l'économie, laquelle n'est accessible que par l'extension de nos exportations industrielles (celles de l'agriculture s'avérant ruineuses pour la collectivité, et celles des services ne paraissant pas susceptibles à moyen terme d'assurer une part majoritaire de nos échanges).

DES POLITIQUES DECEVANTES

En revanche, le débat porte sur les moyens respectifs mis au service de chacune de ces orientations. Sans entrer encore dans le détail, le rapport du Gouvernement devait indiquer avec suffisamment de précision pour rendre crédible le schéma proposé, l'orientation qu'il souhaitait voir donner aux politiques à mettre en œuvre. Or de ce point de vue les choix n'apparaissent pas avec netteté. Il semble qu'en fait les différentes étapes de la procédure de discussion des options a conduit le Gouvernement à reculer par rapport aux ambitions initiales ou aux propositions des experts.

D'un certain point de vue, la planification comme procédure concertée d'analyse des problèmes et d'exploration des solutions acceptables par les différents

groupes sociaux, a parfaitement rempli son rôle : la modification de l'appareil des Commissions a permis de donner tout leur poids aux problèmes de l'industrialisation certes, mais aussi à certains aspects concrets de la solidarité peu étudiés jusqu'à présent faute de cadre ad hoc (problèmes de l'action sociale pour lesquels a été créée une commission spéciale, appuyée sur des instances spécialisées dans l'étude des problèmes de la vieillesse, de l'adaptation et des handicapés, de la démographie, problèmes de la formation professionnelle et de l'évolution des qualifications, et de l'amélioration du cadre de vie, étude de la politique des loisirs, d'une politique de l'espace rural. La volonté d'aborder la politique de développement d'une manière synthétique, par grands problèmes et non par le biais du découpage des compétences administratives, est manifeste et a sans doute été efficace.

Le rapport de la Commission de l'Economie générale et du Financement, publié en annexe au Rapport du Gouvernement témoigne d'ailleurs de l'étendue des réflexions des membres des Commissions. Mais sa lecture révèle également fort clairement les limites assignées par les différents groupes et intérêts sociaux à leur participation aux politiques qui sous-tendent les options, acceptées dans leur principe. Le passage devant le Conseil Economique et Social a été fort décevant, en raison de l'impossibilité démontrée, une fois de plus, de cette assemblée à dégager un schéma d'ensemble cohérent, et de l'insignifiance de bien des amendements proposés. Mais cette déception me paraît tenir davantage à la structure interne du Conseil Economique plus qu'à la mauvaise volonté ou à l'absence d'esprit constructif de ses membres.

LES HESITATIONS GOUVERNEMENTALES

Le rapport soumis aux Assemblées donnait en tout cas une impression de flottement que de nombreux parlementaires ont ressentie avec un certain malaise, quelle que soit leur appartenance politique. Cette impression est due, semble-t-il, à ce que le gouvernement a sans doute modifié sa stratégie en cours de route sous la pression de la conjoncture politique et sociale. De ce fait, les choix n'apparaissent plus parce que l'on n'a pas voulu en faire réellement. Sans pouvoir procéder ici à une analyse détaillée, on ne peut pas en effet ne pas être frappé par quelques écarts évidents entre l'intention affichée et la politique correspondante proposée.

C'est le cas tout d'abord de la fameuse « industrialisation », dont l'ambition se ramène au choix d'un rythme de croissance à peine supérieur à celui qu'a connu notre économie pendant le V^e Plan (5,2 % par an en moyenne) : cette croissance ne peut valablement assurer le plein emploi que parce qu'elle est assortie à la prévision d'une baisse « tendancielle » de la durée du travail que rien ne garantit. La production industrielle croîtrait, certes, de 7,5 % par an, soit d'un point de plus que dans le passé : à défaut d'amélioration de la croissance globale il y aurait légère avance de l'industrie sur le reste. Mais il n'est rien proposé en matière de financement de cette industrialisation et le diagnostic présenté en tête du rapport précise que, sauf une intervention correctrice, les capitaux se détournent de plus en plus de l'industrie — moins rentable que les activités « protégées » de la concurrence étrangère (services, tourisme, équipement de stations de sports d'hiver, etc.). Or aucune amorce d'intervention correctrice n'est prévue.

Résistance discrète mais tenace d'institutions bancaires puissantes, et crainte un peu irraisonnée d'une

accélération « intolérable » des mutations professionnelles, ont eu raison de cette première ambition. Le Gouvernement n'a pas saisi l'occasion que lui offrait le Sénat d'envisager une croissance supérieure. En filigrane apparaissait la crainte de voir atteintes par la mutation les catégories sociales qui constituent précisément l'électorat de la majorité. Ainsi disparaissait peut-être l'occasion d'exploiter les marges de croissances créatrices du « surplus », qui, on le sait, fournit précisément les ressources additionnelles permettant de réaliser plus facilement des objectifs sociaux.

Encore fallait-il étayer ces objectifs et, là encore, le Gouvernement a cédé aux pressions contradictoires des intérêts. Ceci est particulièrement clair dans le domaine des dépenses de transfert. Ces dépenses tendent à augmenter plus rapidement que les ressources nationales : le choix véritable était — une fois établie la règle que la pression fiscale et parafiscale ne devait pas augmenter plus vite que la production intérieure brute — dans une modulation des dépenses financées par ces ressources fiscales. Cette modulation pouvait permettre un arbitrage entre les équipements collectifs et les dépenses sociales déclarées prioritaires, d'une part (vieux, familles, action sociale), et d'autre part, les subventions économiques (agriculteurs, entreprises publiques) et dépenses sociales pour lesquelles existaient des possibilités de trouver des financements complémentaires par un appel à la solidarité (augmentation des cotisations plus ou moins proportionnelles aux revenus — le fameux « déplafonnement », cotisations de résorption payées par les « gros » agriculteurs). Mais les choix n'ont pas été présentés de cette manière. On a jugé qu'il n'était possible de toucher ni aux subventions à l'agriculture (qui représentent déjà, en 1970, 10 % du budget de l'Etat!) ni à la progression des prestations sociales dont l'ensemble croîtra de 44 % entre 1971 et 1976 (contre 34 % pour la Production Intérieure Brute). A l'intérieur de celle-ci, on s'est résigné à espérer faire assez d'économies sur les dépenses de maladie — mais comment ? — pour financer une très modeste aide aux vieillards. Parti avec des propositions déjà peu sélectives, le Gouvernement a véritablement « limé » toutes les aspérités de son rapport à mesure des débats, en fait, la véritable discussion qui s'imposait sur la réforme d'ensemble d'un système de couverture des risques de maladie et d'organisation de la santé datant de 25 ans, a été reportée à la seconde phase des travaux du Plan.

Il en est résulté que les dépenses permettant d'améliorer le cadre d'existence — équipements collectifs et logement — ont bien constitué un solde, coïncé que l'on était entre le plafond de dépenses admissibles donné par l'application à la P.I.B. de 1975 du coefficient de pression fiscale à ne pas dépasser (40 %) et les dépenses de transfert que les résistances des groupes sociaux faisaient juger « intouchables » par un gouvernement frappé d'une étrange faiblesse. Cette faiblesse conduit à n'envisager les inflexions de politique sociale ou économique que comme des occasions d'ajouter des dépenses nouvelles à une masse existante à laquelle on ne touche pas plus qu'aux fameux « services votés » de la procédure budgétaire : il est clair dans ce cas qu'une société n'a alors le choix qu'entre deux solutions : l'immobilisme — en attendant une explosion — ou la bonne inflation — avec son cortège d'injustices. Il est significatif que le Gouvernement n'ait même pas osé saisir l'occasion — que lui offrait pourtant sa propre majorité avec assez d'insistance — d'accroître l'enveloppe d'équipements collectifs prévus — « parce que cela coûtait 4 milliards de francs en 1975 », c'est-à-dire

à peine 0,3 % de la P.I.B. de l'année 1975 — et d'augmenter de 15.000 le nombre des logements sociaux, fixé par lui à 315.000 pour l'année 1975 !

Il semble bien que la concertation se soit enlisée dans les calculs catégoriels les plus précis et les plus mesquins, secteur par secteur, sans jamais recevoir l'impulsion d'une volonté de « marchandage social » au plus haut niveau, appuyée sur un minimum d'imagination. Le souffle de la Nouvelle Société s'est manifestement éteint malgré les possibilités qu'offraient à une négociation d'ensemble fructueuse les travaux souvent remarquables des Commissions de Modernisation et du Commissariat Général au Plan. Une explication plausible pourrait être la suivante : le rapport du Commissariat Général au Plan a été présenté au Gouvernement en mars 1970 : or, c'est la période à partir de laquelle l'autorité du Gouvernement a été la plus fortement menacée : les routiers, Nicoud et les commerçants... Le Gouvernement a donc sans doute changé de stratégie. L'on se souvient que le Premier Ministre fit savoir à l'époque qu'il n'y aurait que très peu de chiffres dans le projet. Il semble bien que l'on ait cherché à présenter des alternatives — plutôt qu'à proposer des choix — et de manière combien prudente et allusive — et visé à faire prendre par le Conseil Economique et Social les responsabilités que le Gouvernement ne voulait pas assumer. Les égards subits que ce dernier témoigna à l'époque au Conseil — y compris par une visite du Premier Ministre — s'expliquent fort bien dans ce contexte.

Las ! Nous avons bien un volumineux rapport, bourré de jugements et de commentaires intéressants, nous savons qu'il existe une « machine » compétente pour l'étude des politiques, mais l'impression que l'on retire des « principales options » est que partout où une décision modifiait l'équilibre actuel des intérêts et des situations acquises, il n'y a pas eu de décision... sinon d'étudier la question dans la deuxième phase de préparation des options. Encore faudra-t-il s'assurer que, dans les « directives » que le Premier Ministre doit adresser avant la reprise des travaux des Commissions au Commissaire Général du Plan, figurent bien les mêmes têtes de chapitres...

LES LIMITES DE LA PLANIFICATION

De ces constatations deux conclusions me paraissent pouvoir être tirées. La première, relativement banale peut-être, est que notre pays est, dans l'état actuel des rapports de forces sociales et politiques, trop divisé — peut-être aussi trop peu formé au minimum de conscience économique, sinon simplement arithmétique — pour encourager un gouvernement dans la voie de réformes d'ensemble appuyées sur une « transparence » généralisée des phénomènes économiques et financiers. La vérité n'est supportée qu'à doses homéopathiques. La question est de savoir si l'élaboration d'un type de développement nouveau plus efficace et plus juste — pour ne pas parler d'un « modèle de civilisation » — est une utopie, ou si l'impossibilité de la faire ne résulte que de la faiblesse de l'actuel gouvernement. La réponse est plus difficile qu'il ne paraît. Nous sommes en effet dans une société profondément secouée, mais dont les différents éléments réagissent dans des contextes psychologiques très différents : les uns en sont encore à l'époque pré-industrielle — agriculteurs, commerçants et artisans, médecins — les autres vivent en plein les problèmes de la société industrielle — salariés, cadres — d'autres, étudiants, intellectuels, mais aussi nombre de cadres, paraissent déjà dans une société que l'on peut appeler « post-industrielle », imaginant déjà révolus les

problèmes posés par la rareté. Peut-on proposer à tous une Nouvelle Société ambitieuse ? Ne faut-il pas plutôt proposer surtout un mécanisme permettant à la société de faire une mutation avec le minimum d'injustice, en laissant derrière elle le minimum de « laissés pour compte », et de se borner à définir à très grands traits la société future à construire ? Sans chercher à répondre sur le fond pour l'instant, et me situant à cette période de mi-parcours de l'élaboration du plan, force est bien de constater que les options du plan n'ont pas été l'instrument de la Nouvelle Société. Question de style simplement ? Peut-être.

DES DIRECTIONS NOUVELLES

Cette première constatation conduit à une seconde série de réflexions, plus optimistes d'une certaine manière : pour les cinq ans qui viennent, s'il reste la possibilité d'infléchir le mouvement des choses, ce ne peut pas en être — sauf changements politiques qui ne sont pas en vue — que par des réformes coup par coup. Peut-être d'ailleurs convient-il d'admettre qu'un « modèle de développement » ne se décrète pas, et qu'il émerge progressivement d'une série de réformes et d'expériences localisées. C'est en tout cas la seule voie qui reste au plan pour demeurer efficace. Or, dans cette voie les conceptions et méthodes proposées par les planificateurs sont bien adaptées aux besoins : un certain nombre d'innovations ouvrent la voie à des possibilités concrètes d'évolution. Ceux-ci ont en effet modifié l'axe de leurs préoccupations : à la recherche d'une stricte cohérence se substitue un souci de sélectivité, qui implique le choix d'un nombre d'objectifs réduits mais mieux garantis. La conception de « programmes d'action » regroupant pour un objectif précis l'indication de l'ensemble des moyens à mettre en cause, équipements mais aussi moyens de fonctionnement — notamment personnel, réglementations nouvelles, réformes des modes de gestion, réformes institutionnelles — est en elle-même un gage d'efficacité par la possibilité qu'elle ouvre indirectement de remettre en cause la rigidité de l'administration avec ses « services votés », ses découpages dépassés, ses modes d'action traditionnels, ses règles d'annualité budgétaire. C'est la possibilité de tenter — coup par coup — de débloquer un des principaux freins à notre développement, et un des plus puissants facteurs de sclérose en se donnant les moyens d'agir sur des processus administratifs.

L'idée de généraliser les relations contractuelles entre l'Etat et ses partenaires — agglomérations, entreprises, agriculture — peut être également un puissant moyen de décentralisation de la décision.

Le problème est que ces programmes, ces contrats n'auront d'efficacité durable qu'autant qu'ils s'appuieront sur des réformes institutionnelles d'envergure, essentiellement, dans le partage territorial des compétences administratives, financières, fiscales, mais aussi dans l'organisation et la gestion administrative, en particulier budgétaire. Sans elles, ils ne seront que des exceptions ou la couverture nouvelle de modes d'action administrative traditionnels.

Le très grand service que notre planification peut rendre dans les dix-huit mois qui viennent, à tous ceux qui cherchent à faire évoluer notre société, est dans cette aptitude à démontrer par l'exemple la possibilité de changer les modes d'action et les relations de l'Etat et de ses principaux partenaires territoriaux, sociaux, économiques.

Encore y faut-il le support d'une volonté politique déterminée.

Jean FLASSANS ■

L'histoire aujourd'hui

par Dominique Borne

« **Q**UAND L'HISTOIRE serait inutile aux autres hommes, il faudrait la faire lire aux princes... Les histoires ne sont composées que des actions qui les occupent et tout semble y être fait pour leur usage. » (Bossuet, cité par Littré.)

Quand nos princes investissaient les places fortes, quelle meilleure lecture que l'histoire-bataille ? Nos princes devenus planificateurs, soucieux de croissance et de conjoncture économique, devraient lire le premier tome paru de l'Histoire économique et sociale de la France, pour leur usage, ils trouveront les courbes démographiques et les statistiques sérielles de l'histoire quantitative. Tant il est vrai que l'historien projette dans le passé les problèmes du présent quotidien.

UNE SYNTHÈSE :

Fernand Braudel et Ernest Labrousse ne sont pas par hasard les maîtres d'œuvre de cette nouvelle *Histoire économique et sociale de la France*. Ils sont l'un et l'autre à l'origine d'une conception neuve de l'histoire. Dès 1933, E. Labrousse publiait son « Esquisse du mouvement des prix et des revenus en France au XVIII^e siècle », en 1949, F. Braudel faisait paraître « la Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II ». Conception neuve d'un temps historique qui n'a pas toujours la même densité. L'Histoire n'est plus récit continu ; le temps long des structures et des permanences est disjoint (pour mieux retrouver le temps réel) de la conjoncture, des accidents. Histoire qui s'appuie sur toutes les possibilités de la recherche scientifique.

Fernand Braudel et Ernest Labrousse, avec l'impulsion de la Sixième Section des Hautes Etudes autour de la revue *les Annales*, ont formé des chercheurs, ont ouvert des voies nouvelles. La production historique française leur doit l'essentiel de sa vigueur. Que de préfaces de thèses reconnaissent implicitement ou de manière avouée cette double paternité !

Depuis une dizaine d'années, cette seconde génération est parvenue à maturité, les Le Goff, Chaunu, Vilar, Goubert, Le Roy Ladurie... et la liste pourrait être très longue, souvent spécialistes du Moyen Age, plus fréquemment des Temps Modernes (peut-être parce que la vieille structure se dérègle et qu'il est fascinant pour un observateur de la longue durée de voir se fissurer les permanences et se dessiner en filigrane les prémices d'un ordre nouveau). *Le Beauvaisis* de Pierre Goubert, *les Paysans du Languedoc* d'Emmanuel Le Roy Ladurie ont même eu (original destin pour une thèse) les honneurs de la publication en livre de poche.

Eprouvées au niveau régional, les méthodes se sont

révélées sûres, des domaines nouveaux ont été ouverts à la recherche historique : démographie d'Ancien Régime à partir des registres paroissiaux, étude des fortunes à partir des contrats de mariage et des actes de succession, évolution des prix fondés sur les mercuriales, croissance de la production agricole évaluée à l'aide de l'évolution des baux et des dîmes, etc... La climatologie elle-même est devenue une science auxiliaire de l'histoire.

Depuis *l'Histoire Economique de la France* d'Henri Sée, parue en 1939-41, aucun ouvrage de synthèse sur l'économie et la société française n'avait été publié. Le travail dirigé par F. Braudel et E. Labrousse vient donc à son heure.

Très vaste synthèse puisque quatre tomes sont annoncés couvrant l'histoire de la France depuis 1450. Le seul tome paru étudie la période 1660-1789, il compte 800 pages. Cette ampleur de l'œuvre permet non seulement de donner à un large public les résultats de recherches érudites souvent peu accessibles, mais de montrer les matériaux et les sources, de faire voir les méthodes d'analyse.

Nous n'allons pas rédiger une « critique » de cet ouvrage. Ecrites par les meilleurs spécialistes, ses conclusions sont incontestables dans l'état actuel de la recherche. Il est plus fructueux d'en examiner les méthodes et les ambitions, puis à travers un choix d'exemples de montrer dans le détail quelques résultats et les moyens employés pour y parvenir.

L'AMBITION D'UNE HISTOIRE TOTALE

Soit la période 1661-1789 ; le but ? étudier l'économie et la société. Une histoire traditionnelle présente Colbert, cherche à cerner le « colbertisme », multiplie les références à l'événement, aux décisions gouvernementales... La société ? Versailles, bien sûr !

Ouvrons *l'Histoire Economique et Sociale de la France* : il faut longtemps chercher les quelques lignes où la politique de Colbert est ramenée à sa vraie place, il faut renoncer à lire les habituelles descriptions des fastes et des misères de la Cour du Grand Roi. Ici, en feuilletant le livre : des courbes, des cartes et surtout des approches multiples ; une histoire patiente, une histoire attentive à toutes les voix, à tous les signes. La source n'est jamais l'événement mais la reconstitution de la durée à tous les niveaux et de l'histoire et du quotidien.

Etude avant tout de ce qui change peu, étude des permanences : la démographie, le nombre et comment il s'accroît, la famille et ses rythmes ; la vie paysanne : le paysan et sa terre, le paysan et son seigneur. Qui tient la terre ? qui la travaille ?

Mais il y a aussi le monde des villes et celui des

niveaux peu à peu confondus. L'historien devient un photographe disposant d'un « zoom » géant, toutes photos mêlées, il peut saisir l'homme qui n'a jamais cessé d'être l'unique objet de l'histoire, jamais il n'a été si présent que dans les sinuosités des courbes de famines et d'épidémies ; jamais il n'a été si présent que dans l'évolution du prix du blé.

L'économique a permis de replacer l'homme au centre de ses rythmes essentiels de vie, la quatrième partie de l'ouvrage n'est donc pas l'appendice rituel sur « la société ». Il ne faut pas attendre des auteurs des « scènes de la vie sociale », pittoresques et piquantes pour la pointe de la pyramide sociale, touchantes pour la base. La société ici : les rapports des hommes entre eux. Les liens sont-ils hiérarchiques et verticaux, selon les classiques schémas des relations d'homme à homme de la société féodale ? Ou bien au contraire peut-on déceler des liens horizontaux, des éventuelles prises de conscience de solidarité ? Qui est gagnant, qui est perdant si on fait le bilan de l'expansion économique ?

E. Labrousse enfin « en survol de l'ouvrage » rassemble, regroupe l'éparpillé, pose des problèmes, ouvre des voies.

On voit la composition d'ensemble : une symphonie, avec reprise des thèmes. Une succession d'approches, qui pourrait faire conclure au manque de cohérence, à une Histoire éclatée comme ces toiles cubistes des années 1910 ; mais, ici comme là, fragmentation est analyse, le modèle, celui de l'historien comme celui du peintre, vit et bouge. Une reconstruction d'un passé dont on ne perçoit que certains éléments, un « récit » lisse sans lacunes ni interrogations serait un leurre, pis une malhonnêteté. Il faut dans le détail apprécier prudenances et nuances des auteurs et aussi les règles impératives qu'ils se sont données : ne jamais glisser vers la synthèse globale sans montrer les divergences régionales, ne jamais échafauder mais donner à voir. Nous montrerons plus loin des exemples de ces recherches minutieuses, toujours attentives à l'individuel et au particulier.

Cette approche du temps vécu pose des problèmes qui dépassent l'historien (dont on peut regretter qu'il soit si rarement philosophe, alors que les philosophes ont construit à leur usage l'histoire qui leur convient). Fernand Braudel a recherché la collaboration des sociologues, mais le travail commun est difficile et chacun poursuit solitairement sa voie, armé de ses méthodes et de son vocabulaire.

Le problème est au niveau des permanences. Pourquoi évoluent-elles ? Comment passe-t-on d'une structure à une autre structure ? La période choisie est très éclairante. La deuxième moitié du XVIII^e siècle se présente ainsi : à un certain niveau on ne peut que conclure à la permanence, permanence paysanne, permanence des rapports sociaux, permanence des crises de sous-production agricole. Mais à un autre niveau que de signes ! Le plus fondamental peut-être et cela apparaît tout au long de l'œuvre est la prise de conscience de cette structure oppressive et paralysante. Des Physiocrates aux Cahiers de Doléances en passant par l'Encyclopédie, tout montre que l'état économique et social de la France est perçu et pas seulement dans quelques cercles lettrés de la capitale, l'analphabétisme régresse vite (et on peut regretter le survol un peu rapide de ces problèmes). Pour la première fois le souci statistique apparaît, compter pour mieux comprendre, et surtout compter pour produire plus et mieux. La prise de conscience est sentiment que le profit ne peut s'insérer dans le vieil ordre. Il faut libérer le blé captif,

Les commerçants

marchands où la pesanteur des structures est moindre. Les titres choisis sont significatifs : « la lente montée des structures capitalistes », « l'appel des marchés », « la réponse de l'industrie ».

Puis le ton change : « Nous voici maintenant, par excellence — après de lents changements de structures qu'accompagnent comme les préludes, comme les colorations d'une économie nouvelle — dans le monde emporté du mouvement » (page 325). Mouvement des prix, des productions, mouvement des revenus quand ils peuvent être évalués. Mouvements saisis à plusieurs niveaux : la fluctuation longue qui fait succéder au « tragique » XVII^e les bons prix agricoles et l'expansion industrielle du XVIII^e siècle, mais aussi le mouvement court. L'expansion globale du XVIII^e ne doit pas cacher les difficultés du temps quotidien, les chertés, les crises patiemment démontées par E. Labrousse, qui tout au long de l'ouvrage nous en fait sentir le poids : « Le blé reste l'aliment de vie, disputé avec fureur. Le cycle, le mouvement court, la courte variation globale demeure un temps essentiel et permanent de la vie économique d'autrefois » (page 416). « ... La catastrophe persiste au sein de l'expansion » (page 471). « La théâtrale régression du temps court permet à beaucoup de nier le progrès du temps long » (page 563).

Et l'historien créateur privilégié peut appréhender la multiplicité des temps vécus ; un vocabulaire parfois un peu encombrant risque de masquer la vraie richesse d'une telle méthode : les graphiques et les courbes ne doivent pas faire conclure à l'abstraction. Les images du réel sont patiemment assemblées, les différents

libérer le profit, permettre le progrès. Autre signe : les profiteurs de l'ancienne structure qu'on peut grouper simplement sous le nom de « rentiers du sol », sentent eux aussi que le vieux système s'effrite et ils s'y accrochent avec d'autant plus d'énergie (c'est ce qu'on a appelé la « réaction féodale »).

D'autres signes : l'apparition d'inclassables, qui ne peuvent être rangés au sein des Ordres traditionnels. Où placer ces fermiers aisés, ces hommes d'affaires de village, ces curés de plus en plus instruits et conscients alors que leur ordre traditionnel n'a pas évolué ? Et ces premiers techniciens, ébauche de nos modernes ingénieurs ? Ces ouvriers des manufactures qui ne sont plus dans le cadre des corporations et des métiers ? Ces hommes de lettres, ces artistes (trop peu étudiés dans l'ouvrage) qui ne savent quelle est leur place dans la société ?

Et encore dans un autre ordre de phénomène : Pierre Goubert décèle dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle les débuts de ce qui sera l'originalité de la démographie française du siècle suivant : un premier contrôle volontaire des naissances (et pas seulement dans les milieux libertins parisiens).

Les exemples (et surtout dans le domaine des pratiques économiques et industrielles) pourraient être multipliés et certains de ces signes pourraient être repérés à une époque plus lointaine.

Notons simplement ici quelques directions de recherche. Ces inclassables dont nous parlions plus haut ne sont-ils pas l'embryon d'une « classe bourgeoise », ceux qui, le plus profondément parce qu'ils y affrontent leur vie quotidienne, ont pris conscience de l'oppression du vicieux ordre ? Certes, et E. Labrousse le montre dans ses conclusions, le mental est en retard sur le social lui-même à la traîne des dynamismes économiques. Mais ceux qui ont compris qu'il n'y avait pas de place pour

eux dans le système vont dorénavant travailler à reconstruire un autre système dont ils seront les cadres et le moteur. « Au-delà de la maturité économique de la bourgeoisie s'affirme lentement, tardivement, la maturité de sa conscience sociale. De classe en soi, elle devient classe pour soi », écrit E. Labrousse dans les dernières lignes de l'ouvrage. La possible discussion sur l'antériorité du mental ou de l'économique serait assez vaine. L'essentiel est de voir que l'histoire se lit au niveau du temps long. E. Labrousse explique ainsi les dynamismes du XVIII^e siècle : « Inflation d'hommes, inflation d'or, dynamisme de l'espace, force spécifique du dynamisme urbain, infiltrations de dynamisme capitaliste » (page 707), et plus loin : « C'est au cours du temps long que la ville de la richesse et de l'indépendance a gagné la partie ; dans le temps long que la victoire du dynamisme industriel et, plus encore, du dynamisme commercial, a été sa victoire ; que le profit urbain a surclassé la rente foncière et accumulé les capitaux ; que dans la ville aux trésors où fermentent toutes les plus-values se sont rassemblées et multipliées les bourgeoisies » (page 739). Le temps long permet de comprendre les changements de structure, le temps court rend compte de la vie au niveau de l'événement et du quotidien. Et il faut lire encore E. Labrousse : les quelques pages consacrées aux événements de 1789 sont un modèle d'analyse et de méthode dans le maniement des différents temps de l'histoire, elles rendent singulièrement vaines et abstraites les traditionnelles recherches de causes. « En retard dans la longue période sur l'économique et le social, le mental reprend l'avantage dans la flambée de la courte période, dans l'énorme coup de chaleur de l'été 89, qui sort lui-même du climat économique, social, mental de tout un siècle. La conscience « explosée » du temps court va promouvoir avec une force incomparable la conscience imprégnée du temps long » (page 739).

UNE RECHERCHE PRÉCISE ET MINUTIEUSE

— *Démographie d'Ancien Régime.*

Jusqu'alors la recherche se fondait sur les évaluations d'époque, celles des premiers démographes, ou sur des documents fiscaux. Le monde des historiens était divisé : quels chiffres faut-il prendre au sérieux ? Quel est le coefficient à attribuer à chaque « feu » ? Les résultats obtenus étaient incertains et ne permettaient à aucun moment de prendre conscience des pratiques démographiques quotidiennes.

Depuis quelques années, les registres paroissiaux où (non sans erreurs ni lacunes) les curés d'Ancien Régime inscrivaient baptêmes, mariages et sépultures sont devenus une source essentielle. Une patiente méthode permet de reconstituer les familles, d'éliminer ainsi les migrants et de travailler à partir d'un groupe homogène. Ce travail a été accompli dans un assez grand nombre de régions pour que Pierre Goubert puisse nous donner une synthèse à peu près complète. Résumons : les filles se marient vers l'âge de 24 ans, les garçons de 27 à 30 ans (mariages adolescents, mariages de princes). Les intervalles entre les naissances sont de 20 à 30 mois. Ainsi quand le couple n'est pas désuni par la mort de l'un des conjoints, la femme ne pourra avoir que 8 enfants dans la meilleure des hypothèses. En réalité, il ne faut guère compter que 4 à 5 enfants en moyenne par couple et sur ce nombre la moitié seulement arrivera à l'âge du mariage.

Louis XIV régnant, la mort est toujours proche. Lisons sur les courbes ces mortalités de printemps : au moment de la « soudure » il faut attendre la récolte de l'année, le prix du grain peut tripler et le paysan doit racheter au prix fort le blé que quelques mois plus tôt il a porté dans les greniers du seigneur et du décimateur. Au XVII^e siècle, l'épidémie suit la cherté des grains et exerce ses ravages sur une population affaiblie. Au siècle suivant la peste disparaît, la guerre est moins quotidienne : la mort recule, il y a croissance. Cet essor démographique est-il mesurable ? La prudence est de règle : de 17 à 21 millions d'habitants vers 1700 la population française atteindrait vers 1789 25 à 27 millions. Les chiffres médians donneraient une croissance globale de 30 % en 90 ans. Croissance que nuancent avec minutie des études régionales et urbaines.

Croissance qui pèse d'un poids particulièrement lourd dans les années difficiles de la fin de la période : « A la veille de 89, les chômeurs, les aigris, les victimes d'une expansion démographique aux prises avec la récession économique et le vieillissement du Système hantaient les rues, les bois, les cabanes, les faubourgs, les mauvais lieux, formant ce qu'on a appelé un peu trop vite le « Quatrième Etat ». Parmi les problèmes que ne put ou ne sut pas résoudre l'Ancien Régime économique et social, figure celui de la montée des jeunes. A ces derniers, Quatre Vingt Neuf et Bonaparte allaient proposer d'autres voies » (page 84).

La recherche érudite non seulement nous délivre de quelques lieux communs de rigueur sur ces sujets, mais atteint directement le centre de la vie quotidienne. Une étude statistique, une histoire quantitative, que certains pensent abstraite, d'autres pédante et vaine, nous introduit ainsi au cœur de la vie. Il suffit de feuilleter ces registres pour le comprendre.

— *Les paysans*

— *L'expansion agricole : la montée de la production.*

Choisissons maintenant un exemple de fluctuation longue. Le problème est traité par E. Labrousse : ont été établies la croissance démographique et la hausse générale des prix agricoles. La production suit-elle le mouvement ?

E. Labrousse propose deux voies pour cette étude. La première nous entraîne sur les « fronts d'attaque » agricoles : défrichements ou dessèchements, recul de la jachère (problème de la révolution culturale grâce à l'introduction dans la rotation des plantes fourragères), accroissement des rendements, nouveaux aménagements de l'espace culturel (signes, cultures industrielles). Prenons l'exemple du défrichement : trois grands textes des années 1760 accordent des avantages fiscaux aux défricheurs, l'effort semble assez général ; mais combien d'arpents ne seront défrichés que le temps de quelques moissons ? Les intendants ont pu sous-évaluer les défrichements et inversement les défrichements non déclarés comme ceux qui empiètent subrepticement sur les communaux semblent fréquents. Les terres défrichées ne sont-elles pas de très faible rendement ? On devine par l'énoncé de quelques-uns des problèmes les difficultés pour chiffrer l'accroissement de la surface utile. Les résultats que l'on peut attendre des autres fronts d'attaque sont aussi difficiles à interpréter, et ne sont valables qu'à titre de signes d'une évolution.

La voie nouvelle pour approcher avec plus de précision ce problème est la voie sérielle. En effet, il existe dans

les archives des collectivités des séries de baux de domaines et de baux de dîmes parfois sur plusieurs siècles : « L'avantage de sécurité va de pair avec l'avantage de richesse. Le document sériel, abondant et continu, permet pour chaque série le mutuel contrôle de chaque chiffre par les chiffres encadrants et pour l'ensemble des séries l'épreuve de concordance intrarégionale et inter-régionale » (page 452). Mais pour étudier à partir de séries homogènes les quantités produites, il faut éliminer l'enflure des prix : « ... on y parviendra... en divisant le prix du bail par le prix du blé estimé d'après une mercuriale locale proche et représentative » (page 460). Autre problème : le choix de la période de base pour évaluer l'amplitude de l'expansion, choix qui peut varier d'une région à l'autre.

Les résultats ? Les dépouillements sont actuellement en cours et on ne peut donc encore chiffrer l'évolution globale avec précision. Disons simplement : à l'échelle nationale, il est possible que la production agricole soit gagnante dans sa course avec la population. Mais cette victoire est chèrement acquise : surcroît de travail (puisque les rendements n'ont guère évolué) et persistance des crises au niveau du temps court. L'expansion n'a pas également profité à toute la population. Comme le précédent, cet exemple montre l'importance d'une telle histoire chiffrée, si l'on prend soin de ne pas prendre la série comme but ou la méthode comme objet de l'étude, l'aboutissement est toujours le vital.

— *Peut-on parler d'une classe ouvrière au XVIII^e siècle ?*

Pierre Léon, auteur de ce chapitre, met d'abord l'accent sur le morcellement du monde ouvrier. Problème de définition : peut-on ranger dans la même catégorie les travailleurs marginaux des villes, les ouvriers-paysans, les maîtres des métiers (la plupart étroitement soumis au grand marchand), les compagnons, les ouvriers des manufactures, une nouvelle élite de spécialistes ? La ville, dans ce domaine comme dans d'autres, montre la voie, de nombreux exemples régionaux prouvent l'importance accrue de la population ouvrière (53 % à Paris en 1791). En 1789, on peut estimer à 4 ou 500.000 le nombre d'ouvriers « purs », soit une population ouvrière de 1.200.000 à 1.500.000 (5 à 6 % de la population française totale). La croissance, là comme ailleurs, est datée essentiellement du XVIII^e siècle.

Si l'étude des conditions de vie et de travail de ces ouvriers est possible, l'évaluation des salaires reste malaisée. Les sources ? Des enquêtes nationales incomplètes pour la plupart en 1724, en 1777 et surtout celles de 1793 et de l'an III (mais aucune source nationale pour le XVII^e pré-statistique). Il faut donc utiliser des sources locales et régionales : les comptabilités des collectivités par exemple. De plus, la notion même de salaire est très difficile à cerner : les ouvriers sont souvent payés à la tâche, une partie parfois importante du salaire comprend des avantages en nature. Ajoutons les heures supplémentaires, le cumul fréquent des métiers. Chiffrer dans ce domaine comme dans les autres est donc difficile. Mais ces difficultés mêmes permettent une approche de la diversité régionale, de la diversité des conditions, enrichissent et nuancent l'étude. Encore une fois l'érudition est ici tout le contraire de l'abstraction. L'étude des salaires ne peut donc conduire qu'à des évaluations prudentes : l'ouvrier n'est pas défavorisé en période de dépression, c'est-à-dire au XVII^e siècle, mais, au contraire de la rente

foncière, son salaire ne profite pas de l'expansion du siècle suivant, le salaire réel ayant augmenté deux fois moins vite que le coût de la vie. Ceci, bien sûr, dans le rythme du temps long sans oublier la présence obsédante de la crise du temps court.

Des ouvriers de plus en plus nombreux dont l'existence est de plus en plus difficile. Une « conscience de classe » peut-elle naître ? Il est tentant de répondre par la négative : la solidarité patronale est solide, depuis Colbert le pouvoir soutient les patrons par un arsenal de lois répressives. Le monde ouvrier est sans cohésion : les élites corporatives cherchent essentiellement le maintien de leurs privilèges, les rites du compagnonnage sont tournés vers le passé ; la grande majorité du monde ouvrier est dispersée en milieu rural, encore attachée à la terre. Les explosions de haine que l'on peut relever sont liées à la conjoncture immédiate : cherté, chômage. Aucun programme revendicatif, aucune ébauche de syndicalisme. Cependant, à la fin de la période à partir des années 1770, l'agitation prend un autre caractère plus continu, plus général. De nouvelles élites ouvrières moins soumises par la misère apparaissent : « derrière les compagnons du passé, commence à poindre le prolétariat moderne » (page 686). Nous retrouvons le même schéma : permanence générale des structures mais signes de changement dans les rythmes de la longue durée.

UNE HISTOIRE POUR NOTRE TEMPS

Ces quelques aperçus ne peuvent rendre compte ni de la richesse de l'ouvrage ni de tous les problèmes méthodologiques ou généraux qu'il peut poser. Certes, une œuvre d'une telle ampleur ne peut être à l'abri de critiques de détail : relevons une certaine coquetterie dans le refus systématique d'écrire les scènes traditionnelles et attendues. Certaines catégories sociales sont négligées parce qu'elles ne peuvent entrer dans le cadre d'un plan parfois trop rigide : le monde des lettres et des arts, les domesticités. N'aurait-il pas été possible, dans une étude qui se veut si attentive au régional, de donner un exemple d'organisation économique et sociale au niveau d'une région ? On entrevoit le rôle que peuvent jouer quelques grandes villes mais l'étude des liens entre la ville et la campagne n'est pas faite sinon de façon dispersée. Il aurait été pourtant fructueux de saisir ces relations à la fin des Temps Modernes.

Espérons que les autres tomes de l'ouvrage répondront à cette attente.

Mais ce livre reste incomparable comme exemple de méthode, comme moisson des résultats de travaux difficilement accessibles. Il fait la preuve qu'on peut écrire l'histoire, sans rabacher les éternelles anecdotes significatives qui font les délices des amateurs de magazines, que les historiens français sont capables non seulement d'analyses érudites d'une rigueur scientifique impeccable mais aussi d'élargir leur horizon ; ce livre est bien le signe que le temps de la synthèse est venu. Une histoire pour notre temps : « L'histoire, disait Lucien Febvre, est un moyen d'organiser le passé pour l'empêcher de trop peser sur les épaules des hommes. » Écrire l'histoire : dans les rythmes symphoniques de la longue durée et des explosions du temps court, replacer l'homme dans ses affrontements et ses solidarités avec la nature et avec les autres hommes. En somme, nous donner une mémoire et nous apprendre à vivre le présent.

Dominique BORNE ■

WOODSTOCK,

TROIS JOURS DE PAIX, DE MUSIQUE ET D'AMOUR

« **C**'EST ICI que quelque chose se passe... »
Mais la chose est-elle arrivée ? Trois cent mille personnes se sont réunies aux environs de New York pour écouter des chansons « pop », formant un rassemblement immense et pacifique : « Trois jours de paix, de musique et d'amour ».

Est-ce un événement considérable ou sans portée ? Un signe des temps ou une simple anecdote ? Une promesse ou une réussite commerciale ?

C'est *Woodstock*. Est-ce le « rêve exemplaire et prophétique d'un monde à venir », la venue d'un bonheur neuf et vrai car dépouillé des faux semblants d'une civilisation de l'Avoir ? ou encore la naissance d'un

esprit d'innocence, d'enfance et de pureté ? Est-ce l'Esprit retrouvé de la pauvreté des béatitudes, la joie simple d'être au monde, de partager le plaisir de vivre et de donner ou l'attente messianique d'une aube prochaine ?

Woodstock n'est-ce pas plutôt l'illusion d'une vie sans luttes et sans conflits ? Le retour du vieux mythe d'un monde paradisiaque ? La promesse éternelle d'un Jardin d'amour et de richesses ? ou pire encore, l'exploitation à des fins commerciales ou politiques, d'aspirations et de nostalgies ambiguës ? N'est-ce pas le pain et le jeu jetés aux foules, la drogue qui endort l'inquiétude et la contestation ?

N'est-ce pas le symbole de la fausse pauvreté de gens

Autant que les gestes, les thèmes et les chants traduisent un fond de lyrisme et de tendresse fraternelle.

Aux appels pour combler le vide du cœur, s'ajoute inévitablement une religiosité bizarre. Esprit d'enfance, d'abandon, d'innocence retrouvée? De joie simple, d'insouciance? Le temps et l'espace sont abolis. Etre. Etre soi et qu'importe le reste. Chacun s'accepte, accepte l'autre, aime sans vouloir retenir. La jalousie n'existe pas, ni l'instinct de possession. L'Etre et non plus l'Avoir. La découverte de soi et non plus le culte du dollar. L'innocence des corps nus. Le respect de la vie et non plus celui des règles du jeu social.

Visages de poètes et d'artistes, de troubadours et d'errants. Voyageurs sans bagages dans le jardin du monde; s'ils étaient les prophètes d'aujourd'hui? S'ils étaient porteurs de cette attente et de notre espérance? Si c'était eux, les sages, les vivants, les conscients, les responsables?

Liberté surveillée. La fête est magnifique mais le jeu est faussé. Préparée de longue date, la manifestation combine les arrière-pensées les plus ambiguës et les plus mercantiles. Le retour à la nature se déroule à l'abri et à l'aide de la technique la plus élaborée. La liberté retrouvée est enceinte de barbelés et s'ébroue sous l'œil vigilant et paternel des hélicoptères de l'armée et de la police. Cette kermesse joyeuse fait les bénéfices des commerçants des alentours.

Les enfants s'amuse, mais on veille à ce qu'ils ne se brûlent pas avec les allumettes. Des médecins prévenant viennent soigner les jeunes drogués qui ont mal suivi les consignes lancées par haut-parleur. On déclarera

Un prodigieux festival de pop music. Le plus grand happening de l'Histoire

trop nantis, la fausse liberté des pourvus de ce monde, qui combent le vide de leur être, leur désarroi, leur insatisfaction dans un artificiel retour à une nature qu'ils trahissent?

Je ne sais pas. Peut-on d'ailleurs savoir? Faut-il d'ailleurs savoir?

La beauté formelle. Les photos sont belles et la perfection technique indéniable. Deux ou trois images se partagent l'écran. Le même chanteur est perçu sous plusieurs angles. Le gros plan sur un visage voisine avec des vues panoramiques de la foule. Le rythme s'accélère ou se ralentit, s'immobilise, se saccade, meurt et repart. Les harmonies de couleurs s'accordent aux harmonies sonores dans une impressionnante correspondance.

Il faudrait savoir décrire la nuit tombant sur Bethel, les visages, les silhouettes agitées dont les gestes appellent des lucurs étranges et des sons exotiques.

Quant à la joie promise, ce « chaleureux bonheur d'être ensemble sur un terrain vague », ce vent nouveau qui devrait souffler dans la foule, si nous les voyons, si nous les entendons, il faut pouvoir et vouloir y croire.

Le réalisateur affirme : « Ces hippies veulent construire en musique un monde paradisiaque ».

On est sensible au sourire des participants. On entend la voix qui hurle : « Pour le monde entier, c'est ici que ça se passe. Nous allons pendant trois jours entendre des chansons qui parlent de vous... Aimez-vous... Il faut être ici dans un coin de paradis... Partagez... N'ayez pas peur, nous sommes là... »

Une fête magique. La joie, la fête, le besoin de chaleur et d'amour, éclatent à chaque image. Avec des aspects magiques, sorciers, incantatoires. La cérémonie a ses grands prêtres, ses rites, sa folie. Magie de la lumière et du bruit. Foi dans une communion et dans une unité possible. L'immense communauté se forme, grandit, se gonfle, s'endormira, se réveillera, s'animera, tant que dure le besoin de tisser des liens, de se créer une famille, de vivre heureux ensemble.

Une révolte pacifique. Le besoin d'être heureux ensemble

la zone « sinistrée » afin de prévenir tout risque. On fera descendre les vedettes du ciel, c'est tellement plus commode, plus confortable et plus rapide. Des marchands attentionnés viendront nourrir nos jeunes affamés qui auront au préalable téléphoné à leur maman que tout se passait bien. Au fond ne sont-ils pas en quelque sorte les enfants chéris de la société de l'abondance ? Ces gentils rebelles, ces pacifistes sympathiques qui applaudissent aux chansons réprouvant la guerre du Vietnam, à quels engagements, à quels dévouements sont-ils prêts pour instaurer la justice et la paix ?

Le malaise. Woodstock est-il un film sincère ou une belle œuvre commerciale ? Un manifeste du mouvement hippie ou une savante récupération des tendances utopiques ?

Le mythe du paradis perdu à retrouver, le vieux rêve d'un monde d'amour, de douceur et de paix, nous hantent tous. Mais justement il s'agit d'un mythe et d'un rêve. Et vivre en marge du monde n'a jamais suffi pour supprimer la douleur, l'injustice et le mal. Il est mythique aussi ce festival quand il prétend nier absolument ce monde, quitté d'ailleurs pour quelques jours seulement... Les itinéraires de fuite n'aboutissent le plus souvent nulle part... Le hippie campe aux portes de la Cité. En marge... pour combien de temps ?

Et chacun s'en ira la fête terminée, après avoir rangé ses affaires, vers où, vers quoi ? L'immense plaine retournera aux fermiers et l'autoroute sera débloquée. Les clameurs se sont tues. Et sur la guitare indienne se sont effacées les dernières notes de l'hymne américain.

Catherine LE MENOUX ■

L'AVEU

FILM DE COSTA-GAVRAS

d'après le livre d'Artur London

L'ACTUALITE dure de moins en moins. Une information chasse l'autre. L'influence d'un fait extérieur durable sur le comportement des masses ne s'exerce durablement que si ce fait se renouvelle dans les mémoires sous forme d'épisode nouveau et excitant, d'événement inattendu, voire paroxystique. Ni l'ultime limogeage de M. Dubcek, relevé de ses fonctions d'ambassadeur à Ankara, ni son exclusion du P.C. tchécoslovaque, ne sont inattendus et, de toute évidence, ce sont pour les Français des faits moins saillants, en ce début d'été 1970, que la Coupe du Monde de football (gagnée par l'équipe d'un pays dont le régime n'a rien à envier à celui des colonels grecs, ce dont l'opinion ne s'est guère avisée) ou les performances de Merckx.

Non pas que l'on ait oublié ce qui s'est passé à Prague en 1968 et depuis lors ; mais ce drame sombre apparemment dans la grisaille des sanctions administratives.

Il en serait tout autrement si un procès était monté contre les dirigeants du Printemps de Prague sous la pression soviétique — au besoin, malgré Husak, lui-même rescapé des prisons de l'ère stalinienne. Du coup, le succès en France du film « L'Aveu » aurait préparé des centaines de milliers de nos compatriotes à suivre plus attentivement qu'ils ne le firent lors du procès Slansky l'effroyable mécanisme de la « justice » totalitaire. Et la brillante entreprise de pédagogie politique de Costa-Gavras en recevrait une nouvelle justification.

Tout comme celui de « Z », le mérite de « L'Aveu » — nous parlons ici du film, qui d'ailleurs incite à lire le livre d'Artur London, dont il n'illustre que la première partie — est en effet d'être à la fois fidèle comme un

reportage à la vérité matérielle des faits (et, dans « L'Aveu » comme dans « Z », la tension dramatique est justement la plus intense quand le cinéaste se contente de rapporter scrupuleusement, comme le ferait un magnétophone, les dialogues du procès ou de l'instruction, et les verdicts), et, dans la mesure où ce n'est pas un reportage mais un témoignage, d'être, en soi, une belle œuvre cinématographique.

Voici donc, avec « Z » puis « L'Aveu » — les deux films sont inséparables l'un de l'autre — un cinéma pleinement significatif pour les Européens de notre temps et, peut-être, pour ceux de demain. Né de l'Histoire, certes, mais sans passivité à son égard : il ne s'agit pas seulement de décrire l'oppression, mais de la combattre. Spectaculaire, aussi, puisqu'il faut traduire en images un récit, mais au second degré : comme on ne tourne pas — et pour cause — sur les lieux mêmes de l'action, on cherche des rues, des maisons, des intérieurs, qui ressemblent aussi parfaitement que possible à l'environnement réel, ce qui fait penser au spectateur que l'oppression vécue, il pourrait tout aussi bien un jour la connaître dans un décor familial où son œil n'avait peut-être jamais sélectionné les éléments étrangers mais qui n'en reste pas moins Lille pour un Lillois et non Prague, Alger pour l'Algérois et non Salonique. D'ailleurs, dans « L'Aveu », brusquement, l'auteur du film prend le parti de souligner qu'il s'agit d'une reconstitution dans un décor et avec des accessoires approximatifs : le héros, libéré, racontant son martyre à un ami communiste français et à un éditeur, dans le cadre luxueux d'une terrasse de restaurant monégasque, précise que les « Tattras » que l'on vient de voir dans le récit sont d'un modèle plus récent que les voitures qui ont servi à le transporter

L'effroyable mécanisme totalitaire du stalinisme

dix ans plus tôt. A ce genre de mise au point, la vérité du témoignage gagne encore, ainsi que l'intérêt de cette discussion-intermède — élément nouveau par rapport au livre de London, et qui motive les indignations de *L'Humanité*.

Indignations bien superflues, au demeurant. D'un point de vue électoral, d'abord, car il est évident — et les dernières consultations en France le confirment — qu'un film ou un livre, aussi frappants soient-ils, ne sauraient dissuader de voter communiste une masse d'électeurs que n'a pas détachés du P.C. le fait même de l'occupation de la Tchécoslovaquie, après tant d'autres actions préjudiciables au bon renom du communisme appliqué. Et, d'un point de vue politique et historique, dans la mesure où les passages ajoutés au film par Costa-Gavras, et qui soulignent, presque à plaisir, avec une insistance gênante, les vices profonds, permanents, structurels, du socialisme stalinien et post-stalinien, ont été approuvés et voulus par Artur London lui-même.

Le film « L'Aveu » n'est donc, pas plus que le livre, au moins à court terme, un outil de politique intérieure ou internationale au sens où, comme l'ont prétendu les journalistes du P.C.F., il servirait « la cause du grand capital » en « portant des coups » à un communisme qui se les porte fort bien tout seul. Il est plus raisonnable d'y voir, au-delà d'un témoignage anti-totalitaire sinon anti-communiste terriblement actuel, admirablement servi par une grande maîtrise de l'écriture cinématographique, un poème en langage de notre temps sur l'éternelle tyrannie. « Mais qu'est-ce qui nous est arrivé, Monsieur ? » demande, l'air innocent, à son ancienne victime, l'ex-référent imperturbable et froid,

conscientieux et patient inquisiteur-fonctionnaire plus dangereux que les fanatiques, et qui a été lui aussi, un temps, arrêté. Il n'est certes pas le seul ni le dernier de son espèce à n'avoir rien compris — ou à faire semblant. Et, en dépit de ses juréments qu'on ne l'y prendra plus, prêt à recommencer.

S'il avait été tiré d'un roman et non d'un récit, « L'Aveu » aurait fait recette autour de Montand et de Signoret comme naguère « La Vérité », l'un des chefs-d'œuvre de Clouzot, avec Bardot et Vanel : bien mis en scène, le prétoire attire les spectateurs. Mais, interprétation active d'un drame historique dont la charge émotive a été élevée au carré par le Printemps de Prague et ses suites, il touche profondément ceux qui savent que le temps des procès politiques est peut-être revenu en Tchécoslovaquie.

J'ai reçu, il y a quelques jours, d'un ami de Prague, la lettre que voici : « L'atmosphère devient de plus en plus lourde. Une nouvelle période ressemblant beaucoup aux années staliniennes se prépare. On a changé les membres de la Cour Suprême, et les fantoches de l'Assemblée Nationale ont réclamé une simplification de la procédure contre les éléments subversifs, droitiers, opportunistes, de l'ère Dubcek. Les méchants et les imbéciles mènent une bataille féroce contre l'intelligence : philosophes, sociologues, économistes. On a fermé les meilleurs instituts de recherche économique et sociale, et leurs spécialistes ne peuvent plus travailler dans les domaines de leur compétence. J'ai appris qu'ils sont convoqués par leur ministère et priés de « s'expliquer » sur leurs travaux depuis 1968. »

C'est « L'Aveu » qui continue.

Jean-Marie DAILLET ■

notes de Lecture

● André Malraux et le gaullisme par Janine Mossuz

Malraux et le gaullisme : le sujet est important, il est au cœur de l'histoire politique et littéraire des années 1920 à 1968, il est inséparable des grands moments des dernières décennies : montée du nazisme, Front Populaire, Guerre d'Espagne, Résistance, avènement de la Cinquième République, il est au centre de l'interrogation sur la crise de la civilisation occidentale. Cette difficile étude sur l'itinéraire intellectuel d'André Malraux et sur ses rapports avec le gaullisme et le général de Gaulle vient d'être faite avec talent et avec rigueur par Janine Mossuz, attachée de recherches au Centre National de la Recherche Scientifique. Ainsi sont apportés sur ce que l'on a appelé « les paradoxes d'André Malraux » des éclairages et des éclaircissements dont on saura gré à Janine Mossuz qu'ils soient aussi clairs, aussi précis, aussi enrichissants.

En devenant en 1947 délégué à la propagande du R.P.F. puis, en 1958, ministre du général de Gaulle, André Malraux a-t-il renié l'idéal de sa jeunesse ? A-t-il oublié l'auteur de *La condition humaine* qui, dans les meetings organisés dans les années 30 par les intellectuels communistes, se livrait à de fougueuses harangues antifascistes ? A-t-il effacé de ses souvenirs la silhouette nerveuse du jeune commandant de l'escadrille España qui, dès l'été 1936, combattait aux côtés des républicains espagnols ? Le chantre du gaullisme a-t-il rompu avec le romancier des *Conquérants*, de *La Voie Royale* et de *l'Espoir* ?

Ces questions sont posées tout au long de l'ouvrage de Janine Mossuz (1). A la fin de ce livre, qui fut tout d'abord une thèse de Troisième cycle préparée à la Fondation nationale des sciences politiques, l'auteur peut écrire :

« Malgré la force des apparences, le gaullisme d'André

Malraux n'a pas le sens d'une cassure. Il répond à des exigences inchangées et constitue, comme les engagements antérieurs, l'approche d'un idéal immuable : l'avènement de l'homme libre dans un monde fraternel. Les tentatives de Malraux ont revêtu diverses formes et présenté parfois un double visage. Mais ni le sens de sa recherche ni sa volonté de découverte n'ont changé. »

Ces conclusions, qui vont à l'encontre de bien des jugements portés aujourd'hui sur l'itinéraire d'André Malraux, ne sont toutefois pas avancées à la légère. Elles sont l'aboutissement de recherches minutieuses, non seulement sur les deux temps forts de l'engagement gaulliste de Malraux (le R.P.F. et la Cinquième République), mais également sur la genèse du gaullisme et, dans le but de mieux situer cette ultime aventure dans l'univers de Malraux, sur toute la vie et toute l'œuvre de l'écrivain. La Chine, l'Indochine, l'Espagne sont donc au rendez-vous, de même que les écrits « farfelus » (*Lunes en papier*, *Ecrit pour une idole à trompe*), les essais sur l'art, les appels angoissés du jeune Malraux s'interrogeant en 1926 sur l'avenir de l'Europe. Mais, surtout, on trouvera dans ce livre de longs extraits de textes inédits ou difficiles d'accès, notamment les discours prononcés par Malraux aux tribunes du R.P.F., ses articles publiés dans *Le Rassemblement* puis dans *Carrefour*, les déclarations faites à l'étranger par le ministre tout au long des innombrables voyages entrepris de 1958 à 1969.

En maîtrisant cette volumineuse documentation et au terme d'une analyse qui ne laisse dans l'ombre ni l'attitude de Malraux pendant la guerre d'Algérie ni son rôle au sein du R.P.F., Janine Mossuz définit ainsi le gaullisme de celui qui fut, pour les résistants de la Brigade Alsace-Lorraine, le colonel Berger :

« Une fraternité d'hommes libres marche vers un grand dessein sous la conduite d'un chef : ainsi apparaît le gaullisme pour André Malraux. »

(1) Mossuz (Janine) — André Malraux et le gaullisme. — Editions Armand Colin, 1970. (Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques).

Trois valeurs sont donc mises au devant de la scène : la liberté, la fraternité, l'autorité, trois maîtresses poutres qui constituent pour Malraux la charpente même du gaullisme. Mais ni la liberté, ni la fraternité, ni l'autorité ne surgissent pour la première fois dans son univers. Depuis toujours, elles rythment sa pensée et ses actes, et c'est en les étudiant une à une, en montrant le rôle qu'elles jouent pour Malraux depuis sa vingtième année que Janine Mossuz est amenée à conclure à la fidélité de celui qui fut ministre du général de Gaulle, mais du général de Gaulle seulement...

Tous les combats menés par André Malraux l'ont été au nom de la liberté et non pas, comme on a trop souvent feint de le croire, pour que triomphe le marxisme. Ainsi, en 1925, lorsqu'il prend dans son journal (*l'Indochine*) la défense des Annamites, ce n'est ni pour réclamer l'indépendance de l'Indochine ni pour exiger sa transformation en un pays communiste, c'est avant tout pour demander que les Annamites cessent d'être opprimés par les autorités coloniales, pour demander qu'ils jouissent des mêmes droits que les autres, pour demander leur liberté. De même, en 1934 comme en 1936, dans les meetings tenus aux côtés de Louis Aragon comme au Congrès des Écrivains soviétiques, c'est contre le fascisme, destructeur de liberté, qu'il se bat, ce n'est en aucun cas pour le marxisme. Devenir résistant, en 1943, a pour lui le même sens et sa participation à la lutte clandestine montre encore sa volonté de s'opposer au nazisme, symbole tragique de l'anti-liberté. S'engager à la tête du R.P.F. aura pour lui une signification identique : lutter encore et toujours pour la liberté, c'est-à-dire, en cette ère de guerre froide, contre le stalinisme, contre ce qu'a fait Staline du premier communisme porteur d'espoir.

Aussi prenante peut-être que la liberté, la fraternité baigne dans le monde intérieur d'André Malraux. Bien avant la seconde guerre mondiale, bien avant d'être subjugué par la fraternité virile des résistants français, le futur compagnon du général de Gaulle est attiré par toutes les fraternités qui naissent lorsque des hommes communiquent sous la pression d'un même « mythe réunificateur » : religion ou idéologie. Ainsi, suscitent l'intérêt passionné de Malraux, tour à tour l'hindouïsme, le judaïsme, l'arabisme tel qu'il est exalté par Lawrence dans *Les sept piliers de la sagesse*, la révolution, chinoise, bien sûr, mais plus encore peut-être la révolution française, découverte dans les livres chaleureux de Jules Michelet, le Touran enfin, mis en scène par Malraux lui-même dans les *Noyers de l'Altenburg*. L'examen de tous ces mythes et l'étude de la relation qu'entretient avec eux l'auteur de *La Condition humaine* montre que seuls ont triomphé ceux qui soit étaient des mythes nationaux, soit se sont alliés à des mythes nationaux, et cela pour Malraux revêt une importance capitale. Avant même de devenir gaulliste, il est intimement persuadé que seuls ont un avenir et peuvent féconder une terre les mythes nationaux. Aussi, quant aux combats de la résistance succède la Libération, voit-il dans le gaullisme le mythe qui a permis de faire survivre la France et s'engage-t-il en connaissance de cause dans un mouvement qui incarne pour lui la fraternité française telle qu'il l'a découverte aux heures les plus dures de la lutte clandestine.

Toutefois, plus encore que les mythes, ce sont les figures d'autorité, les « grandes individualités » qui les incarnent qui passionnent Malraux. Plus qu'à l'hindouïsme c'est à Nehru et à Gandhi qu'il s'intéresse ;

plus qu'à l'arabisme c'est à Lawrence qu'il s'attache quand il écrit, en 1943, *N'était-ce donc que cela ?* Plus que la Révolution française, c'est Saint-Just, Robespierre et Danton qu'il scrute, et plus qu'à la Révolution chinoise c'est à Mao qu'il s'attache. Tous sont, comme lui, et comme les personnages de ses romans, des intellectuels hommes d'action.

A la Libération, qui sinon de Gaulle, intellectuel, homme de caractère et homme d'action, pouvait entrer — estime Janine Mossuz — dans le Panthéon personnel de Malraux, à la suite des grands hommes qu'il avait approchés et des héros de l'histoire qui hantent ses écrits ? Avec l'engagement aux côtés de l'homme du 18 juin, c'est une longue quête qui s'achève. Malraux rencontre enfin celui qu'il a toujours (et partout) cherché, celui qu'il ne pouvait trouver que dans son pays, incarnant le mythe national français.

A travers les combats et les épreuves de la deuxième guerre mondiale, Malraux a découvert la réalité charnelle et sentimentale de la patrie. L'attachement à la patrie est désormais à ses yeux l'expression d'une fidélité profonde au peuple français et à son histoire.

Le gaullisme, tel que Malraux le présente et l'idéalise, s'insère dans la tradition du patriotisme révolutionnaire, qui se veut comme en 1792-1793 « populaire » et « missionnaire ».

Les historiens et les politologues diront plus tard si le gaullisme de la Cinquième République a été conforme au gaullisme chanté par Malraux. Le frémissant visionnaire André Malraux n'est ni un doctrinaire ni un spécialiste des « idées politiques ». Pour lui, la politique doit, souligne Janine Mossuz, provoquer une « communion », et la Nation représente un lieu privilégié de communion. Sa conception de l'action politique est celle d'un artiste, d'un lyrique, d'un imagier, d'un « conteur ». Malraux a été fasciné par de Gaulle, car il a vu en lui le type même des héros « en qui s'unissent l'aptitude à l'action, la culture et la lucidité » ; ces héros qui, ayant conçu un grand dessein, allient la pensée et l'acte, risquent tout pour une « étoile fixe » — étoile fixe qui chez de Gaulle s'appelle la France. « Pour qu'un monde soit un monde, s'écrie Malraux à une réunion du R.P.F. en 1949, il faut de grands rêves et la volonté inlassable de les incarner. » Il écrivait en 1926 dans *La Tentation de l'Occident* : « L'esprit donne l'idée d'une Nation, mais ce qui fait sa force sentimentale, c'est la communauté des rêves. »

De ce livre, Malraux ne sort ni grandi ni justifié, mais son itinéraire se trouve enfin mis en lumière et les nuances du personnage soigneusement soulignées. Beaucoup moins révolutionnaire et plus individualiste qu'on ne l'a cru avant la seconde guerre mondiale, probablement beaucoup moins « à droite » qu'on ne le prétend aujourd'hui, Malraux ne peut être compris que si l'on a le souci et l'honnêteté de se référer pour le juger à une totalité vécue, celle de sa vie et de son œuvre mêlées, et à la métaphysique qui ordonne cette vie et cette œuvre. C'est ce qu'a réussi à faire Janine Mossuz tant dans les chapitres de son livre que dans l'introduction consacrée aux rapports d'André Malraux avec la mort et avec l'art. Sous cet éclairage, le gaullisme d'André Malraux s'inscrit, comme l'observe pertinemment Janine Mossuz, « dans une vaste tentative dont la raison n'est pas uniquement politique mais métaphysique ».

Henri BOURBON ■

● Les majorités de reflux à la Chambre des Députés (1918-1958) par X. Delcros

L'instabilité des majorités parlementaires sous la III^e et la IV^e République est un phénomène si notoire qu'on imagine n'avoir plus rien à apprendre à son propos. Mais, comme le remarque André Hauriou dans la préface de l'ouvrage de Xavier Delcros (paru dans la collection « Travaux et recherches de la Faculté de Droit de Paris »), on sait moins que certaines lois présidaient à cette instabilité : en particulier, la naissance, vers la moitié de la législature, de « majorités de reflux » contredisant, de façon plus ou moins marquée, le flux qui s'était manifesté à l'occasion des élections législatives. De ce renversement de tendance, quelques exemples sont d'ailleurs bien connus, tel celui de la chambre du cartel des Gauches qui s'acheva avec Raymond Poincaré, ou du Front Populaire qui se termina à Vichy... Il était par conséquent intéressant d'examiner de plus près les manifestations de ce phénomène pour pour en prendre la mesure et pour tenter d'en fournir une explication.

L'auteur observe notamment que le reflux ne joue pas de manière tout à fait symétrique à droite et à gauche, comme le montrent les exemples qu'il analyse pendant la période 1918-1932 : « les majorités de droite et centre droit, écrit-il, semblent opposer une plus grande résistance aux reflux que les majorités de gauche ou de centre gauche » (1). La dernière législature de la III^e République devait en apporter une preuve supplémentaire. Pourquoi ? Parce que le scrutin majoritaire exagère le flux électoral en amplifiant le succès des partis de gauche en juin 1936, alors que l'opinion est plus modérée que ne le laisse penser la composition

(1) Les majorités de reflux à la Chambre des Députés de 1918 à 1958 de Xavier Delcros (P.U.F., 1970).

de la Chambre des Députés. Le Sénat compensait en partie cet écart et son intervention favorisait ensuite le déclenchement du processus de reflux chez les députés : on retrouve ici le rôle du parti radical et le jeu de bascule qu'il pratiqua durant cette période.

Sous la IV^e République, le mode de scrutin ne conduisait pas à une amplification des courants comparable, et cependant le reflux joua dès 1947 avec l'éviction des communistes. Il devait se manifester à nouveau, vers la gauche cette fois, avec le gouvernement de M. Pierre Mendès-France en 1954, mais il s'agissait d'un avertissement qui ne fut pas entendu, en dépit du succès relatif du Front républicain en 1956. Un nouveau reflux se produisit vers la droite, deux ans plus tard, et emporta le régime. Celui qui lui succéda organisa l'indépendance du Gouvernement par rapport aux mouvements parlementaires et substitua aux mécanismes anciens un système majoritaire contraignant. Mais qu'en est-il des courants contradictoires sous-jacents aux reflux de naguère ? Pour Xavier Delcros, ceux-ci exprimaient l'attraction centrisme dont Maurice Duverger a présenté dans *La Démocratie sans le peuple* une théorie systématique. Mais la notion de centrisme est ambiguë : ne serait-ce pas plutôt la recherche d'un introuvable équilibre qui se dégage de ces oscillations ?

En tout cas il est illusoire d'en bloquer les manifestations extérieures si l'on ne fournit pas en même temps une solution acceptable aux tensions qu'elles traduisaient. La récente élection partielle de Nancy révèle faut-être, entre autres choses, le besoin ressenti par l'opinion de réintroduire une certaine flexibilité dans le système rigide de la V^e République.

Pierre AVRIL ■

● Sri Aurobindo ou l'aventure de la Conscience par Satprem

Satprem : nom sanscrit pris par un Français, disciple de Sri Aurobindo, et auteur de ce volumineux ouvrage consacré à la vie, à la pensée et à l'œuvre de son maître. Ouvrage attachant, incontestablement éclairé et inspiré par une expérience personnelle vécue, peut-être irritant par certains côtés pour des esprits logiques. Le tissu apparent du livre est en effet assez lâche. Il ne s'agit pas d'une véritable biographie de Sri Aurobindo, car les événements et anecdotes de son existence sont réduits au strict minimum indispensable à la compréhension du personnage ; ce n'est pas non plus un exposé rigoureux et exhaustif de la pensée du Maître, comme nous aimons en voir figurer dans les exégèses de nos érudits occidentaux ; ce n'est pas, enfin, une présentation critique de l'œuvre immense de ce « moderne Rischi » dont parlait déjà Romain Rolland, et que l'on pourrait peut-être qualifier, par certains aspects, de Platon contemporain.

J'ai lu cependant ces 412 pages avec un intérêt toujours soutenu. Était-ce dû au style simple, direct, familier, à la clarté des idées exposées ? ou peut-être faut-il rechercher la raison du charme de ce livre dans le fait qu'il n'est justement pas livresque : aucune pédanterie dans le vocabulaire, aucune recherche dans le style. Mais partout un désir — presque amoureux, dirait-on — de faire partager au lecteur l'émerveillement personnel de Satprem devant cette « prodigieuse aventure ».

Il faut avouer que le destin et l'œuvre peu communs d'Aurobindo Ghose sont propres à susciter l'admiration.

Fils de la haute bourgeoisie indienne, entièrement éduqué en Grande-Bretagne, Aurobindo fit preuve très jeune des dons intellectuels les plus éclatants. Occidental accompli, maîtrisant plusieurs langues, il assimile en quelques années, à son retour en Inde, l'immense culture de son pays. Il occupe de hautes fonctions

administratives dans l'Etat de Baroda, et entreprend très tôt la tâche, impossible en ce début de siècle, de « bouter dehors » l'occupant anglais, animé d'une ardeur organisatrice et révolutionnaire peu commune pour un Yogi. « Je ne suis ni un moraliste impuissant, ni un pacifiste débile », proclame-t-il. Emprisonné toute une année, relâché, il se réfugie en Inde française juste avant d'être arrêté une seconde fois. Il se fixera définitivement à Pondichéry, où il poursuivra le travail intérieur entrepris dès son retour en Inde, et mènera à bien son œuvre gigantesque.

Le yoga que Sri Aurobindo propose n'est pas une technique de plus pour atteindre le Nirvâna ou la libération. Mais il nous incite à une lutte incessante, individuelle d'abord, sociale ensuite, dont le but est de permettre à la fois l'ascension de la conscience individuelle vers les plus hauts sommets de la conscience supramentale, et la descente de la force supramentale jusque dans le plus profond de l'inconscient et de la Matière. Satprem explique clairement le processus de ce double mouvement :

— *Ascension de la conscience individuelle* : chacun doit partir à la conquête de son être psychique, de son âme, soutenu par un mental purifié, un vital pacifié et un physique fortifié. La conscience poursuit ainsi son ascension au prix d'une incessante discipline de tout l'être, vers sa pointe fine extrême, c'est-à-dire l'être psychique, l'âme individuelle, l'aspect immanent du Divin.

Au-delà du sommet du cône, pour reprendre une image teilhardienne, c'est le saut, l'expérience de ce que les orientaux nomment le Nirvâna, la libération, la découverte de l'Être cosmique, ou aspect transcendant du Divin.

Mais Aurobindo ne se perd pas dans cette vision béatifique, qui n'est pas pour lui un aboutissement, mais un point de départ. Il lui faut réintégrer la vérité du monde et de la création, aspect cosmique du Divin. Il lui faut découvrir le principe de conscience qui transformera la Matière.

— *Descente de la Force supramentale* : c'est ici que se situe la grande originalité de Sri Aurobindo au sein de la pensée orientale, et indienne en particulier. Il proclame l'immense besoin de lumière qui existe au fond de la matière. Cette évolution individuelle qui l'a conduit aux plus hauts sommets de la conscience, c'est l'humanité, la terre entière qui devra la suivre. Car l'Évolution,

avec un grand « E », est une évolution de la conscience. L'homme, pour Sri Aurobindo, est un vivant laboratoire où s'élabore le surhomme, véritable manifestation de Dieu, aussi inéluctablement que s'élaborait jadis l'homosapiens chez l'anthropoïde.

Sri Aurobindo consacra les 40 dernières années de sa vie terrestre à œuvrer pour la descente et la manifestation de cette conscience supramentale. Il devra lutter non seulement contre la résistance individuelle, corporelle, opposée par l'Ignorance en lui-même et chez ses proches disciples, mais encore contre la résistance subconsciente de la terre entière. Car la force spirituelle, dans sa descente, doit disputer chaque pouce de terrain au monde physique et à la matière.

« Pour aider l'humanité », écrit-il, « il ne suffit pas qu'un individu, si grand soit-il, arrive individuellement à la solution, parce que, même si la lumière est prête à descendre, elle ne peut pas rester tant que le plan inférieur, lui aussi, n'est pas prêt à supporter la pression de la descente. »

Après 14 années de travail individuel, entouré seulement de son plus proche disciple, la Mère, et d'une poignée de fidèles, Sri Aurobindo ouvre donc toutes grandes les portes de son Ashram, communauté spirituelle, véritable creuset où tous les types d'humanité et d'activités sont représentés, chacun personnifiant une difficulté qu'il faut transformer, en vertu de l'unité substantielle du monde.

Par la création de cette communauté, Sri Aurobindo et la Mère ont voulu prouver que c'est ici-bas que doit être fait le grand travail de transformation : « n'espérez rien de l'Au-delà, c'est sur terre qu'on réalise, c'est sur terre qu'on progresse ».

Aurobindo condamne aussi bien nos anciennes cultures d'Europe qui « ont fini dans un doute disruptif et un scepticisme impuissant », que « les piétés d'Asie, qui ont sombré dans la stagnation et le déclin ».

Il dégage une troisième voie possible entre le matérialisme et le spiritualisme : ~~ascension~~ ici-bas dans l'Esprit, et spiritualisation, descente de l'Esprit dans l'humanité ordinaire et la matière.

Telle est la grande aventure que nous décrit Satprem, dans son excellente introduction à la pensée et à l'œuvre de Sri Aurobindo.

(1) Sri Aurobindo par Satprem - Edit. Buchet-Chastel.

Henri MURAT ■

ANDRÉ PHILIP

Au moment où nous mettons sous presse, nous apprenons la mort d'André Philip dont on n'a pas oublié qu'il a longuement et assidûment collaboré à « France-Forum » tant par des articles originaux que par sa participation à tous les Colloques de la revue. L'homme était de ceux — et ils se font de plus en plus rares — qui situent la pensée et l'action politiques à la hauteur qui convient. Ses trois soucis fondamentaux : un socialisme moderne, l'Europe communautaire, le poids humain du Tiers Monde devenaient sous sa plume

et dans sa parole autant de passions lucides et chaleureuses. Sa conviction spirituelle, inentamable aux vicissitudes du siècle, ne le rendait que plus présent à toutes les réalités politiques et sociales. André Philip a compté dans l'histoire des dernières années, et notamment pendant la Résistance et à la Libération ; et il aurait pu faire une carrière encore plus éclatante s'il avait eu moins d'exigence à l'égard de lui-même et à l'égard des siens. Nous garderons à « France-Forum » la mémoire de l'amitié attentive qu'il n'a cessé de nous porter.

SCIENTISME ET ROMANTISME

par Etienne BORNE

QU'IL Y AIT, en passe de caractériser ce dernier tiers du siècle, une poussée de scientisme, on l'a souvent constaté à cette place : les progrès conjugués de la science et de la technique, qui sont le fruit d'une rationalité de plus en plus subtile et abstraite, semblent pour l'imagination commune, si facilement fascinée par le spectaculaire et le sensationnel, dévaloriser les sortes de mystiques et de sagesse qui se réfèrent à des vérités scientifiquement non démontrables et à des réalités inaccessibles aux techniques objectives d'expérimentation ; aussi les thèses du scientisme qui intimidèrent tant d'esprits à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, mais dogmatiquement accentuées, curieusement parées quant à leur mode d'expression des prestiges d'une sorte d'élégance baroque, refusant a priori tout débat avec des métaphysiques préalablement disqualifiées, se retrouvent-elles dans la part qui se croit et qui se veut la plus avancée de la pensée moderne, et qui est en réalité contemporaine de ce structuraliste avant la lettre qu'était Taine ou de ce sociologue, si habile à réduire la personne singulière aux conditionnements culturels et à l'inconscient collectif, que fut en réalité Durkheim. La pensée et la pratique politiques se trouvent envahies elles aussi par un scientisme qui paraît leur promettre sécurité et efficacité en soumettant l'avenir humain à des prospectives rationalisées et en arrachant la vie publique au conflit des idéologies passionnelles pour la soumettre au règne des neuves lumières positives ; le scientisme apparaît alors comme la philosophie justificatrice de toutes les formes de technocratie. Et il n'est pas jusqu'à la vie privée encombrée d'objets techniques et envahie par toutes sortes de planifications calculées qui ne subisse l'emprise de ce climat scientiste auquel paient tribut toutes les formes de notre civilisation.

POURTANT cette même civilisation scientifique et technique se trouve d'autant plus furieusement contestée qu'elle affirme davantage son irrésistible puissance d'expansion qui se fait sentir à tous les niveaux de notre culture. Et notre temps, si vulnérable à l'avance d'un nouveau scientisme, est aussi celui qui, par un phénomène de compensation tente de vivre, en en forçant les limites, les aventures les plus insolites de la sensibilité romantique. Les existentialismes de l'absurde qui surgirent dans l'immédiate après-guerre sont, dans l'ordre proprement philosophique, recouverts provisoirement par la nouvelle vague structuraliste, mais la sorte de passion qu'ils révélaient est toujours là, refoulée non pas raturée, et sa présence est visible dans cet humour noir, cette désespérance ennemie du pathétique et subtilement intellectualisée, ces énigmes savamment enchevêtrées qui n'ont d'autre mot que le vide et le néant et qui occupent tant de place dans le théâtre, le roman et le cinéma contemporains. La question de savoir si la prise technique sur le monde, qui réduit ce qu'elle retient de la nature à l'état d'objet maniable, ne serait pas le modèle que les formes modernes d'oppression, cyniques ou feutrées, ont transposé dans les rapports de l'homme avec l'homme, un tel soupçon hantait les consciences de nos contemporains, avant d'être formulé par Marcuse. La psychanalyse freudienne, allment majeur du néo-scientisme dans la mesure

où elle invite à penser l'inconscient humain en termes d'objectivité, se prête aussi bien à une interprétation romantique puisqu'elle fait du désir et de sa frustration le destin insurmontable de tous les êtres humains. Ce qui n'est pas sans correspondre à cette frénésie dans la recherche du bonheur qui pourrait traduire une impuissance à l'atteindre et qui est un trait assez caractéristique de la sensibilité contemporaine. Ainsi le tragique faussement exorcisé par la maîtrise des puissances biologiques et l'organisation confortable du futur, réapparaît dans la trame la plus quotidienne des existences privées. Tout se passe à chaque fois comme si à une sécurité scientiste répondait pour la contredire un vertige romantique — et même dans l'ordre politique où le projet technocratique porté à l'absolu se change en utopie sinistre et où le propos révolutionnaire se cherche sans se trouver dans les extrêmes soit d'une rationalisation intégrale de la société, soit d'une dissolution des structures sociales dans les délires d'un anarchisme à la fois irréaliste et surréaliste.

LE XIX^e SIECLE avait connu successivement le romantisme et le scientisme, celui-là dans ses commencements, celui-ci à son déclin. Notre imminente fin du XX^e siècle nous propose à la fois, mêlés l'un à l'autre et violemment antagonistes, un courant scientiste et un courant romantique. Une telle contradiction pourrait définir la crise de la civilisation contemporaine. La jeunesse d'aujourd'hui vit et subit cette crise avec plus d'intensité que les générations plus anciennes parce que c'est sur elle que s'exerce avec le plus de puissance les sollicitations contradictoires du romantisme et du scientisme. Bien qu'elle n'aime pas le mot et croit mépriser la chose, c'est un romantisme qui donne son style et son contenu à ses contestations : toute une part de la jeunesse refuse la règle et l'autorité, la tradition et la sagesse acquise au nom d'une liberté qu'elle voudrait en état perpétuel d'effervescence et de création ; la politique dont elle est envoûtée et qui s'exalte dans le défi plus qu'elle ne s'éprouve par l'action est en réalité une poétique qui voudrait apporter la subversion plus encore dans la condition humaine que dans la société ; ses révoltes pourraient bien être au fond une insurrection de l'instant contre la durée — car elle veut vivre et non pas attendre de vivre ; cette jeunesse est romantiquement partagée entre l'absolu d'une espérance folle, changer d'un coup le tout de la vie et l'extrême de la déception nihiliste d'où des tentations comme celles de la drogue et qui relèvent d'un « n'importe où, hors du monde » comme disait le dernier et le moins apaisable des romantiques. Le drame de cette jeunesse tient en ceci que sa sensibilité hyper-romantique cherchant à se penser elle-même, ne trouve dans les avant-gardes intellectuelles auxquelles elle donne étourdiment sa sympathie que des idéologies positivistes, matérialistes, scientistes, qui étouffent cette spiritualité qu'elle était sur le point d'inventer et l'acculent au désespoir. Le mal du siècle c'est la contradiction qui s'établit pour le déchirer et le paralyser entre un nouveau scientisme et un nouveau romantisme. Victimes désignées de ce mal du siècle, les jeunes du monde qu'une même passion fait fraternelles seront-elles capables de vaincre leur mal et de sauver ce siècle ?